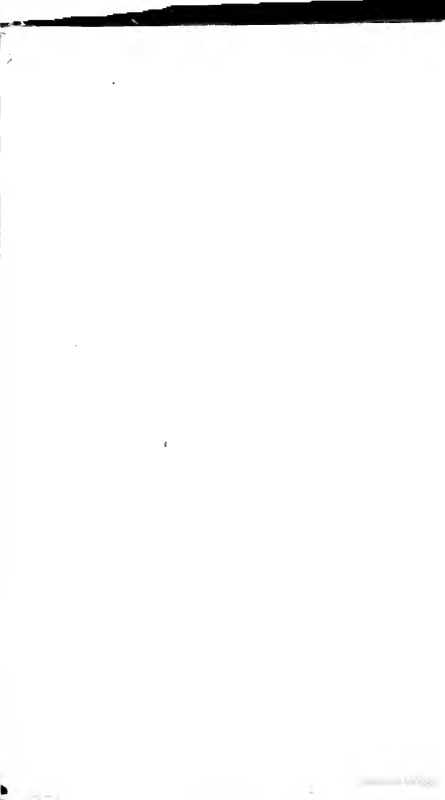
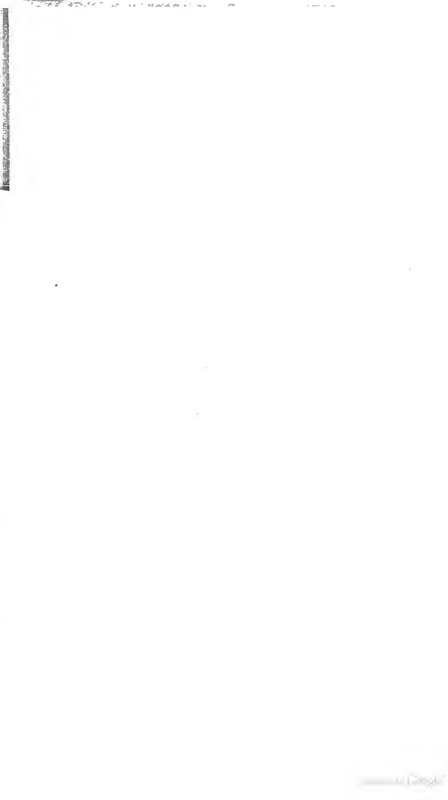
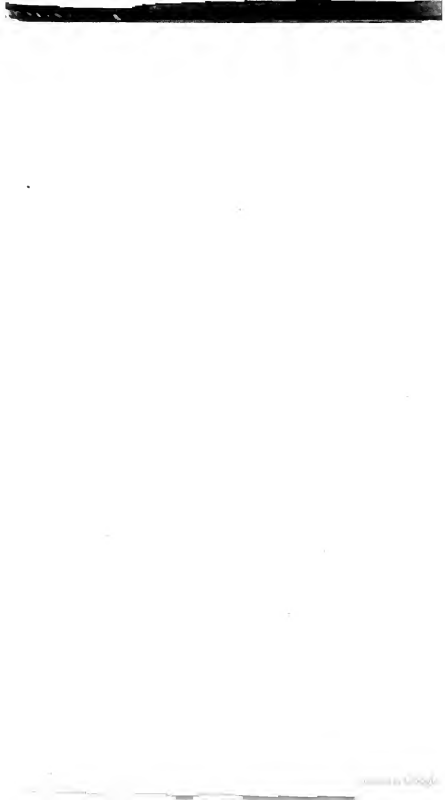


h. 4. 300











4. 4.300

Abstract

REFLEXIONS
POLITIQUES
SUR
LES FINANCES
ET
LE COMMERCE.

4.4.380



REFLEXIONS
POLITIQUES
SUR
LES FINANCES,
ET
LE COMMERCE.

OÙ L'ON EXAMINE
quelles ont été sur les Revenus,
les Denrées, le Change étranger,
& conséquemment sur notre Com-
merce, les influences des Aug-
mentations & des Diminutions
des valeurs numéraires des Mon-
noyes

TOME II.



A LA HAYE,

Chez les freres VAILLANT & NICOLAS PREVOST.

M. DCCXXXVIII.



4.4.300



TABLE

DES CHAPITRE

ET ARTICLES.

CHAPITRE III. *D*Ans lequel
on examine
ne s'il le surhaussement des Mon-
noyes est avantageux ou con-
traire à notre Commerce , en
suivant le cours du Change
étranger , qui en est le vérita-
ble Barometre , & la seule
route qui puisse nous le mon-
trer avec certitude & avec
clarté. Page 1

Article 1. Contenant les expli-
cations nécessaires pour l'intel-
ligence de ce que j'ai à dire ,
avec l'état des Monnoyes &
Tome II. à ij

iv T A B L E.

<i>du Change , en Janvier 1709.</i>	
page	2
<i>Principes du Change & du Commerce.</i>	3
<i>Ce que c'est que le Pair.</i>	4
<i>Deux sortes de Monnoyes sont l'ame du Commerce, l'une réelle & l'autre idéale.</i>	5
<i>Elles nous fournissent deux sortes de paritez , ou de rapports à considérer. Le Pair réel & le Pair Politique.</i>	5. & 6
<i>Le Pair réel n'a point encore été traité , & de quelle façon il le faut traiter.</i>	7
<i>Ce qu'on entend par la balance du Commerce.</i>	9
<i>Quel Change nous est avantageux , & quel est celui qui nous est contraire.</i>	11. & 12
<i>Moyen sûr & prompt de connoître l'état du Commerce.</i>	14. & 304
<i>Etat dans lequel étoient nos Monnoyes & les Changes en 1709.</i>	

14

T A B L E. V

<i>avant & lors de la refonte.</i>	20
<i>Formules de Calcul pour trouver les paritez.</i>	25
<i>Art. II. Examen du cours des Changes, depuis le premier Janvier 1709, jusques à la fin de Septembre 1713.</i>	27
<i>Année 1710.</i>	37
<i>Année 1711.</i>	41
<i>Année 1712.</i>	45
<i>Neuf premiers mois 1713.</i>	56
<i>Art. III. Où l'on continuë à examiner les effets de nos mutations de Monnoyes sur le Change, depuis le premier Octobre 1713. jusqu'à la fin de Septembre 1715.</i>	62
<i>Année 1714.</i>	70
<i>Année 1715.</i>	76
<i>Art. IV. Où l'on continuë le même examen qu'au précédent Article, depuis le premier Octobre 1715. jusqu'à la fin d'Avril 1717.</i>	89

vj T A B L E.

<i>Année 1716.</i>	95
<i>Quatre premiers mois de 1717.</i>	115
<i>Préjudice que causent à l'Etat nos mutations de Monnoyes.</i>	121
<i>& suiv.</i>	
<i>Le Ministère actuel loué.</i>	127
<i>Toutes les opérations de Monnoyes altèrent la circulation des Especes.</i>	130
<i>Les mutations de Monnoyes onéreuses à la Nation.</i>	133
<i>Autre Calcul des pertes que fait l'Etat à ces mutations de Monnoyes.</i>	141
<i>Le Commerçant est un homme cher à l'Etat.</i>	154
<i>Le Laboureur & l'homme d'industrie doivent être protegez.</i>	155
<i>Le Gouvernement loué de n'avoir pas touché aux Monnoyes.</i>	156
<i>Art. v. Où l'on continue à examiner les effets de nos mutations de Monnoyes sur le Chan-</i>	

I

T A B L E. vii

*ge , depuis le commencement du
mois d'Août 1723. jusqu'à la
refonte générale , ordonnée par
Edit du mois de Janvier 1726.*

	159
<i>Etat des Monnoyes & du Change au commencement du mois d'Août 1723.</i>	159
<i>Année 1724.</i>	169
<i>Diminutions d'Espèces.</i>	177
<i>Effets de ces diminutions. 184. &</i>	200
<i>Année 1725.</i>	185
<i>Année 1726.</i>	186
<i>Réponses à deux objections sur les diminutions.</i>	197
<i>Art. VI. Où l'on continuë à exa- miner les influences des varia- tions des Monnoyes sur le Chan- ge , depuis le premier Fevrier 1726. jusqu'à la fin de l'année 1734.</i>	202
<i>Onze derniers mois 1726. ibid.</i>	
<i>Refonte générale des Monnoyes.</i>	203

viii T A B L E.

<i>Surhaussement du mois de May</i>	
1726.	230
<i>L'Arrêt du 15. Juin 1726, &</i>	
<i>son effet.</i>	245
<i>Situation de nos finances au com-</i>	
<i>mencement de 1727.</i>	248
<i>Année 1727.</i>	251
<i>Avantage que procure la stabilité</i>	
<i>de nos Monnoyes.</i>	264
<i>Nous avons obligation au Minis-</i>	
<i>tere actuel.</i>	268
<i>Ce que faisoient nos Ancêtres ,</i>	
<i>pour avoir une Monnoye stable:</i>	269
<i>La France a deux dettes à ac-</i>	
<i>quitter.</i>	281
<i>Ce que faisoient nos anciens Rois</i>	
<i>en affoiblissant les Especes.</i>	285
<i>Touté fabrication de Monnoye doit</i>	
<i>se faire aux dépens du Roy, &</i>	
<i>non des Sujets.</i>	287
<i>Art. VII. Contenant quelques cau-</i>	
<i>ses des variations des prix de</i>	

T A B L E. ix

toutes choses , & par occasion
quelques observations sur le Com-
merce & la Navigation en ge-
néral & sur quelques obstacles
à leur progrès. 289

La France a des avantages pour le
Commerce que les autres Etats
n'ont point. 309

La Noblesse ne fait point le Com-
merce. 313

Services du Noble & du Nego-
ciant. 315

Sentiment du Duc de Sully. 316

Le Commerce en gros & mariti-
me n'a rien que d'honorable. 319

Témoignages de l'antiquité en fa-
veur de ce Commerce. 320

Les Empereurs Romains le favori-
sent. 323

Le Commerce Maritime honora-
ble chez les Anciens. 325

La France, aussi-bien que l'Empi-
re Romain , a des Villes ma-

X T A B L E.

<i>ritimes & commerçantes.</i>	326
<i>Les forces maritimes nécessaires à la puissance des Etats.</i>	330
<i>Etablissement de la Banque Générale, & de la Compagnie des Indes.</i>	338
<i>Actions d'Occident & des Indes.</i>	342
<i>Situation du crédit au 4. Octobre 1719.</i>	348
<i>Progrès du système.</i>	350
<i>Situation du crédit à la fin de Novembre 1719.</i>	352
<i>Ses effets.</i>	353
<i>Situation du Roy & de la Compagnie des Indes.</i>	358
<i>La situation du Rentier n'étoit pas favorable.</i>	361
<i>Montant des effets publics à la fin de chaque mois.</i>	363
<i>Reponse à ceux qui proposoient la destruction de la Compagnie des Indes.</i>	366
<i>La navigation est l'ame du Commerce</i>	

T A B L E. xj

<i>merce & le moyen d'augmenter la puissance du Roy.</i>	372
<i>Ce que couëtoit la Marine en 1681.</i>	374
<i>Autre calcul fondé sur le prix d'un vaisseau de 60 canons, qui coute 600 mille livres tout ar- mé.</i>	378
<i>Qui est le maître de la mer, est le maître de tout.</i>	383
<i>Nécessité où est la France d'avoir une puissante Marine.</i>	384
<i>Dénombrement de nos hommes de mer.</i>	386
<i>Le premier honneur est dû au pa- villon françois.</i>	389
<i>Dans les premiers tems les Nobles & les Roturiers commerçoient également.</i>	392
<i>C'est la Navigation & le Commer- ce qui font la puissance de l'An- gleterre, de la Hollande, de Genes &c.</i>	394
<i>Nécessité où est la France d'avoir</i>	
<i>Tome II.</i>	ë

xij	T A B L E.	
	<i>un Port au milieu de la Manche, & en quel lieu.</i>	400
	<i>Récapitulation & conclusion.</i>	405

Fin de la Table du Tome II.

Errata du Tome Second.

- Page 17. lig. 6. & 7. commence ent, *lisez commencerent.*
 23. lig. 17. & 18. Amstelredam, *lisez Amsterdam.*
 132. Note (c) 1. $38\frac{1}{4}$. *lisez 1. à $38\frac{1}{2}$.*
 307. lig. 9. qui ne pouvent, *lisez*
 qui ne peuvent être.
 456. à la Note, & de ce Commerce, *lisez & du Commerce.*
-

Dans l'Errata du premier Tome, ligne 19
lisez page 331. lisez page 371.

REFLEXIONS



REFLEXIONS
POLITIQUES
SUR
LES FINANCES
ET LE COMMERCE.

CHAPITRE III.

*Dans lequel on examine si le sur-
haussement des monnoyes , est
avantageux ou contraire à no-
tre Commerce , en suivant le
cours du change étranger , qui
en est LE VERITABLE BA-
ROMETRE, & la seule route qui
puisse nous le montrer avec cer-
titude & avec clarté.*

Tome II. A

ARTICLE I.

Contenant les explications necessaires pour l'intelligence de ce que j'ai à dire , avec l'état des Monnoyes & du Change en Janvier 1709.



POUR concevoir ce que j'ai à dire dans ce Chapitre , il est à propos d'expliquer ici ce que c'est que le Change.

On entend par change la negociation que font ensemble deux Marchands qui se trouvent en même lieu , par laquelle l'un des deux se charge à un certain prix des fonds que l'autre a dans un pays étranger quelconque , ou bien autrement.

On entend encore par change la remise reciproque que se font

sur les Finances. IX — 3

deux negocians , l'un François par exemple & l'autre Hollandois , des sommes qui leur sont dûes , au François en Hollande pour le prix des marchandises qu'il y a transportées au de-là de la valeur de celles qu'il en rapporte , & au Hollandois en France pour la même chose ; afin d'éviter l'un & l'autre la peine , les risques , & les dépenses du transport de l'argent. D'où je tire ces principes fondamentaux.

I.

Le change n'est qu'une compensation de valeur d'un país à un autre.

II.

Si notre Commerce & notre dépense chez les Etrangers sont égaux à leur Commerce & à leur

A ij

4 *Réflexions politiques*

depense chez nous , la compensation est égale : alors on dit que *la balance de ce Commerce est égale* , & le change au PAIR ; c'est à dire , qu'on recevra dans le lieu du paiement autant d'argent en poids & en titre qu'on en a donné. Ainsi , si le François pour chacun de ses écus actuels de 3. liv. qu'il donne à Paris en espèces nouvelles , reçoit $54 \frac{1}{3}$ deniers de gros argent courant , ou 52 deniers de gros argent de Banque en Hollande & $29 \frac{1}{2}$ deniers sterlins à Londres, & si le Hollandois pour ses $54 \frac{1}{3}$ deniers de gros argent courant , ou pour ses 52 deniers de gros argent de Banque , reçoit un écu de 3. livres à Paris , ils recoivent exactement autant qu'ils donnent l'un & l'autre ; s'ils recoivent plus , ils gagnent , & s'ils recoivent moins ils per-

dent. Qu'il me soit permis de faire ici une remarque à l'occasion de cette Parité.

Deux sortes de Monnoyes sont l'ame & le mobile du Commerce, l'une REELLE, & l'autre IDEALE.

La Monnoye REELLE est d'or & d'argent : elle fut introduite pour la facilité du Commerce ; elle fit succéder les ventes aux échanges, en devenant le prix & la mesure de tout ce qui entre en Commerce parmi les hommes. Mais comme le transport embarrassant de ces especes faisoit encore un obstacle au Commerce, on eut recours aux Lettres de change d'un Pays ou d'une Place sur une autre ; & pour rendre les negociations & les calculs plus faciles, on imagina des Monnoyes de compte ou de change, comme les livres, les sols, & les écus en France, les deniers, les sols & les Livres sterlins en Angleterre, les deniers, les sols, & les livres de gros en Hollande &c. Cette dernière sorte de Monnoye *Ideale*, ou imaginaire, & qui, à proprement parler, consiste en des noms Collectifs, qui comprennent sous eux un certain nombre de Monnoyes Réelles, sera nommée Monnoye POLITIQUE.

Ces deux sortes de Monnoyes nous fournissent deux sortes de comparaisons à faire, ou d'égalités & de rapports à con-

6 *Réflexions politiques*

siderer. La première, entre le poids, le titre, & la valeur des Monnoyes *réelles* d'un pays, & le poids, le titre, & la valeur des Monnoyes *réelles* d'un autre Pays : cette sorte d'égalité sera nommée LE PAIR REEL.

Le Pair *réel*, ou cette exacte égalité, entre les Monnoyes courantes est le point le plus délicat, le plus essentiel, & le plus inconnu du Commerce de change : il est aussi le point le plus fixe d'où l'on puisse partir ; car le poids & le titre des Monnoyes sont par tout plus constants que leurs valeurs numéraires. La seconde égalité que l'on doit considérer, est celle qui se trouve entre les Monnoyes de change d'un pays, & les Monnoyes de change d'un autre pays, lesquelles reçoivent de fréquens changemens dans ce qu'il faut de l'une pour égaler l'autre. Ces variations, qui proviennent de la valeur arbitraire que les Souverains donnent aux Monnoyes *Réelles* dans leurs Etats, & de l'abondance ou de la rareté des Lettres de change d'une Place sur une autre, sont précisément ce qu'on appelle les Changes. Leur égalité consiste à trouver le rapport d'un change à deux ou plusieurs changes donnez : elle fait ce que nous appellerons le PAIR POLITIQUE.

Ce Pair est donc une exacte égalité entre les prix des changes de différentes Places, comparez entre eux. Il est l'objet de l'attention la plus importante que doit avoir un Negociant. Ce Negociant doit suivre les différences de ces changes. Il en

doit faire d'exactes & de frequentes comparaisons ; il doit examiner chaque jour ce qui resulte des changemens combinez entre eux. C'est par cet examen scrupuleux & détaillé qu'il decouvre les routes qu'il doit suivre , & les circuits qu'il peut ou qu'il doit faire de place en place , afin de se mettre en etat de profiter de tout l'avantage que lui presente chaque change en particulier , & d'éviter de remettre directement sur une place dont le change ne lui paroîtra pas favorable.

Voila donc deux sortes de Parités qu'il ne faut pas confondre : le PAIR REEL , & le PAIR POLITIQUE. Personne n'a encore traité du Pair réel ; pour le faire d'une façon satisfaisante & utile , il faut être parfaitement instruit des poids , des titres & des valeurs des Monnoyes réelles de tous les Etats de l'Europe. Il faut être au dessus de la difficulté des calculs qu'il exige , afin qu'aucun ne puisse arrêter. Il faut aussi connoître necessairement, & avec la dernière précision , le raport le plus exact qui soit possible , entre les poids avec lesquels on pese l'or & l'argent dans l'Etat où l'on est , & ceux avec lesquels on pese ces mêmes métaux dans tous les autres Etats ; car c'est du raport ou de la connoissance exacte de toutes ces differens poids , que depend absolument toute comparaison de la Monnoye d'un Etat , avec celle d'un autre Etat.

On trouve dans les Livres de Commerce , ou de Changes étrangers , faits par nos

3 *Réflexions politiques*

Arithméticiens, des rapports de poids & de mesures ; mais ce sont des rapports pris sans exactitude entre les poids avec lesquels on pèse les marchandises dans ces Etats ; outre que ces poids ne sont pas partout ceux avec lesquels on pèse l'or & l'argent, l'importance de ces métaux demande bien plus d'exactitude & de précision que les marchandises n'en exigent, & qu'on ne leur en donne réellement ; ainsi celui qui suivroit ces rapports, se tromperoit bien lourdement.

Quant à la manière de trouver le pair *réel* entre les Monnoyes réelles de deux Etats, ou le Pair *Politique* entre les Monnoyes de Change de deux ou de plusieurs Etats, j'en donnerai cy-après, à la fin de cet article, pag. 25. une formule générale, dont je me sers il y a plus de vingt ans, par le moyen de laquelle on trouvera toutes ces Parités : elle suppose une connoissance exacte de toutes les Monnoyes réelles, de leurs poids, de leurs titres, & de leurs valeurs en chaque Etat ; mais comme ce détail n'est pas de mon sujet, je ne m'y arrêterai pas davantage. Je reprends la suite des Principes du Change & du Commerce.

III.

Si une Nation nous fournit plus qu'elle ne reçoit de nous,

ou si nous faisons chez elle plus de depense qu'elle n'en fait chez nous , il faut necessairement lui payer cet excédent , qui est appelé LA BALANCE DU COMMERCE entre ces deux Nations , soit en argent monnoyé , soit en lingots.

Or pour payer cette balance due à l'Etranger , la demande ou la recherche de son argent , ou de ses Lettres de Change devient chez nous plus grande que leur quantité : c'est ce qui l'enchérit , & ce qui fait baisser le Change au-dessous (a) du Pair , parce qu'alors les Hollandois nous donnent moins

[a] Je dis que le Change *baisse* , quand il tombe au-dessous du Pair : c'est ce qu'il faut entendre tant ici que dans la suite. Bien des gens disent qu'il *hausse* , parce qu'ils entendent qu'il nous faut donner une plus grande quantité de livres ou d'Ecus pour une certaine quantité de Monnoye étrangere.

que 54 $\frac{1}{3}$ deniers de gros, argent courant, ou que 52 deniers, argent de Banque, & l'Anglois moins que 29 $\frac{1}{2}$ deniers sterlins pour notre Ecu de 60 sols : alors nous recevons moins, ou nous donnons plus d'argent que nous n'en avons reçu ; ce qui nous rend le change défavantageux. Il baisse au-dessous du Pair ou de sa véritable valeur. C'est ainsi qu'il est devenu un trafic ; & cette différence du Pair à ce que l'on donne, fait le cours du Change. En ce cas il nous montre que la France est débitrice envers l'Etranger, & conséquemment que le Commerce qu'elle fait avec lui est onéreux & à charge.

De même, toutes les fois que la France fournira à l'Etranger plus qu'elle ne recevra de lui, l'Etranger lui sera débiteur, &

le Change a son avantage ; parce que le besoin que cet Etranger aura de notre argent, ou de nos lettres pour nous payer cette balance , en augmentera chez lui la recherche , & la demande , & c'est lui alors qui sera obligé de nous donner plus qu'il ne nous doit réellement ; ce qui fait monter le Change au-dessus du pair ; parce que pour notre Ecu de 60 sols , le Hollandois nous donne plus de 54 deniers de gros courans, ou plus de 52 deniers de Banque , & l'Anglois plus de 29 $\frac{1}{2}$ deniers sterlins : alors le Change est à notre avantage.

Selon ces Principes, le Change , qui est au-dessus du pair , nous est avantageux , & nous montre que le Commerce que nous faisons avec cette Nation , nous est favorable , puisqu'elle nous redoit.

A. vj.

Et le Change, qui est au-dessous du pair, nous est défavantageux, & nous apprend que notre Commerce nous est onéreux & à charge, puisque nous redevons à l'Etranger : d'où je conclus trois choses.

La premiere, que le Change nous montre journellement laquelle des deux Nations redoit à l'autre, & qu'il est par conséquent le véritable BAROMETRE DU COMMERCE.

La seconde, que la nation qui redoit, a le desavantage du Commerce, & que celle à laquelle il est dû, a l'avantage.

Et la troisiéme, que le Commerce avantageux attire nécessairement les matieres d'or & d'argent dans l'Etat qui a l'avantage, ou auquel il est dû, & qu'elles sortent de l'Etat qui a le desavantage ou qui redoit.

Il y a cependant des cas , qui peuvent apporter quelque'exception à cette regle. Il arrive de tems à autre des mouvemens extraordinaires dans les changes. Ceux qui sont causés par un fait de Commerce , ne sont pas ordinairement de durée , ni d'une sensibilité considérable aux Négocians : les choses se remettent promptement dans leur situation naturelle , & la balance penche tantôt d'un côté , tantôt de l'autre. Mais il n'en est pas de même, lorsque ces mouvemens sont occasionnez par des causes Supérieures & indépendantes du Commerce. Par exemple une refonte de Monnoye trop avantageuse au Roy, & par conséquent trop onereuse à ses Sujets , une Chambre de Justice , un Visa &c , engagent les peuples à remettre leurs fonds à l'Etranger , afin de sauver une partie de

14 *Réflexions politiques*

leur perte : alors fans être débiteurs, le Change baisse tout d'un coup. Il en est de même , lorsqu'un Etat par politique se trouve obligé à payer de grosses sommes dans les pays Etrangers , sans qu'il ait reçu de compensation : alors ce mouvement est la perte du Change ; il est beaucoup plus sensible & de plus longue durée. En pareil cas , & avant de passer par le Change , il faut l'étudier finement , & l'examiner de bien près ; & si on ne le trouve pas capable de soutenir des remises considérables , il vaut beaucoup mieux transporter l'argent en nature , que d'abîmer le Commerce.

Moyen sûr & prompt , de connoître l'état du Commerce.

Quoiqu'il en soit , il est certain que des yeux attentifs sur

le cours journalier de ce Change, en voyant laquelle des deux nations redoit à l'autre, ou laquelle a l'avantage ou le désavantage du Commerce, verroient aussi ce qu'il conviendrait de faire, pour soutenir ce Change ou pour bonnifier le Commerce. Ce moyen de connoître la Balance du Commerce est infiniment plus prompt & plus sûr, que celui d'examiner l'entrée & la sortie des Marchandises: car il met journellement le législateur en état d'agir, soit pour soutenir & conserver l'avantage, si on l'a, soit pour le rappeler, si on ne l'a pas; au lieu que celui qui résulte de l'examen des denrées, qui entrent & qui sortent du Royaume, ne peut se connoître que long-tems après, & alors il n'est plus tems d'agir. Peut-être faut-il se servir de l'un & de l'autre.

Voyez ci-après Art. 7. de ce Chap. ce qui y est dit à ce sujet.

Par la même, raison si nous suivons de près le cours de ce Change, pendant une espace de tems où il y ait eu de ces variations de Monnoyes dans le haut & dans le bas, nous verrons également qu'elles ont été leurs influences sur le Change, & conséquemment sur notre Commerce, & par là, lequel est le plus avantageux à ce même Commerce, ou de l'Espece haute, ou de l'Espece basse.

A l'égard du tems qui nous fournira ces variations de Monnoyes, il n'est pas nécessaire de remonter à ces siècles reculez de Philippe le Bel, ni de ses successeurs immédiats. Il en est arrivé sous nos yeux & de notre tems d'assez considérables, pour nous servir à découvrir la vérité que nous cher-

chons. Ce tems fera celui qui s'est écoulé depuis la refonte générale de nos Monnoyes , faite en vertu de l'Edit du mois de May 1709. jusqu'au mois d'Avril 1717. que commencent les Billets de la Banque , r passant par dessus le tems nébuleux du système , nous reprendrons à la nouvelle fabrication d'Espèces , ordonnée par l'Edit du Mois d'Aôut*1723 : & nous continuerons jusqu'à la fin de l'année 1734. Nous trouverons dans ces deux intervalles de tems , des variations de Monnoyes dans le haut & dans le bas , très-propres à nous montrer sensiblement quels ont été les effets des unes & des autres sur le Change , & conséquemment sur notre Commerce.

Si cependant nous avons pu trouver le cours des Changes d'un tems plus éloigné de nous ,

que celui-ci , nous l'aurions préféré , parce que dans le dessein où nous sommes de montrer qu'il est infiniment plus avantageux aux Peuples & au Roy même , de prendre les secours , dont Sa Majesté peut avoir besoin , par tout ailleurs que dans une mutation de Monnoye quelconque , nous sommes obligés de parler de toutes les opérations qui ont été faites sur nos especes , & d'en faire voir les bons ou les mauvais effets sur le Change , & par conséquent sur notre Commerce. On pourroit peut-être penser que dans l'examen que nous nous proposons de faire , nous apportons un esprit de critique : mais nous déclarons que nous en sommes fort éloignés , que notre examen est un examen d'instruction , nous n'a-

vons aucune envie de blâmer les auteurs de ces opérations : les besoins de l'Etat & les circonstances dans lesquelles ils se sont trouvez , les ont peut-être obligez malgré eux à recourir à ces expédiens onereux.

Dans l'espace du temps que nous allons parcourir , on verra arriver plusieurs fois les mêmes opérations d'augmentation , de diminution , de refontes , ou de fabrications d'espèces : ainsi qu'on ne soit pas surpris d'y trouver aussi des réflexions à peu près semblables. On est obligé de suivre l'ordre des temps , & par consequent de repeter , sur une opération semblable à une précédente , à peu près le même raisonnement qui aura déjà été fait sur la première.

Etat dans lequel étoient nos Monnoyes & les Changes en 1709. avant & lors de la refonte.

La quantité de matieres d'or & d'argent , & entre autres , de Piaftres, qui arriverent dans nos Ports par le Commerce de mer fut ce qui occasionna la refonte ordonnée par l'Edit du mois d'Avril 1709. des Louis d'or de 32 au marc fixez à 16. livres 10. fols , & des Ecus de 8. au marc à 4. livres 8. fols.

Avant cet Edit , la Monnoye qui couroit, étoit des Louis d'or de $36\frac{1}{4}$ au marc. & des Ecus de 9 au marc. L'arrêt du Conseil du 20. Novembre , enregistré le 10 Decembre 1708. fixe cet ancien Louis d'or au premier Janvier 1709. à 12. livres 15. fols chacun , & l'Ecu à 3. livres 8. fols. La proportion

entre l'or & l'argent étoit alors de 15. à 1. Et par les prix que donne l'Edit d'Avril aux nouvelles Monnoyes, dont il ordonne la fabrication, cette proportion est encore de 15 à 1. mais les dispositions de cet Edit ne durèrent pas longtems; la multiplicité des reformes & des fabrications de Monnoyes ayant produit dans le public un grand nombre d'Especes à des titres differens, il parut important d'y remedier par une nouvelle refonte, qui fut ordonnée par l'Edit du mois de May 1709. enregistré le 14.

Cet Edit ordonne que les Louis d'or, fabriquez en vertu de l'Edit du mois d'Avril precedent de 32 au marc, auront cours pour 20. liv. au lieu de 16. liv. 10. sols & les Ecus de 8 au marc pour 5. livres, au lieu de 4. livres 8. sols,

C'est ici sans doute l'augmentation du quart, dont notre Auteur parle à la page 202. de son livre, & à laquelle il attribue le salut de l'Etat. Elle dérangea la proportion entre l'or & l'argent, qui étoit 15^e en 16^e : ce qui enchérissoit l'or, & diminuoit l'argent. On ne répètera point ici ce qui en a été dit ci-devant. (*a*) Elle n'est pas d'un quart, elle est d'un huitième sur l'argent, & d'un cinquième sur l'or.

Les nouvelles Espèces, dont la fabrication fut ordonnée par cet Edit du mois de May furent des Louis d'or de 30 au marc, plus pesans que les précédens, & fixez cependant à 20 livres, & des Ecus de 8 au marc, estimez 5 livres. Ce qui fit l'effet d'une diminution sur

[*a*] Chap. 1. art. 4. pag. 56. & suiv.

l'or d'un 16^e. & retablit la proportion 15^e. entre l'or & l'argent, que l'augmentation des Eſpeces ordonnée au mois d'Avril avoit derangée.

Ces valeurs numeraires du Louis d'or à 20. livres, & de l'Ecu à 5. livres, durerent tout le reste de cette année 1709. & pendant les suivantes 1710. 1711. 1712. jusqu'au premier Decembre 1713 : ainsi elles furent constantes & fixes pendant plus de quatre ans & demi.

Le 28. Janvier 1709, le Change de Paris sur Amſterdam étoit à 87. deniers de gros pour notre Ecu de Change, qui est toujours de trois de nos livres ; & le premier Fevrier il étoit à 88, & notre Ecu de 9. au marc passoit pour 3. livres 8. sols

Voilà l'état dans lequel étoient nos Monnoyes & les Changes au commencement de 1709: il ne s'agit plus que de voir, si ce Change nous étoit avantageux, ou contraire. Pour le connoître, il faut sçavoir quel étoit alors le Pair réel de notre Ecu de Change contre les deniers de gros en Hollande, eu égard aux titres, aux poids & aux valeurs numéraires des Monnoyes qui avoient cours en France & en Hollande, en Janvier & Fevrier 1709. C'est ce que va nous donner, dans la dernière précision, la solution du problème suivant.

Les Ecus qui avoient cours en France étoient à 10. d. 22. grains de fin à la taille de neuf au marc & valoient 3. l. 8. s. chacun. Les Ecus, ou Reichsthalers de Hollande à 10. 5 g. de fin, à la taille de $8 \frac{8}{19}$ à notre marc valoient 100. d. de gros argent courant, ou 96. argent de Banque.

Quel

sur les Finances. 25

Quel étoit le pair de l'Ecu de Change de France, qui est toujours de 3. livres, contre des deniers de gros, suivant ces deux Hypotheses?

PREMIER CALCUL
pour l'arg. Courant.

$$x \text{ den.} = 3 \text{ liv.}$$

$$3\frac{2}{3} \text{ liv.} = 1 \text{ Ecu}$$

$$12 \text{ Ecus} = 10\frac{4}{12} \text{ de fin}$$

$$9 = 1 \text{ marc}$$

$$1 \text{ marc} = 8\frac{8}{19} \text{ r.}$$

$$10\frac{5}{24} \text{ r.} = 12.$$

$$1 = 100 \text{ d.}$$

17	8
245	24
12	131
19	160
3	2
49	

$$4748x = 4192000.$$

$$x = 88\frac{7}{25} \text{ den.}$$

SECOND CALCUL
pour l'arg. de Banque.

$$x \text{ den.} = 3 \text{ liv.}$$

$$3\frac{2}{3} \text{ liv.} = 1 \text{ Ecu}$$

$$12 \text{ Ecus} = 10\frac{4}{12}$$

$$9 = 1 \text{ m.}$$

$$1 \text{ m} = 8\frac{8}{19}$$

$$10\frac{5}{24} = 12$$

$$1 = 96 \text{ d.}$$

17	8
245	24
5	131
12	160
19	32
49	2

$$15827x = 1341440.$$

$$x = 84\frac{3}{4}$$

Suivant le premier Calcul cy dessus, le Pair demandé étoit $88\frac{7}{25}$ deniers de gros argent courant, en supposant, comme

Tome II.

B

26 *Réflexions politiques*

tous les Auteurs qui ont traité des Changes étrangers, que les Rixdales valent 50 sols courant, ou 100. deniers de gros : mais comme ce rixdale n'est recû à la Banque d'Amsterdam que pour 48 sols, ou 96. deniers de gros argent de Banque, & que par les Ordonnances de cette ville pour le Change, faites le 11. Decembre 1643. part. 3. liv. 1. tit. 8. & 9. toutes les lettres de Change de la somme de trois cens florins & au dessus se doivent payer en Banque, sur peine de vingt cinq florins d'amende & d'être tenues pour mal payées, quelques conditions, clauses & stipulations qu'elles puissent contenir, ou que l'accepteur y ait pû inserer, il faut chercher la parité en deniers de gros argent de Banque, laquelle étoit $84\frac{1}{4}$ suivant le

second calcul cy-dessus. Cette parité, argent de Banque, sera celle que nous suivrons toujours dans la suite de ce Chapitre.

A R T I C L E II.

Examen du cours des Changes depuis le premier Janvier 1709 jusqu'à la fin du mois de Septembre 1713.

S Uivant ces calculs, celui qui donnoit 3. livres à Paris & qui recevoit $88 \frac{2}{5}$ deniers de gros argent courant en Hollande, ou $84 \frac{3}{4}$ deniers de gros argent de Banque, recevoit poids pour poids, & titre pour titre, précisément autant qu'il avoit donné. S'il recevoit plus il gaignoit, & s'il recevoit moins il perdoit.

28 *Réflexions politiques*

Or en Janvier 1709. le Change étoit à 87 deniers de gros & le premier Février à 88. C'est à dire $2\frac{1}{4}$ & $3\frac{1}{4}$ deniers de gros au dessus du Pair $84\frac{1}{4}$ argent de Banque ; c'étoit depuis $2\frac{1}{10}$. jusques à $3\frac{83}{100}$. pour cent , que recevoit le François de plus qu'il ne donnoit. Ce qui nous montre que le Commerce , que nous faisons alors avec cette nation en argent de Banque , nous étoit avantageux depuis $2\frac{65}{100}$. jusqu'à $3\frac{83}{100}$. pour cent.

Diminution d'Espèces.

L'Arrêt du Conseil du 19. Février 1709. enregistré le 4. Mars, & publié le 26, reduit l'ancien Louis d'or à 12. livres 10. sols & l'ancien Ecu à 3. livres 7. sols , C'est une dimi-

nution de 5. fols par Louis & d'un fol par Ecu.

Le 8. Mars le Change étoit à 85. deniers de gros & comme cette diminution porta le pair à 86. deniers de gros argent de Banque, le Change étoit au dessous de cette parité, d'un denier de gros, & à nôtre disadvantage de $1\frac{2}{43}$. pour cent. Ainsi cette diminution, nous fit perdre non seulement l'avantage dans lequel nous étions auparavant, de $2\frac{6}{103}$. à $3\frac{81}{109}$. pour cent, mais encore $1\frac{7}{43}$. pour cent de plus; ce qui fait une différence à notre prejudice de 4. à 5. pour cent.

L'Edit du mois d'Avril enregistré le 22. portant une nouvelle fabrication de Louis d'or de 32. au marc & d'Ecus de 8. au marc, donne à ces Epeces le même cours dans le

public, que celui porté par l'Arrêt du 19 Février; mais il fixe le marc de ces Ecus porté aux Monnoyes à 32. livres 10. sols: c'étoit comme si on les eût reçus sur le pied de 3. livres 12. sols $2\frac{2}{3}$. den. chacun; ce qui produisoit une augmentation de 5. sols par Ecus: mais cet Edit n'eut pas une grande execution; elle fut derangée par celui du mois de May suivant. Ainsi le cours de ces Eſpeces porté par l'Arrêt du 19 Février, publié le 26. Mars, avoit encore lieu, & par conſequent le pair 86. en argent de Banque.

Or le 25. Avril 1709 le Change étoit à 84. den. de gros. Il étoit donc au deſſous du pair de 2. d. ce qui faiſoit encore contre nous une perte de $2\frac{1}{3}\frac{4}{3}$. pour cent.

L'Edit du mois de May fui-

sur les Finances. 31

vant enregistré le 14 & publié le 18 au matin , veut que cet Ecu de 9. au marc soit reçu dans les Bureaux & Recettes Royales, à raison de 3. livres 10. fols, & le marc aux hôtels des Monnoyes à 32. livres 10. fols

*Augmentation d'un $\frac{1}{5}$ sur l'or &
d'un $\frac{1}{8}$ sur l'argent.*

Cet Edit ordonne une nouvelle fabrication de Louis d'or de 30 au marc, fixés à 20. livres. & d'Ecus de 8 au marc à 5. livres. Il met le Louis d'or de 32. au marc de 16. livres 10. fols à 20. livres comme le nouveau Louis d'or, & l'Ecu de 8. au marc à 5. livres au lieu de 4. livres 8. fols. Par là il porte le prix du marc d'or en œuvre à 640. livres, & celui

B iiij

32 *Réflexions politiques*
d'argent à 40 livres. Et en
fixant le marc des anciens Louis
d'or à 487. livres 10. sols , &
celui des anciens Ecus à 32.
livres 10. sols , il laisse entre
l'or ancien & l'or nouveau ,
une difference de 152. livres
10. sols ou de $31\frac{2}{3}$. pour cent,
& entre l'argent ancien & l'ar-
gent nouveau une difference
de 7. livres 10. sols, ou de
 $23\frac{1}{3}$. pour cent.

Ces deux differences, qui de-
vroient être égales, ne le sont
point ; cette inégalité étoit un
désordre & une disproportion
dans la valeur numéraire don-
née à ces Especes. Cette dis-
proportion ou cette grande dif-
ference , entre le prix de ces
anciennes Especes & celui des
nouvelles , est une exception à
la règle générale résultant des
principes établis à l'Article pre-

mier du présent Chapitre, laquelle difference a dû occasionner la recherche & le transport des anciennes en pays Etrangers ; d'où après les avoir refondues & remarquées aux coins des nouvelles, on nous les renvoyoit : ce qui fait toujours baisser le Change à notre désavantage. Et alors l'Etranger y gagne une bonne partie du bénéfice que le Roy y devoit faire : c'est une perte réelle pour l'Estat. Ce qu'il faut entendre dans la suite, toutes les fois qu'on aura occasion de faire le même raisonnement.

Il est vrai que cet Edit du mois de May, en fixant à 20 livres les nouveaux Louis d'or de 30 au marc, dont il ordonne la fabrication, réduit le marc de ces nouveaux Louis à 600 livres ; ce qui rétablit la pro-

portion 15^e. entre l'or & l'argent , & ne laisse plus entre l'or ancien & l'or nouveau , qu'une difference de 112 livres dix sols , ou de $23\frac{1}{3}$ pour cent, comme elle est de l'argent ancien à l'argent nouveau ; mais en égalisant cette difference ruineuse , on ne l'ôte pas : par conséquent le désordre d'une Monnoye forte & d'une Monnoye foible subsiste toujours. Il n'est pas difficile de concevoir que ces sortes d'opérations ne sçauroient être favorables à notre commerce , & que cette augmentation d'un cinquième sur l'or , & d'un huitième sur l'argent , n'a jamais pû , ni dû être le salut de l'Etat , comme le dit notre Auteur à la page 202 de son Livre.

Cet Edit & l'Arrêt du 14 May publié le 20 , rapprochent

le prix des anciennes Eſpeces de celui des nouvelles , en mettant l'Ecu ancien de 9 au marc à 3 livres 10 ſols ; ce qui réduit le pair à $82\frac{1}{3}$ d. de gros argent de Banque. Or le 25 du même mois de May, le Change étoit à $84\frac{1}{2}$ d. de gros , c'étoit $2\frac{1}{8}$ d. au deſſus du pair , & à notre profit , par conſéquent , de $2\frac{3}{50}$ pour cent ; ce qui nous montre la néceſſité qu'il y avoit d'augmenter les anciennes Eſpeces pour les rapprocher des nouvelles , ou bien de diminuer les nouvelles pour les rapprocher des anciennes.

L'Arrêt du 4 Juin 1709 , publié le 7 , rapproche encore l'ancienne Eſpece de la nouvelle , en fixant l'Ecu à 3 livres 12 ſols ; mais l'Arrêt du 25 du même mois publié le premier Juillet , le remet à 3 livres dix

sols. Ceux du 20 Juillet , & du 13. Août confirment ce prix. Au premier Octobre ils demeurent réduits à 3 livres 7 sols : & ils seront hors de tout cours & mise au premier Janvier 1710, suivant les Arrêts des 7 & 28 Decembre 1709. Voilà des mutations qui ne favorisent point le Change.

Ce Change étoit le 12 Juillet à 86 den. de gros ; c'étoit $3\frac{2}{3}$ au dessus du pair $82\frac{1}{3}$ argent de Banque , qui font $4\frac{45}{100}$. pour cent en notre faveur : cependant on recevoit toujours le marc de ces Ecus aux Hôtels des Monnoyes , sur le pied de 32 livres 10 sols ; ce qui étoit la même chose , que si on eût reçu ces Ecus à raison de 3 livres 12 sols chacun ; à ce prix le pair étoit $80\frac{1}{25}$ d. de Banco : & le Change pendant tout le

reste de cette année 1709 , a roulé de 86 à $83\frac{1}{2}$. Il a donc toujours été au dessus du pair depuis $5\frac{1}{2}$ jusqu'à $3\frac{1}{2}$ deniers de gros : ce qui nous faisoit un avantage de $7\frac{4}{100}$ à $4\frac{9}{100}$ pour cent , malgré toutes ces variations arrivées sur les anciennes Especes. Ces mutations sur les Especes dérangent extrêmement notre Commerce ; & en le dérangeant , on dérange aussi les revenus de l'Etat & des particuliers , ce qui nous rend évidente l'utilité d'une Monnoye fixe.

A N N E' E 1710.

Au premier Janvier de cette année 1710. les anciennes Especes furent décriées ; elles n'eurent plus aucun cours dans le Public , en vertu des Arrêts

38 *Réflexions politiques*
du Conseil d'Etat du Roy , des
7 & 28 Décembre 1709 : on
les recevoit seulement dans les
Bureaux & Recettes Royales ,
à raison de 13 livres 10 sols le
Louis d'or, & de 3 livres 13 s.
l'Ecu. Cependant ces mêmes
Arrêts veulent que les Especes
& matieres d'or & d'argent, qui
seront portées aux Hôtels des
Monnoyes sans Billets de Mon-
noyes , y soient payées sur le
pied de 508 livres 15 sols le
marc de vieux Louis d'or , de
Pistoles d'Espagne , & de Léo-
polds d'or de Lorraine ; & de
33 livres 18 sols 4 deniers le
marc des Ecus, des Piaftres &
des Léopolds d'argent de Lor-
raine. Ce qui étoit la même
chose que si on eût reçu ces
Ecus à la Monnoye , sur le pied
de 3 livres 15 sols 4 deniers
chacun. Cela est clair.

*Augmentation des anciennes
Especes.*

Cette augmentation des anciennes Especes rapproche encore leur prix de celui fixé pour les nouvelles ; elle réduit le pair à $76\frac{8}{100}$ den. de Banco, l'Ecu compté à 3 livres 15 sols, comme ci-dessus. Or le Change a roulé pendant cette année 1710. à ces prix, 80, $80\frac{1}{4}$, 81 & $81\frac{1}{4}$; c'est-à-dire, qu'il a toujours été au dessus du pair depuis $3\frac{16}{100}$. jusqu'à $4\frac{41}{100}$ deniers de gros ; & à notre profit depuis $4\frac{11}{100}$, jusqu'à $5\frac{23}{100}$ pour cent : ce qui nous montre bien clairement la nécessité d'aneantir la difference qui se trouve encore entre l'ancienne & la nouvelle Espece, qui formoit le bénéfice du Roy & du Billonneur.

*Diminution des anciennes
Especes.*

La Déclaration du 7 Octobre 1710, enregistrée en Parlement le 14, & en la Cour des Monnoyes le 22 du même mois, rétablit le cours des anciennes Especes sur le pied de 13 livres le Louis, & de 3 livres 10 sols l'Ecu à la piece, & le marc de ces Ecus 32 livres 10 sols; c'est à raison de 3 livres 12 sols chacun. Cette diminution de 5 sols par Ecu remet le pair de notre Ecu de Change à $82\frac{1}{3}$ den. de Banco. Or le 16 Novembre le Change étoit à 81 : c'étoit $1\frac{1}{3}$ den. au dessous du pair, ou $1\frac{6}{100}$ pour cent à notre perte. La suppression des anciennes Especes, nous mettoit dans un avantage de $4\frac{1}{100}$ à $5\frac{73}{100}$ pour

cent, & leur rétablissement nous met en perte de $1\frac{61}{100}$ pour cent, cela fait une difference à notre préjudice de $5\frac{73}{100}$ à $7\frac{38}{100}$ pour cent, dont la Commune étoit $6\frac{55}{100}$ pour cent.

A N N E'E 1711.

Pendant les dix premiers mois de 1711 que les choses restèrent en cet état, le Change roûla de $77\frac{1}{4}$ à $77,74,74\frac{1}{4},71\frac{3}{4},71\frac{1}{4}$ & 72 . Or l'ancien Ecu compté à 3 livres 12 sols, le pair de l'Ecu de Change étoit $80\frac{1}{3}$ deniers de Banco: le Change étoit donc au dessous du pair de $2\frac{79}{100}$ à $8\frac{4}{100}$ den. ce qui nous faisoit une perte depuis $3\frac{48}{100}$ jusqu'à 10 pour cent.

Il est donc clair que le décri de ces anciennes Eâpes nous

avoit été avantageux , & que leur rétablissement dans le Public , à un prix encore aussi éloigné de celui des nouvelles , que l'est celui , sur le pied duquel cette Déclaration les rétablit , nous fait perdre non-seulement l'avantage où nous étions pendant leur suppression ; mais il nous fait aussi retomber dans un désavantage prodigieux. C'est l'effet de la disproportion entre l'ancienne & la nouvelle Espece. N'est-il pas honteux que nous travaillions nous-mêmes à ruiner notre Commerce en faveur de nos voisins , qui ne sont occupés qu'à soutenir & à augmenter le leur ?

On fut un an à s'appercevoir de ce désordre ; mais à la fin on le sentit. Pour y remédier entièrement , il falloit ou supprimer totalement le cours de

ces anciennes Especes, ou leur donner une valeur proportionnée à celle des nouvelles, en les augmentant; ou bien diminuer le prix des nouvelles, pour les aprocher des anciennes: mais aucun de ces moyens n'auroit satisfait aux besoins dans lesquels on étoit. On se contenta donc de diminuer le mal, & d'y remédier en partie, en donnant à ces vieilles Especes une valeur moins éloignée de celle des nouvelles.

*Augmentation des anciennes
Especes.*

Par la Déclaration du Roy du 24 Octobre 1711, registrée le 27 & publiée le 29; laquelle fixe le marc des anciens Louis d'or à 561 livres, & celui des anciens Ecus à 37 livres 8 sols;

c'étoit comme si on les avoit reçûs à raison de 4. livres 3 f. chacun.

Cette augmentation des anciennes Especes réduisit le pair de leur écu de Change à $69 \frac{44}{100}$ den. de grosargent de Banque. Or dès le lendemain de la publication de cette Déclaration , c'est-à-dire dès le 30. Octobre, le Change étoit à $71 \frac{3}{4}$, le 5. Novembre à $75 \frac{1}{2}$, le 12 à $71 \frac{1}{4}$, le 16 à 71. le 27 à $71 \frac{1}{4}$ & le 30 Décembre à $71 \frac{1}{4}$. Il étoit donc au dessus du pair de $2 \frac{31}{100}$ à $1 \frac{56}{100}$; ce qui faisoit depuis $3 \frac{72}{100}$ jusqu'à $2 \frac{1}{4}$ pour cent en notre faveur; & le 5 Novembre notre avantage étoit de $8 \frac{72}{100}$ pour cent. Cette Déclaration nous fit donc regagner le defavantage dans lequel nous étions, qui étoit de $3 \frac{48}{100}$ à 10 pour cent.

sur les Finances. 45
& encore les $3 \frac{81}{100}$ & $2 \frac{1}{4}$ pour
cent ci-dessus : ce qui fit une
différence en notre faveur de $6 \frac{72}{100}$ à $12 \frac{1}{4}$ pour cent. Cela
prouve que *hausser les vieilles*
Especies pour les rapprocher des
nouvelles, est une bonne opéra-
tion.

ANNE'E 1712.

Selon la Déclaration du 24
Octobre 1711, le marc des vieux
Louis d'or, des pistoles d'Es-
pagne, & des Léopolds d'or de
Lorraine, est réduit à 540 livres
au premier Janvier de cette an-
née 1712, & celui des vieux
Ecus, des Piastras, & des Léo-
polds d'argent de Lorraine, à
36 livres ; c'étoit comme si on
avoit reçu ces Ecus sur le pied
de 4 livres chacun. Et dans la
vue de les faire fortir, cette

46 *Réflexions politiques*

Déclaration annonçoit une diminution sur ces Eſpeces & matieres pour le premier Février ſuivant : mais comme ces Eſpeces & matieres n'arrivoient point aux Monnoyes où elles étoient attenduës , on prorogea cette diminution pluſieurs fois. L'Arrêt du Conſeil du 29 Novembre indique la dernière prorogation & cette diminution au premier Janvier 1713.

*Diminution ſur les anciennes
Eſpeces.*

Cet ancien Ecu de 9 au marc, qui étoit reçu ci-devant dans les Monnoyes ſur le pied de 4 livres 3 ſols , ne l'étant aujourd'hui que ſur le pied de 4 liv. ſe trouve diminué de 3 ſols , & par cette opération qui éloigné leur prix de celui des nouvelles,

le pair sur Amsterdam est porté à $72\frac{1}{5}$ d. de gros argent de Banque, & celui sur Londres à $40\frac{5}{8}$ den. Sterlins.

Or pendant les onze premiers mois de cette année 1712, le Change de Paris sur Amsterdam roula à ces prix, 71 , $70\frac{3}{4}$, $70\frac{1}{2}$, $70\frac{1}{4}$, 70 , $69\frac{3}{4}$ & $69\frac{1}{2}$ toujours au dessous du pair de $1\frac{1}{25}$ à $2\frac{54}{1000}$ d. de gros; ce qui faisoit une perte pour notre Commerce depuis $2\frac{8}{1000}$ & jusqu'à $3\frac{52}{1000}$ pour cent. Si à cette perte on joint l'avantage dans lequel nous étions à la fin de 1711. qui étoit de $3\frac{32}{1000}$ à $2\frac{1}{4}$ pour cent, on verra que cette diminution sur les anciennes Especes, éloignant leur prix de celui des nouvelles, au lieu de les rapprocher, nous causa une perte de $5\frac{40}{1000}$ à $5\frac{77}{1000}$ pour cent. Ainsi diminuer les anciennes Especes pour les éloigner

48 *Réflexions politiques*
du prix des nouvelles , c'est aug-
menter la disproportion & faire
une très-mauvaise opération.

Le Change de Paris sur Londres étoit le 22 Novembre 1712 : à $42 \frac{1}{2}$ & le 24 à $41 \frac{1}{4}$ d. Sterlins ; il étoit donc au dessus du pair $40 \frac{5}{8}$ depuis $1 \frac{7}{8}$ jusqu'à $\frac{5}{8}$ d. Sterlins ; ce qui faisoit un bénéfice de $4 \frac{61}{100}$ à $1 \frac{53}{100}$ pour cent en notre faveur , dont le commun étoit $3 \frac{7}{100}$ pour cent.

La situation que nous présentent ces opérations , nous paroît singulière & mériter quelque attention. On vient de voir que nous étions en perte avec la Hollande de $2 \frac{8}{100}$ à $3 \frac{25}{100}$ pour cent. Et dans le même tems nous avons l'avantage sur l'Angleterre de $4 \frac{61}{100}$ à $1 \frac{53}{100}$: pour cent : voilà donc entre ces deux places une différence à notre égard

égard de $6\frac{62}{100}$ à $1\frac{5}{100}$ aussi pour cent. Cette inégalité ne doit jamais se rencontrer dans le Change , ou si elle se rencontre elle ne sçauroit durer. Un Etat peut tirer de nous beaucoup plus qu'un autre Etat , & que nous ne tirons de lui , & par là devenir notre débiteur ; ce qui feroit hausser le Change en notre faveur , pendant qu'il peut être égal, ou à notre perte , avec un autre Etat ; mais cette situation ne dure que jusqu'à la solde qui ne tarde pas , parce que ce retard feroit désavantageux à l'Etat débiteur. D'un autre côté , le passage de nos vieilles Especès , qui se faisoit peut-être plus volontiers & plus aisément en Hollande qu'en Angleterre , pouvoit bien encore nous causer quelque désavantage avec la Hollande. Quoi-

50 *Réflexions politiques*
qu'il en soit, il résulte toujours
de ces opérations, que nos mu-
tations de Monnoyes nous sont
onereuses & que plus on éloigne
le prix des anciennes Especes de
celui des nouvelles, plus on affoi-
blit leur circulation & le Com-
merce par conséquent; parce que
celle de laquelle on donne le
moins en France, y reste ca-
chée, où elle passe chez l'E-
tranger; ce qui nous fait tom-
ber dans les cas dangereux ex-
pliquez ci-devant (a), que l'on
va répéter ici.

Si l'Espece reste cachée, c'est
un fond qui devient inutile à
l'Etat & même à celui auquel il
appartient; ce qui augmente la
méfiance, altère la circulation,
& le Commerce par consé-
quent. (b)

[a] Chap. 1. Art. 6. pag. 119. 120. [121.
& 122 de ces remarques.

[b] Ibidem pag. 121. jusqu'à 131.

Si elle passe chez l'Etranger , il la refond & la remarque aux coins des nouvelles : il gagne une partie du bénéfice que le Roy y auroit dû faire , ce qui fait une perte réelle pour l'Etat ; & de plus cet argent transporté met hors de travail tous ceux qu'il auroit pû occuper , ce qui diminue le revenu & la valeur du pays , aussi-bien que ses Manufactures & le nombre de ses Habitans (a).

D'où il suit évidemment , *qu'il ne faut jamais dans un Etat deux Especes en disproportions entrelles.* Ces opérations sont contraires à nos propres intérêts.

Indépendamment de la diminution du premier Janvier de cette année , on peut dire que la Déclaration du 24 Octobre

[a] Comme on la dit ci-devant Tom. [1] Chap. 1. Art. 6 pag. 121.

52. *Réflexions politiques*

1711 laissoit encore entre le prix des anciennes Especes & celui des nouvelles , une différence trop considérable , pour que le Public se déterminât , comme on le désiroit , à porter ses anciennes Especes & matieres d'or & d'argent aux Hôtels des Monnoyes.

En effet , elles n'y arrivoient pas aussi promptement , & en aussi grande quantité qu'on l'auroit souhaité. Pour les faire avancer , on avoit fait par les Arrêts du Conseil , des 5 Avril 28 May , 30 Août , 29 Octobre , 29 Novembre de cette même année 1712 , des tentatives & des menaces de les diminuer , qui furent inutiles. On fut obligé pour les faire sortir , & pour donner , non-seulement le mouvement à cette partie , qui par le défaut de circulation devenoit un fond inutile au Pu-

blic & même à ceux auxquels il appartenoit, mais aussi pour rétablir l'uniformité dans les Monnoyes si nécessaire pour le bien du Commerce, d'abandonner entièrement le bénéfice de la conversion de ces Espèces & matieres portées aux Monnoyes jusqu'au premier Février prochain 1713. Ce sont les termes de la Déclaration du Roy du 10 Decembre 1712 registrée & publiée le 16, par laquelle Sa Majesté ordonne que *du jour de la publication de cette Déclaration & jusqu'au premier Février prochain les anciennes Espèces & matieres d'or & d'argent seront reçues dans les Monnoyes & par les Changeurs établis dans les Villes du Royaume & payées comptant à raison de 585 livres le marc de vieux Louis & de 39 livres celui des anciens Ecus.*

*Augmentation des anciennes
Especes.*

Pour faire sortir ces vieilles Especes, cette Déclaration annonçoit une diminution pour le premier Février. 1713 : & voyant qu'elles ne venoient pas comme on se l'étoit promis, cette diminution fut prorogée jusqu'au premier Avril suivant, par les Arrêts des 31 Janvier & 21 Février.

L'augmentation de ces anciennes Especes ayant rapproché leur prix de celui des nouvelles, réduisit le pair de cet ancien Ecu de Change à $66\frac{1}{2}$. Or pendant le reste du mois de Décembre 1712 : le Change fut à 70 & à $69\frac{3}{4}$. den. c'étoit $3\frac{1}{2}$ & $3\frac{1}{4}$ d. de gros, au dessus du pair $66\frac{1}{2}$ argent de Banque ou $5\frac{26}{100}$ à $4\frac{8}{100}$

pour cent à notre faveur.

Sur Londres le pair de l'ancien Ecu de Change étoit $37\frac{1}{2}$ deniers Sterlins. Le Change de Paris sur Londres étoit le 27 Décembre même année 1712 : à $41\frac{7}{8}$. C'étoit $4\frac{3}{8}$ d. Sterlins au dessus du pair , ou $11\frac{2}{3}$ pour cent à notre profit.

Ces opérations nous montrent sensiblement que ces anciennes Especes ne furent pas plutôt mises à-peu-près à leur valeur , par rapport au prix des nouvelles , que notre Commerce reprit le dessus , comme on vient de le voir avec la dernière évidence ; & c'est une preuve manifeste qu'il n'a eu le dessous , que parce que ces anciennes & ces nouvelles Especes étoient disproportionnées entr'elles , & que celles qui étoient le moins prisées , ou les

56 *Réflexions politiques*

moins cheres , restoient dans l'inaction , ou qu'elles passoient chez l'Etranger. (*a*) C'est ce qui arrivera toujours , toutes les fois que le Roy laissera entr'elles des valeurs aussi disproportionnées que l'ont été très long-tems ces anciennes & ces nouvelles Especes.

NEUF PREMIERS MOIS 1713.

Pendant le mois de Janvier 1713 le Change fut de $69\frac{1}{4}$ à $69\frac{1}{2}$ c'étoit encore au dessus du pair $66\frac{1}{2}$ de $3\frac{1}{4}$ à 3 d. de gros ; ce qui faisoit $4\frac{1}{100}$ à $4\frac{1}{2}$ pour cent à l'avantage de notre Commerce.

Le Change de Paris sur Londres étoit le 9 Janvier 1713 : à $39\frac{1}{4}$ d. Sterlins. Il étoit donc

[*a*] Voyez ce qui en résulte , ci-devant Ch. 1. Art. 6. pag. 120. & suiv. jusques à la pag. 130.

au dessus du pair $37\frac{1}{2}$ de $1\frac{3}{4}$ d.
Sterlins, faillant $4\frac{2}{3}$ pour cent
à notre profit.

Voilà les changes d'Amsterdam & de Londres de niveau, tous les deux à notre avantage de $4\frac{2}{3}$ pour cent: ainsi l'inégalité trouvée entr'eux au mois de Décembre de l'année dernière (a) n'a pas subsisté longtemps; elle ne devoit, ni ne pouvoit pas non plus durer.

Et pendant le mois de Février, Mars, Avril, Mai, Juin, Juillet, Août, & Septembre 1713 le Change roula entre 68 $\frac{1}{4}$ & $67\frac{1}{2}$ C'étoit $1\frac{3}{4}$, & $1\frac{1}{2}$ & 1 denier au dessus du pair argent de Banque: à notre avantage par conséquent de $2\frac{1}{100}$ à $2\frac{1}{4}$ & $1\frac{2}{3}$ pour cent; lequel avantage diminua par le bruit des diminutions indiquées par l'Ar-

(a) Ci-devant pag. 48 & 49.

rêt du 30 Septembre dont on va parler.

Le premier Septembre 1713 le Change de Paris sur Londres étoit à 38 den. Sterlins, c'étoit $\frac{1}{2}$ den. au dessus du pair, ou $1\frac{1}{2}$ pour cent en notre faveur.

Voilà les diminutions qui se font sentir d'avance : elles ont diminué notre avantage sur Amsterdam & sur Londres de plus de 3 pour cent.

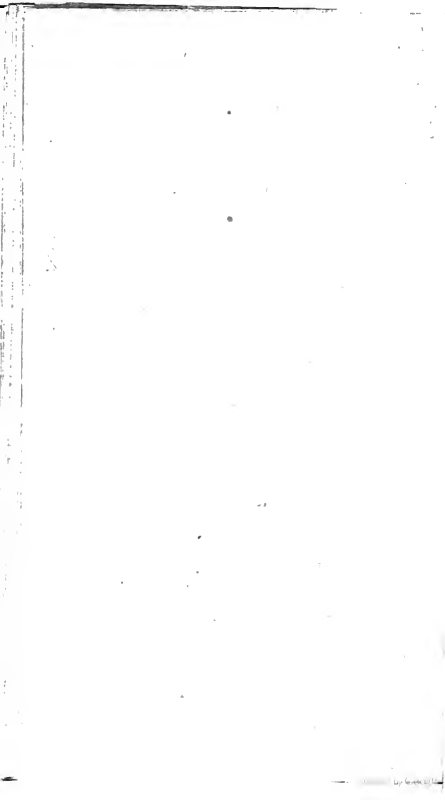
Avant que de parler de ces diminutions indiquées par l'Arrêt du Conseil du 30 Septembre, voici en peu de mots, une récapitulation des avantages de notre Commerce, depuis le mois de Janvier 1709 jusqu'à la fin de Septembre 1713. *

Malgré les fréquentes variations arrivées sur les anciennes Espèces, & la prodigieuse diffé-

* Voyez le Tableau in-4°. cotté pag. 58.

ome II.

Avec l'Angleterre.		
age.	Avantage.	Désavantage.
...		
1 $\frac{16}{100}$		
2 $\frac{32}{100}$		
...		
1 $\frac{61}{100}$		
10...		
3 $\frac{52}{100}$	4 $\frac{61}{100}$ à 1 $\frac{53}{100}$	
...	11 $\frac{66}{100}$ à 11 $\frac{66}{100}$	
...	4 $\frac{66}{100}$ à 4 $\frac{66}{100}$	
...	1 $\frac{33}{100}$ à 1 $\frac{33}{100}$	
8 $\frac{61}{100}$	22 $\frac{26}{100}$ à 19 $\frac{18}{100}$	
....	19 $\frac{18}{100}$	
....	41 $\frac{44}{100}$	
....	20 $\frac{72}{100}$	



rence qui a toujours regné entre leur prix & celui des nouvelles, on voit par ce Tableau que notre Commerce nous a été plus avantageux que contraire, puisque notre avantage commun, pris entre le plus haut & le plus bas, est ici représenté pour la Hollande par $31\frac{66}{100}$ & que notre désavantage commun, pris aussi entre le plus haut & le plus bas, n'est que $14\frac{68}{100}$: ainsi l'avantage commun, est au désavantage commun, comme 3166 est à 1468, ou comme $2\frac{3}{10}$ est à 1.

Et avec l'Angleterre notre avantage commun, depuis le commencement de 1712. est représenté par $20\frac{72}{100}$ sans aucun désavantage. Cet Etat a donc plus tiré de nos Denrées, Arts, & Fabriques, que nous n'en avons tiré de lui : c'est-

60 *Réflexions politiques*
là ce qui rend notre Commerce
avantageux.

Que n'auroit-il donc pas été
ce même Commerce , s'il n'eût
pas été traversé ou dérangé par
toutes ces mutations de nos an-
ciennes Eſpeces , & encore plus
par la différence conſidérable
qui a toujours été entre leur
prix & celui des nouvelles ?
Car il n'a été en déſavantage
que par l'un de ces deux cas ,
ou par tous les deux. Il eſt bon
de remarquer que ces faits ar-
rivent ſur de la Monnoye for-
te, que notre Auteur prétend
être contraire à notre Commer-
ce. Cette ancienne Monnoye
ne valut que 32 livres 10 ſols le
marc juſqu'au 24 Octobre 1711
qu'elle fut miſe à 37 livres 8
ſols , le premier Janvier 1712 à
36 livres , & le 10 Décembre
ſuivant à 39 livres. La nou-

velle qui fut faite en 1709 ne valoit que 40 livres. L'une & l'autre étoient forte Monnoye en comparaison de la nôtre actuelle, qui vaut 49 livres 16 f. le marc, laquelle par conséquent est plus foible que celle de 1709. de $24\frac{1}{2}$ c'est près d'un quart, & de $27\frac{2}{13}$ pour cent que l'ancienne. Nous allons cependant voir encore diminuer celle de 1709.

L'Arrêt du Conseil du 30 Septembre 1713, annonce huit diminutions sur ces mêmes Especes de 1709, distribuées de deux en deux mois, chacune de dix sols par Louis d'or, & de deux sols & demi par Ecu. La premiere pour le premier Décembre suivant : Elle réduit le Louis d'or de 20 livres à 19 livres 10 sols, & l'Ecu de 5 liv. à 4 livres 17 f. 6 den.

Nous n'entrons point dans les raisons que l'on eut pour fai-

re ces diminutions ; elles furent peut-être arrêtées par un article secret de la Paix conclue le 11. Avril de la même année 1713 , avec l'Angleterre , la Hollande , la Prusse , & le Roy de Sicile : car celle avec l'Empereur ne fut signée que le 7 de Septembre 1714. Nous allons voir dans l'Article suivant, quelles furent les influences de ces diminutions sur le Change Etranger , & par conséquent sur notre Commerce.

A R T I C L E I I I .

Où l'on continue à examiner les effets de nos mutations de Monnoyes sur le Change , depuis le premier Octobre 1713 , jusqu'à la fin de Septembre 1715.

LE Ministre des Finances ne dit rien des diminutions indiquées par l'Arrêt du 30 Septem-

bre 1713, dans le Mémoire qu'il a donné de son administration; mais en voici le prétexte, tel qu'on le trouve dans cet Arrêt.

Sa Majesté ayant considéré que les motifs qui l'ont engagée à augmenter pendant la guerre le prix des Espèces & matieres, cessent aujourd'hui par la Paix qui vient d'être conclue entre Sa Majesté & la plus grande partie des Princes & Etats de l'Europe; & que pour le bien du Commerce & l'avantage de ses Sujets, il est absolument nécessaire de remettre lesdites Espèces le plutôt qu'il sera possible, sur un pied proportionné à celui pour lequel elles ont cours dans les Pays Etrangers: Elle a crû qu'il étoit tems de commencer à les rapprocher de leur juste valeur, & de marquer dès à présent le prix auquel elles doivent être réduites. Mais pour

64 *Reflexions politiques.*

rendre les diminutions plus insensibles, Sa Majesté a jugé à propos de les partager, & de mettre par-là ses Sujets en état d'en éviter la perte, en faisant dans les differens intervalles des emplois convenables à leurs interêts & à leur commerce.

Suivant cet exposé, le prétexte fut le bien Public, ou plutôt celui du Commerce, & l'avantage des Sujets. On vouloit sans doute rendre l'argent plus commun & moins cher aux Négocians & aux gens d'affaires. Le Change va nous montrer si les effets répondirent à l'intention: mais on peut dire d'avance que quel qu'avantage qu'on ait pû se promettre de cette opération, il ne pouvoit jamais compenser la perte que caufoit à l'Etat l'argent qu'elle devoit nécessairement faire sortir du Royaume.

D'ailleurs, ne sçait-on pas que les Ordonnances que l'on publie avant le temps, pour annoncer l'augmentation ou la diminution des Monnoyes, & les Arrêts de prorogation d'un terme fixé par les précédens, rebuttent tout le monde. Le Sujet, aussi-bien que l'Etranger, cherche à dégager son Commerce & son bien du Pays, où l'argent, dont la valeur numéraire doit être stable, est dans une continuelle agitation. Ils cessent l'un & l'autre d'y remettre leur fonds ; i aiment mieux le laisser repos dans ces Pays Etrangers, ou placer à un foible intérêt, que d'être obligez d'essuyer les pertes qu'il faut souffrir. A la fin de chaque terme chacun veut payer, & personne ne veut recevoir : l'argent est alors dans un grand mouvement, & il

disparoît aussi-tôt que le terme est passé. Si le dessein que ces Arrêts semblent se proposer, a réussi quelquefois, on ne sçauroit se promettre toujours un égal succès. L'expérience raffine, & l'avantage que l'on peut tirer d'une maxime si extraordinaire, n'est pas comparable au dommage que tout le Commerce du Royaume en souffre. D'un autre côté, la peur agissant toujours avec beaucoup plus d'impression que l'esperance, chacun préfere la garde de sa marchandise, dans la crainte de perdre sur l'argent plus qu'il ne gagneroit à la vendre à un prix déraisonnable; ce qui fait augmenter le prix des denrées, lors même qu'elles doivent diminuer comme l'Espece. *

* Voyez le Tableau in-4. cotté p. 66.

Voilà quelles furent les diminutions sur nos Eſpeces , & les parités de notre Ecu de Change, à la Hollande & ſur l'Angleterre après chaque diminution , & voici quels furent les Changes de ces tems-là ſur ces deux Etats , lesquels nous montrent l'effet que firent ces diminutions ſur le Change , & conſéquemment ſur notre Commerce. Les parités ſur Hollande ſont argent de Banque. *

Avant le bruit des diminutions , le Change ſur Hollande nous étoit avantageux de 10 pour cent , & celui ſur l'Angleterre d'autant.

On voit par cet Etat du cours des Changes, qu'au mois d'Octobre il étoit ſur Hollande à $67\frac{1}{4}$ den. de gros. C'étoit $\frac{3}{4}$ au deſſus du pair $66\frac{1}{2}$ & à no-

* Voyez le Tableau *in-4.* cotté p. 67.

68 *Réflexions politiques*

tre avantage de $1\frac{1}{8}$ pour cent ; ainsi le bruit seul de ces diminutions nous fit perdre plus de $3\frac{1}{2}$ pour cent de notre avantage avec cet Etat.

Sur Londres le Change étoit le 14 Octobre à $37\frac{5}{8}$ deniers Sterlins ; c'étoit $\frac{1}{8}$ au dessus du pair $37\frac{1}{2}$ ou $\frac{1}{3}$ pour cent en notre faveur. Il étoit à notre avantage de $4\frac{2}{3}$ pour cent , donc le seul bruit des diminutions l'a diminué de $4\frac{2}{3}$ pour cent à notre préjudice.

Le 24 Novembre ce Change étoit sur Amsterdam à 65 den. C'étoit $1\frac{1}{2}$ au dessous du pair , & $2\frac{1}{4}$ pour cent à notre perte. Or nous gagnions $4\frac{2}{3}$ pour cent ; le bruit des diminutions nous coûte donc $6\frac{11}{12}$ pour cent.

Sur Londres le Change étoit le 16 Novembre à 37 den. c'é-

étoit $\frac{1}{2}$ au dessous du pair , $37\frac{1}{2}$,
ou $1\frac{1}{3}$ pour cent à notre perte.
Nous gagnions $4\frac{2}{3}$ pour cent ; le
bruit des diminutions nous fait
donc perdre 6 pour cent avec
l'Angleterre , & près de 7 avec
la Hollande.

PREMIERE DIMINUTION. En
Décembre 1713 , le Change sur
Amsterdam étoit à $65\frac{1}{2}$ den. de
gros , un denier au dessous du
pair , ou $1\frac{2}{3}$ pour cent à notre
perte.

En Décembre le Change étoit
sur Londres à 36 deniers ster-
lins ; c'étoit $1\frac{1}{2}$ denier au des-
sous du pair , ou $2\frac{1}{4}$ pour cent
à notre désavantage.

Cette diminution avoit fait
son effet dès le mois de No-
vembre : on la comptoit comme
faite.

A N N E'E 1714.

En Janvier 1714 le Change sur Hollande étoit de $63\frac{1}{2}$, $68\frac{1}{4}$ à 64 den. de gros, c'étoit 3 à $2\frac{1}{2}$ den. de gros au dessous du pair, ou de $4\frac{51}{100}$ à $3\frac{76}{100}$ pour cent à notre désavantage.

Sur Londres le Change & le pair étant les mêmes que le mois précédent, le désavantage est aussi le même.

LA SECONDE DIMINUTION arrivée le premier Février porta le pair sur Amsterdam à $68\frac{1}{4}$, & sur Londres à $38\frac{13}{17}$; pendant ce mois le Change sur Hollande fut de $65\frac{1}{4}$ à $64\frac{1}{4}$, c'étoit au dessous du pair $2\frac{1}{2}$ à $3\frac{1}{2}$ den. & à notre perte de 4 à $5\frac{1}{8}$ pour cent.

Sur Londres le Change étoit à 36 den. Sterlins, c'étoit $2\frac{1}{2}$ d.

au dessous du pair, & au désavantage de notre Commerce de $6\frac{1}{2}$ pour cent.

Pendant le mois de Mars ce Change sur la Hollande, a roulé de $64\frac{1}{4}$ à 64, au dessous du pair de $4\frac{1}{4}$ à 4 deniers & de $6\frac{22}{100}$ à $5\frac{86}{100}$ pour cent contre nous,

LA TROISIEME DIMINUTION arrivée le premier Avril, porta la parité de notre Ecu de Change sur Hollande à $70\frac{2}{100}$, & sur Londres à $39\frac{52}{100}$. Le Change sur Amsterdam roula pendant ce mois de $65\frac{1}{2}$ à 67 & $64\frac{1}{2}$, c'étoit de $4\frac{1}{2}$ à 3 & $5\frac{1}{2}$ den. au dessous du pair, & conséquemment de $6\frac{1}{2}$ à $4\frac{2}{7}$, & $7\frac{6}{7}$ pour cent, au désavantage de notre Commerce.

Sur Londres le Change étoit à 36 & $36\frac{1}{2}$, c'étoit $3\frac{1}{2}$, & $3\frac{1}{4}$ deniers Sterlins au dessous du

72 *Réflexions politiques*

pair, ou $8\frac{86}{100}$ à $8\frac{22}{100}$, pour cent contre nous.

Les 3, 15 & 19 May, le Change étoit à 65 den. de gros sur Hollande; c'étoit 5 den. au dessous du pair, ou $7\frac{1}{2}$ pour cent de perte, sur le Commerce que nous faisions alors avec la Hollande.

Le 25 May le Change sur Londres étoit à 36 $\frac{7}{8}$ den. Sterlins; c'étoit $2\frac{5}{8}$ den. au dessous du pair, & au désavantage de notre Commerce de $6\frac{3}{4}$ pour cent.

LA QUATRIEME DIMINUTION du premier Juin porta le pair sur Amsterdam à $72\frac{4}{100}$, & sur Londres à 40 $\frac{5}{8}$. Or le 22 Juin le Change étoit à 68 $\frac{5}{8}$ den. de gros, c'étoit $3\frac{1}{2}$ au dessous du pair, & $4\frac{84}{100}$ pour cent contre nous.

En Juillet le Change roula

de 69 à $71 \frac{1}{2}$ den. de gros, c'étoit $3 \frac{1}{2}$ den. de gros au dessous du pair, & $4 \frac{1}{8}$ à $\frac{25}{36}$ pour cent à notre perte.

Pendant ce mois le Change sur Londres roula de $39 \frac{3}{4}$ à $41 \frac{1}{4}$. C'étoit $\frac{2}{8}$ au dessous du pair, ou $2 \frac{1}{8}$ pour cent à notre préjudice, & $\frac{1}{8}$ au dessus du pair, ou $1 \frac{53}{100}$ en notre faveur.

En Août le change fut de $71 \frac{3}{4}$ à $75 \frac{1}{2}$ deniers de gros. C'étoit au dessous du pair & $3 \frac{1}{2}$ au dessus ou $\frac{1}{4}$ pour cent à notre perte & $4 \frac{34}{100}$ à notre avantage. On commençoit à s'accoutumer aux diminutions.

Sur Londres le Change étoit le 8. Août à $40 \frac{1}{2}$. c'étoit $\frac{1}{8}$ au dessous du pair & contre nous en $\frac{1}{3}$ pour cent.

LA CINQUIEME DIMINUTION
arrivée le premier Septembre,

74 *Reflexions politiques*
porta le pair sur Amsterdam à
 $76\frac{28}{100}$ den. & sur Londres à 43
den. sterlins.

Le Change sur Amsterdam
fut de 79. à 80 deniers de gros,
au dessus du pair de $2\frac{1}{4}$ à $3\frac{1}{4}$ d.
ou $3\frac{1}{2}$ à $4\frac{21}{100}$ pour cent à notre
avantage.

Sur Londres le Change rou-
la pendant ce mois de $44\frac{1}{2}$. à
 $44\frac{3}{4}$. au dessous du Pair de
 $1\frac{1}{2}$. à $1\frac{3}{4}$. den. sterlins, ce qui
nous faisoit un avantage de
 $3\frac{48}{100}$. à 4. pour cent.

En Octobre le Change fut
de $78\frac{1}{2}$. à 80. den. de gros
c'étoit $2\frac{1}{4}$. & $3\frac{1}{4}$. den. au des-
sus du pair ou $2\frac{25}{100}$. à $4\frac{21}{100}$.
pour cent en notre fa-
veur. Mais la diminution qui
suit y fit du changement.

LA SIXIEME DIMINUTIO. qui
se fit le 15. Octobre porta le

sur les Finances. 75
pair sur Amsterdam à 78 $\frac{59}{100}$.
den. de gros argent de Ban-
que & sur Londres à 44 $\frac{32}{100}$
den. sterlins. Or depuis le 17.
juilq' à la fin du mois le Chan-
ge fut à 80. den. de gros.
C'étoit donc 1 $\frac{41}{100}$. den. au des-
sus du Pair & par consequent
à notre avantage de 1 $\frac{79}{100}$. pour
cent.

Pendant le mois de Novem-
bre le Change rôula de 78. à
79. c'est à dire aux environs
du pair, à peu près autant au
dessus qu'au dessous.

LA SEPTIEME DIMINUTION
se fit le premier jour de De-
cembre : mais nous n'avons pu
trouver le cours du Change
pendant ce mois, ni celui du
mois de Janvier 1715.

A N N E' E 1715.

LA HUITIEME DIMINUTION
arrivée le premier Fevrier 1715.
porta le pair sur Hollande à
83 $\frac{66}{100}$. den. de gros & sur Lon-
dres à 47 $\frac{17}{100}$. den. sterlins. Or
pendant ce mois le Change sur
Amsterdam roula de 78 $\frac{1}{2}$. à
81 $\frac{1}{2}$. c'étoit de 5 $\frac{16}{100}$. à 2 $\frac{16}{100}$.
den. de gros au dessous du pair
ou de 6 $\frac{17}{100}$. à 2 $\frac{58}{100}$. pour cent
à notre perte. Ce qui nous
montre que nous redevions à
la Hollande, qui nous fournis-
soit plus de ses denrées, arts
& fabriques, ou de celles des
autres, qu'elle n'en recevoit
des nôtres: ainsi le Commerce
que nous faisons alors avec cet-
te Nation, nousétoit onereux
& à charge; ou bien cela nous
dit que nos Especes passioient

sur les Finances. 77

en Hollande pour éviter les diminutions, ce qui ne valoit pas mieux pour nous.

Le Change étoit sur Londres pendant ce mois de Février à $43 \frac{1}{2}$. c'étoit $3 \frac{67}{100}$. den. au dessous du pair ou $7 \frac{78}{100}$. pour cent contre nous.

Le 12. Mars le Change étoit à $79 \frac{1}{4}$. den. de gros, c'étoit $4 \frac{41}{100}$. den. au dessous du pair & $5 \frac{17}{100}$. pour cent à notre perte.

Le même jour le Change étoit sur Londres à $43 \frac{5}{8}$. den. c'étoit $3 \frac{55}{100}$ den. au dessous du pair & $7 \frac{53}{100}$ pour cent contre nous.

LA NEUVIÈME DIMINUTION se fit le premier Avril : elle porta le pair de notre Ecu de Change à $86 \frac{45}{100}$ den. de gros sur Amsterdam & à $48 \frac{3}{4}$ den. sterlins sur Londres.

D iij

78 *Réflexions politiques*

Le Change étoit sur Amsterdam à 78 le 12. Avril & à $81\frac{1}{2}$ le 22. c'étoit $8\frac{45}{100}$ à den. de gros au dessous du pair & à notre défavantage de $9\frac{77}{100}$ à $4\frac{73}{100}$ pour cent.

Sur Londres le Change étoit le 12. Avril à $44\frac{1}{2}$ & le 22. à $45\frac{1}{4}$ den. sterlins. C'étoit de $4\frac{1}{4}$ à $3\frac{1}{2}$ den. sterlins au dessous du pair & au préjudice de notre Commerce de $9\frac{71}{100}$ à 8. pour cent.

Le 13. May le Change étoit à 34. den. de gros, $2\frac{45}{100}$ den. au dessous du pair, ou $2\frac{83}{100}$ pour cent contre nous.

Le Change sur Londres étoit le 2 May à $45\frac{1}{4}$ den. sterlins, 3. den. au dessous du pair, ou $6\frac{15}{100}$ pour cent à notre perte.

LA DIXIEME DIMINUTION

arrivée le premier Juin, pour le pair sur Amsterdam à $6 \frac{45}{100}$ & sur Londres à $50 \frac{43}{100}$.

Le Change sur Amsterdam étoit le 8. Juin à 84. le 12. à $83 \frac{1}{2}$, le 17. à $83 \frac{1}{2}$ & le 29. à $84 \frac{1}{2}$ ainsi on peut dire qu'il a roulé, de $83 \frac{1}{2}$ à $84 \frac{1}{2}$ c'étoit $6 \frac{45}{100}$ & $4 \frac{95}{100}$ au dessous du pair & $7 \frac{31}{100}$ à $5 \frac{53}{100}$ pour cent au désavantage de notre Commerce.

Sur Londres le Change étoit le 8. Juin à $46 \frac{1}{2}$ & les 12, 17. & 29. à 47. den. c'étoit donc $3 \frac{23}{100}$ & $3 \frac{43}{100}$ den. au dessous du pair & à notre désavantage de $7 \frac{79}{100}$ à $6 \frac{96}{100}$ pour cent.

Pendant les mois de Juillet & d'Août, le Change sur Amsterdam fut constamment à $84 \frac{1}{2}$, c'étoit $4 \frac{95}{100}$ den. au dessous du pair & $5 \frac{53}{100}$ pour cent contre nous.

10 *Réflexions politiques*

Le Change sur Londres ;
 pendant ces deux mois de
 47 à $47\frac{1}{2}$ c'étoit $3\frac{46}{100}$ & $2\frac{93}{100}$
 den. au dessous du pair , &
 $6\frac{60}{100}$ à $5\frac{81}{100}$ pour cent de per-
 te pour nous. Ainsi le Com-
 merce que nous faisions alors
 avec ces deux Nations nous
 étoit très à charge.

L'ONZIEME ET DERNIERE DI-
 MINUTION qui arriva enfin le
 premier Septembre , porta le
 pair de notre Ecu de Change
 sur Amsterdam à $92\frac{62}{100}$ den.
 de gros , toujours argent de
 Banque , & sur Londres à
 $52\frac{23}{100}$ den. sterlins.

Le Change sur Amsterdam
 étoit le 2. à $85\frac{1}{2}$ le 9 à 87 , les
 16 & 21 à 90 , le 27 à $91\frac{1}{2}$ &
 le 30 à 96. c'étoit donc au des-
 sous du pair jusqu'au 27. de
 $7\frac{12}{100}$ à $1\frac{12}{100}$ den. qui faisoient

sur les Finances. 87

une perte de $7 \frac{68}{100}$ à $1 \frac{26}{100}$ pour cent. La mort du Roy eut que que part à cette perte, mais le Change étoit le 30 au dessus du pair de $3 \frac{38}{100}$ deniers, qui faisoient $3 \frac{64}{100}$ pour cent en notre faveur.

Sur Londres le Change étoit le 2 à 48, le 9 à 49, les 16 21 & 27 à 50 & le 30 à 53 d. sterlins. Il a donc été au dessous du pair jusqu'au 30. depuis $4 \frac{23}{100}$ jusques à $2 \frac{23}{100}$ & conséquemment contre nous de $8 \frac{9}{100}$ à $4 \frac{27}{100}$ pour cent : mais le 30 ce Change a surpassé le pair de $\frac{72}{100}$, qui nous font un avantage de $1 \frac{47}{100}$ pour cent.

On remarquera ici qu'après toutes ces diminutions on avoit lieu d'espérer de la stabilité dans nos Monnoyes. Ce fut cette esperance qui retar-

82 *Reflexions politiques*
blit tout d'un coup la confiance dans les esprits : aussi voit-on ici cette confiance reprendre vigueur , par la gradation des Changes sur Amsterdam & sur Londres . Il sont les villes de l'Europe avec lesquelles nous faisons le plus de Commerce. En effet , cette dernière diminution ne fut pas plutôt passée , que les Changes sur l'une & sur l'autre de ces deux villes se rapprocherent très vite de leur parité ; & la surpasserent même à notre avantage en très peu de jours. Rien ne sauroit nous marquer plus sensiblement le progrès de notre Commerce. Il nous fut onereux & à charge , pendant tout le long passage de ces diminutions : mais elles ne furent qu'un plutôt revolues , que le Commerce reprit la supériorité sur celui de ces



	1	Jun.	100
		En Juillet & Août	$\frac{84}{100}$
II	1	Septembre julques au 30..	$\frac{27}{100}$
		Le 30 Septembre	...
			$6\frac{27}{100}$

TOTAUX

Avantages & défavantages communs..

deux Nations , malgré la force de notre argent , dont le marc ne valoit plus que 28 francs. Cet avantage doit aller en augmentant, s'il n'est pas troublé par quelque nouvelle mutation dans nos Monnoyes.

Pour nous resumer , rapprochons ici sous nos yeux nos avantages & nos défavantages avec ces deux Nations , depuis le premier Octobre 1713. jusqu'à la fin de Decembre 1715.*

Cette recapitulation nous montre clairement le défavantage considerable dans lequel nous avons été avec la Hollande & avec l'Angleterre , pendant tout le tems du passage de ces diminutions , & même depuis le commencement du mois de Novembre 1713 jusqu'au 30 Septembre 1715, & si on en

* C'est ici que doit-étre le tableau cotté
pag. 83. D vj

fait l'analyse exactement, on trouvera qu'elle nous montre aussi :

1^o Qu'avec la Hollande nous avons été en avantage pendant les mois d'Octobre 1713, Août, Septembre & Octobre 1714, & à la fin de Septembre 1715, en six articles contenus en cette recapitulation, dont l'avantage commun pris entre le plus haut & le plus bas est représenté par $18 \frac{115}{200}$, c'est à peu près $3 \frac{1}{19}$ pour 100 par mois.

Et que notre désavantage avec cet Etat, contenu ici en 17 articles, y est représenté par $76 \frac{99}{200}$ pris aussi entre le plus haut & le plus bas : c'est $4 \frac{1}{2}$ pour cent par mois que nous perdions, au moins, sur le Commerce que nous faisons alors avec cette Nation. Or notre avantage commun étant représenté par $18 \frac{115}{200}$ & notre désavantage

aussi commun par $76 \frac{99}{100}$ il s'en suit que notre avantage est à notre désavantage, comme 1 est à $4 \frac{1}{9}$, ainsi notre désavantage est $4 \frac{1}{9}$ fois plus fort que notre avantage: donc ces diminutions nous ont été funestes.

2^o qu'avec l'Angleterre notre avantage commun contenu en 4 articles est ici représenté par $7 \frac{6}{100}$ pris comme défus entre le plus haut & le plus bas; c'est $1 \frac{3}{4}$ pour cent par mois.

Et que notre désavantage avec cet Etat, contenu en 15. articles pris aussi entre le plus haut & le plus bas est représenté par $80 \frac{32}{100}$; c'est environ $5 \frac{7}{10}$ pour cent par mois que nous perdions sur le Commerce que nous faisons alors avec cette Nation. Et notre avantage com-

86 *Réflexions politiques*

munétant représenté par $7\frac{6}{100}$ & notre désavantage aussi commun par $80\frac{39}{100}$, il s'en suit que notre avantage est à notre désavantage, comme $7\frac{6}{100}$ est à $80\frac{39}{100}$, ou comme 1 est à $11\frac{2}{3}$; donc notre désavantage est $11\frac{2}{3}$ fois plus fort que notre avantage. Donc ces diminutions nous sont contraires.

On voit encore par cette recapitulation que la dernière des diminutions ne fut pas plutôt passée, que le Change nous devint avantageux & par conséquent le Commerce que nous faisions avec ces deux nations. Car le 2 Septembre 1715, lendemain de cette dernière diminution, ce Change nous étoit désavantageux avec la Hollande de $7\frac{68}{100}$ pour cent, auquel désavantage la mort du Roy arrivée le premier Septembre

avoit aussi contribué. Mais les esprits , se rémirent , en sorte que le 30 du même mois ce même Change nous étoit favorable de $3\frac{64}{100}$ pour cent : voila donc en très peu de jours une difference en notre faveur de $11\frac{32}{100}$ pour cent.

De même avec l'Angleterre , nous perdions au commencement du mois de Septembre $8\frac{9}{100}$ pour cent , & à la fin nous gagnions $1\frac{47}{100}$ pour cent ; cela fait encore une difference en notre faveur de $9\frac{56}{100}$ pour cent : ce qui nous prouve invinciblement , que l'esperance dans laquelle on étoit , qu'àprès tant de diminutions & un si long desordre dans nos Monnoyes , on alloit les laisser tranquilles & fixes , cette idée remit la confiance dans les esprits. D'où il suit.

88 *Reflexions politiques*

Qu'aussi tôt que nos Monnoyes seront stables & tranquilles dans leur valeur numeraire , notre Commerce prendra le dessus sur celui de nos voisins , parce qu'il n'y en a aucun qui ne tire de nous beaucoup plus que nous ne tirons de lui.

Le passage de ces diminutions a duré plus de deux ans. Pendant ce passage notre perte avec la Hollande est de $4\frac{1}{2}$ pour cent & avec l'Angleterre de $5\frac{7}{10}$ aussi pour cent : la perte commune entre ces deux est $4\frac{17}{40}$ pour cent. Or à ce prix seulement nous perdions 4.425,000 livres sur un Commerce étranger de 100. millions : d'où il suit , que plus le passage de ces diminutions sera long , plus nous perdrons. Si on avoit fait ces onze diminutions en une seule

sur les Finances, 89
fois, l'Etat y auroit certainement moins perdu, & l'Etranger moins gagné, parce qu'il auroit eû moins de moyens d'en profiter. Il est vrai qu'une diminution qui reduiroit tout d'un coup le marc d'argent de 40 à 28 livres, comme on a fait ici par ces onze diminutions, paroîtroit très-dur aux particuliers: cependant ils ne perdroient pas davantage en la faisant tout d'un coup, qu'en la faisant à différentes fois.

ARTICLE IV.

Où l'on continue le même examen qu'au précédent Article, & cela depuis le commencement du mois d'Octobre 1715, jusqu'à la fin d'Avril 1717.

PENDANT le mois d'Octobre 1715 le Change sur Amsterdam étoit à 100, 101,

90 *Réflexions politiques*

& 102 deniers de gros , & le pair à $92\frac{62}{100}$ argent de Banque, ainsi le Change étoit au dessus du pair de $7\frac{38}{100}$ à $9\frac{38}{100}$ deniers, qui font $7\frac{26}{100}$ à $10\frac{11}{100}$ pour cent , à notre avantage , dont le commun est 9 pour cent.

Pendant ce même mois le Change étoit sur Londres à 56 & $57\frac{1}{2}$ deniers Sterlins , & le pair à $52\frac{23}{100}$. C'étoit donc $3\frac{7}{100}$, & $5\frac{27}{100}$ den. au dessus du pair, ou $7\frac{21}{100}$, à $10\frac{2}{100}$ pour cent , en notre faveur ; l'avantage commun étoit $8\frac{65}{100}$ pour cent.

Cet avantage considérable sur Hollande & sur Londres prouve encore invinciblement qu'aussi-tôt que le passage des diminutions des Monnoyes est révolu , & qu'il y a quelques apparences que ces Monnoyes vont être tranquilles , notre Commerce reprend aussi-tôt la

supériorité sur celui de nos voisins , & cela , quoique notre Monnoye soit très-forte , ou que sa valeur numéraire soit diminuée des $\frac{1}{10}$ de sa première valeur , puisque le Louis d'or de 30 au marc qui valoit 20 livres , n'en vaut plus que 14 , & que l'Ecu de 8 au marc qui valoit 5 livres , ne vaut plus que 3 livres 10 sols ; c'est-à-dire que le marc d'or monnoyé qui valoit 600 livres , n'en vaut que 420 : & le marc d'argent aussi monnoyé qui valoit 40 livres , n'en vaut plus que 28. C'est la même chose que si nos Louis d'or actuels étoient réduits de 24. à 14. livres , & nos Ecus de 6 à 3 livres 10 sols. De-là ne s'ensuit-il pas évidemment que l'espece basse ou forte n'est pas un obstacle à notre Commerce ? Nous pouvons di-

92 *Reflexions politiques*

re au moins que les diminutions d'Espèces ne lui sont nuisibles que pendant leur passage, & qu'il n'y a pas plus de raison ni d'avantage à favoriser le Debiteur en haussant la valeur numéraire de nos Monnoyes, qu'il y en a à favoriser le Créancier en la diminuant. Ce fait est diamétralement opposé aux maximès que donne l'Auteur aux pages 174, 198, 237, N^o. 2, 3 & 4, & page 270 du Livre qui fait le sujet de nos remarques.

Le 16 Novembre 1715. le Change sur Hollande étoit encore à 100 deniers de gros, 7 $\frac{38}{100}$ den. au dessus du pair, & par consequent à notre avantage de 7 $\frac{96}{100}$ pour cent. Les 18 & 22 il étoit à 96 : c'étoit encore 3 $\frac{38}{100}$ den. au dessus du pair, & 3 $\frac{64}{100}$ pour cent en notre faveur.

Le même jour 16 Novembre

le Change sur Londres étoit à 54 & 55 $\frac{1}{2}$, c'étoit encore depuis 1 $\frac{17}{100}$ à 3 $\frac{27}{100}$ den. au dessus du pair, & depuis 3 $\frac{38}{100}$ jusqu'à 6 $\frac{26}{100}$ pour cent, à notre profit.

Pendant tout le mois de Décembre le Change sur Hollande roula de 98 à 100 den. il étoit les 5 & 12 à 98; le 18. à 99, & le 23 à 100. C'étoit au dessus du pair depuis 5 $\frac{38}{100}$, 6 $\frac{38}{100}$, jusqu'à 7 $\frac{38}{100}$, & conséquemment à notre avantage de 5 $\frac{80}{100}$, 6 $\frac{80}{100}$, & 7 $\frac{26}{100}$ pour cent.

Sur Londres le Change étoit les 14 & 23 Décembre à 54 $\frac{1}{2}$, c'étoit 2 $\frac{27}{100}$ den. au dessus du pair & 4 $\frac{34}{100}$ pour cent en notre faveur.

La continuité de cet avantage sur ces deux Nations prouve très-bien encore ce que nous venons de dire à la fin du mois

d'Octobre précédent. Cet avantage auroit été plus considérable encore , si le *Visa* des Effets Royaux , ordonné par Arrêt du 28 Septembre dernier , & par la Déclaration du Roy du 7 du présent mois de Décembre , n'avoit entretenu le discrédit & la méfiance , grands obstacles à la circulation , & par conséquent au Change & au Commerce. Mais on ne jouit pas long-tems de ces avantages, l'Edit du présent mois de Décembre 1715 , registré le 23 , & publié au commencement de 1716 , nous le fit non-seulement perdre , mais encore tomber dans le désavantage , en augmentant la valeur numéraire de nos Monnoyes. Effet bien opposé à celui que lui attribue l'Auteur de *l'Essai Politique* , p. 205 , où il dit , que *cette aug-*

mentation , soutint les Finances en 1716 & 1717 , malgré le discrédit que la Chambre de Justice entretenoit. Le cours du Change va nous montrer si cet Auteur a raison , ou s'il ne l'a pas.

A N N E' E 1716.

Il est ordonné par cet Edit, publié aux environs du 1. Janvier 1716 , qu'il sera fabriqué de nouveaux Louis d'or de 30 au marc , qui vaudront 20 liv. & des Ecu de 8 au marc , qui vaudront 4 liv. c'est-à-dire, que cet Edit hausse tout d'un coup nos Monnoyes de $\frac{1}{7}$ en les remettant dans le même Etat où elles étoient avant les onze diminutions , dont il est parlé dans l'article précédent.

Les Especes de 1709 qui dévinrent les anciennes , étoient

96 *Reflexions politiques*

de même poids & de même titre que celles ordonnées par cet Edit être fabriquées. C'est déjà une faute capitale en fait de Monnoye , que d'en faire de nouvelles de même titre & de même poids , & d'une valeur plus haute que les anciennes ; car c'est donner à l'Etranger les moyens de s'approprier le bénéfice que le Roy veut y faire, parce que, comme on l'a déjà dit ci-devant , (a) cet Etranger ne manque jamais de remarquer les anciennes au lieu des nouvelles , & par-là Sa Majesté se trouve frustrée des secours qu'elle comptoit trouver dans cette opération.

(a) Voyez ce qui est dit à ce sujet Chap. I. Art. 6. pag. 115. & suiv.

Augmentations

*Augmentation, Réforme, &
Refonte.*

Les Articles 6, 8, & 10 de cet Edit, veulent que les Louis d'or de 1709, soient reçus à la Monnoye & dans le Commerce pour 16 livres, au lieu de 14, & les Ecus pour 4 livres, au lieu de 3 liv. 10 s. à commencer du jour de la publication de cet Edit, & jusqu'au dernier Janvier 1716, & qu'elles seront réformées & converties en nouvelles especes sans être refondues, pour avoir cours dans le Public sur le même pied que les nouvelles, c'est-à-dire, que le Louis réformé vaudra 20 livres, & l'Ecu réformé 5 liv. Cette réforme est encore une autre faute importante contre nos intérêts.

Tome II. E

Voilà donc une augmentation de la valeur numéraire des anciennes Espèces, malgré les assurances qu'on avoit données qu'il n'y en auroit point, tant par l'Arrêt du Conseil du 27 Juillet 1715, que par la Déclaration du Roy du 13 Août, registrés le 19. & encore par l'Arrêt du 12 Octobre: car ces Arrêts & cette Déclaration vouloient qu'après la dernière diminution du premier Septembre, le prix des Espèces demeurât fixé pour toujours à 14 liv. le Louis d'or, & 3 liv. 10 sols l'Ecu.

Cependant par cet Edit, on met le Louis d'or à 16 livres, & l'Ecu à 4 liv. C'est augmenter la valeur numéraire de ces anciennes Espèces, d'un septième. Ces mêmes Espèces étant réformées valoient 20 livres le

Louis d'or, & 5 liv. l'Ecu : & on en fabriqua de nouvelles de même titre & de même poids que l'on fit aussi valoir 20 liv. le Louis, & 5 liv. l'Ecu. Ces anciennes & nouvelles Espèces étoient donc exactement les mêmes, & on leur donna néanmoins deux valeurs qui différoient entr'elles, comme 4 diffère de 5 ; ce qui nous mit dans le même désordre où l'on étoit sous Philippe le Bel : ce désordre étoit de plus accompagné d'une réforme, qui est encore une opération très-nuisible à notre Commerce.

On a vû ci-devant, depuis 1709, jusqu'en 1713, tous les mauvais effets que fit à notre Commerce un moindre désordre que celui-ci. Deux valeurs données si différemment à deux Espèces exactement éga-

les en poids & en titre, & même à la même Espece, ne sçauroient produire un bon effet: aussi vit-on baisser le Change considérablement à la publication de cet Edit. Il étoit sur Amsterdam le 2 Janvier 1716, à 90 den. de gros, & le 4 & le 6 à 82 deniers. Cet Edit le fit donc tomber de 8 den. ou de $9\frac{80}{100}$ pour cent à notre perte.

Sur Londres le Change étoit à la fin de Decembre & au commencement de Janvier 1716, à $54\frac{1}{2}$ den. Sterlins; & le 6 Janvier il étoit à 50 den. Cet Edit le fit donc tomber de $4\frac{1}{2}$ d. qui faisoient $9\frac{84}{100}$ pour cent à notre perte.

Cette augmentation des anciennes Elpeces réduisit le pair de notre Ecu de Change sur Hollande, à $81\frac{4}{100}$ denier

de gros argent de Banque , & sur Londres à $45\frac{7}{100}$ den. Sterlins , comme il étoit après la septième diminution faite le 1. Décembre 1714.

Pendant tout le reste du mois de Janvier 1716 , & à commencer du 10 jusqu'à la fin , le Change sur Amsterdam roula de 80 à 77. C'étoit au dessous du pair de 1 à 4 den. & à notre désavantage de $1\frac{23}{100}$ à $4\frac{23}{100}$ pour cent. Or à la fin de Décembre 1715 , notre avantage étoit de $5\frac{89}{100}$ à $7\frac{26}{100}$ pour cent ; la différence étoit donc à notre préjudice de $7\frac{3}{100}$ à $12\frac{29}{100}$ pour cent ; ce qui faisoit une différence commune de 10 pour cent à notre perte. Celà cadre assez bien avec les $9\frac{87}{100}$ pour cent, trouvés ci-dessus par une autre route.

Sur Londres , pendant le même tems , le Change roula

de 45 à 42 den. Sterlins , qui faisoient $1\frac{53}{100}$ à $8\frac{2}{100}$ pour cent à notre perte. Or à la fin de Décembre 1715, notre avantage sur cette Nation étoit de $4\frac{34}{100}$ pour cent ; la différence est donc à notre préjudice depuis $5\frac{87}{100}$ jusqu'à $12\frac{43}{100}$, dont la différence commune est de 9 pour cent à notre perte : ce qui cadre encore assez bien avec les $9\frac{84}{100}$ pour cent , trouvés ci - dessus par une autre route.

Voilà quels furent les effets de cet Edit , & le fruit de l'augmentation de la réforme , & de la refonte qu'il annonçoit , laquelle augmentation , suivant l'Auteur de l'*Essai Politique* , pag. 205. *soutint les Finances pendant 1716 & 1717.* Cependant le cours des Changes nous présente ici des effets de cette opération , bien opposez à ce-

lui que lui attribue cet Auteur, puisqu'elle nous cause une perte réelle de 9 à 10 pour cent, avec la Hollande, & avec l'Angleterre.

Ces anciens Louis furent à 16 livres, & les anciens Ecus à 4 livres, jusqu'au premier Décembre 1716. Ils devoient être décriez au premier May; mais les Arrêts des 21 Mars, 9 May, 9 Juin, 13 Juillet & 18 Septembre de la même année, en prorogèrent le cours jusqu'audit jour premier Décembre, auquel jour, selon le dernier de ces Arrêts, les Louis ne devoient plus être reçus que pour 15 liv. 15 s. & les Ecus pour 3 liv. 18 s. 9 den. Et au premier Février 1717, ce Louis devoit être encore réduit à 14 liv. & cet Ecu à 3 liv. 10 s. comme ils étoient l'un & l'autre après la

104 *Réflexions politiques*
diminution du premier Septem-
bre 1715.

Pendant tout le mois de Fé-
vrier 1716, le Change sur Am-
sterdam roula de 77 à 81 den.
de gros ; c'étoit 4 den. au des-
sous du pair 81, ou $4\frac{23}{100}$ pour
cent au désavantage de notre
Commerce ; & à 81 il étoit au
pair.

Sur Londres, pendant le mê-
me mois, le Change roula de
42 à 46 den. Sterlins, c'étoit
 $3\frac{70}{100}$ deniers au dessous du pair
 $45\frac{70}{100}$, ou $8\frac{2}{100}$ pour cent à no-
tre perte, & $\frac{30}{100}$ den. au dessus
de ce même pair, ou $\frac{65}{100}$ pour
cent en notre faveur.

En Mars il roula sur Amster-
dam de 81 à $81\frac{1}{2}$, c'étoit au
pair, & au dessus du pair de
 $\frac{1}{2}$ den. ou de $1\frac{20}{100}$ pour cent à
notre avantage.

Sur Londres pendant le mê-

sur les Finances. 105

me mois, il fut de $45\frac{1}{2}$ deniers Sterlins, c'étoit $\frac{36}{100}$ den. au dessous du pair, ou $\frac{43}{100}$ pour cent à notre perte.

En Avril il a été de $81\frac{1}{2}$ à 84 den. c'étoit $\frac{1}{2}$ & 3 deniers au dessus du pair, ou $1\frac{2}{100}$ à $3\frac{70}{100}$ pour cent, en notre faveur.

Sur Londres pendant ce mois, le Change a roulé de 46 à $47\frac{1}{2}$ deniers Sterlins, c'étoit $\frac{30}{100}$ à $1\frac{80}{100}$ den. au dessus du pair, & à notre profit de $\frac{65}{100}$ à $3\frac{93}{100}$ pour cent.

Par Lettres Patentes des 2 & 20 May, on permit à M. Law d'établir une *Banque générale*.

Pendant tout ce mois le Change sur Amsterdam fut de 85 à $84\frac{1}{4}$, c'étoit 4 & $3\frac{1}{4}$ den. au dessus du pair & $4\frac{93}{100}$ à 4 pour cent à notre avantage.

E v

106 *Reflexions politiques*

Celui sur Londres fut de 48 à 47 $\frac{3}{4}$; c'étoit 2 $\frac{30}{100}$ à 2 $\frac{5}{100}$ d. sterlins au dessus du pair, & à notre avantage de 5 $\frac{3}{100}$ à 4 $\frac{48}{100}$ pour cent.

Pendant Juin 1716 ce Change sur Amsterdam roula de 83 $\frac{1}{2}$ à 84 den. c'étoit 2 $\frac{1}{2}$ à 3 den. au dessus du pair, & par conséquent 3 $\frac{8}{100}$ à 3 $\frac{70}{100}$ pour cent en notre faveur.

Sur Londres il fut pendant ce même mois de 47 $\frac{1}{4}$ à 48, c'est-à-dire au dessus du pair, de 1 $\frac{55}{100}$ à 2 $\frac{30}{100}$, & par conséquent à notre profit de 3 $\frac{39}{100}$ à 5 $\frac{3}{100}$ pour cent.

En Juillet il fut de 84 à 81 $\frac{1}{2}$ sans Lettres sur Amsterdam ; c'étoit encore 3 $\frac{5}{2}$ den. de gros au dessus du pair & de 3 $\frac{70}{100}$ à 6 $\frac{1}{100}$ pour cent à notre avantage.

Sur Londres le Change fut

pendant le même mois de $47 \frac{3}{4}$ à $46 \frac{1}{2}$ sans Lettres ; c'étoit 2 $\frac{5}{100}$ à $\frac{80}{100}$ deniers Sterlins au dessus du pair & $4 \frac{48}{100}$ à $1 \frac{71}{100}$ pour cent en notre faveur. La Banque générale soutenoit le Change. On achetoit les anciennes Especes à plus haut prix que l'on n'en donnoit dans les Monnoyes : ce ne pouvoit être que pour les reformer en fraude, ou pour les transporter hors du Royaume. L'Arrêt du Conseil du 1^{er}. Août 1716 ordonna aux Officiers de la Cour des Monnoyes de Paris, d'aller dans les Provinces de son ressort, pour informer de la fausse fabrication & reformation des Especes & Billonnage d'icelles.

En Août le Change sur Amsterdam fut de $81 \frac{3}{4}$ à 83 ; c'étoit $\frac{1}{4}$ & 2. den. au dessus du pair & $\frac{93}{100}$ à $2 \frac{47}{100}$ pour cent à notre profit.

E v j

Il fut sur Londres de $46 \frac{3}{4}$ sans Lettres, à $47 \frac{1}{2}$ c'étoit à $1 \frac{5}{100}$ à $1 \frac{80}{100}$ den. Sterlins au dessus du pair, ou de $2 \frac{22}{100}$ à $3 \frac{93}{100}$ pour cent à notre avantage.

La Banque générale entretenoit cet avantage, qui devoit empêcher la sortie de nos vieilles Especes; mais l'Edit du mois de Decembre 1715 en avoit tant fait fortir, que par la Declaration du Roy du 29. Août 1716, présent mois, on deffendit l'entrée dans le Royaume des Especes nouvellement réformées, afin d'arrêter la fausse reformation qui se faisoit dans les païs Etrangers, & de faire cesser la perte considerable qu'elle faisoit à notre Etat. C'est ainsi que parle Sa Majesté dans cette Declaration. Son discours nous montre bien clairement que l'on

reconnut l'erreur & les mauvais effets des reformes des Monnoyes: elles faisoient, & elles feront toujours passer nois vieille Especes en pays Etrangers, où on les achette à plus haut prix qu'on ne faisoit aux hôtels des Monnoyes, & où on les remarque aux coins des nouvelles (a); ce qui nous fait un préjudice notable.

Pendant les mois de Septembre, d'Octobre & de Novembre, le Change sur Amsterdam roula de $82\frac{1}{2}$ à $83\frac{1}{2}$. C'étoit $1\frac{1}{2}$ à $2\frac{1}{2}$ den. de gros au dessus du pair 81, argent de Banque, & en notre faveur de $1\frac{85}{100}$ à $3\frac{8}{100}$ pour cent.

Pendant les mêmes mois il fut sur Londres de $47\frac{1}{2}$ à $47\frac{3}{4}$, c'étoit $1\frac{80}{100}$ à $2\frac{5}{100}$ den. Ster-

(a) Voyez ce qui a été di cy-devant à ce sujet chap. 1. Art 6. pag. 109. & suivantes.

110 *Réflexions politiques*

lins au dessus du pair & $3\frac{93}{100}$
à $4\frac{48}{100}$ pour cent à notre avan-
tage.

La deffectuosité du poids & du titre de beaucoup d'Espèces d'or faussement reformées qui ont été introduites dans notre Etat, causant un desordre auquel il est important de remedier, nous avons resolu d'ordonner une refonte de tous les Louis nouvellement fabriquez ou reformez dans nos Monnoyes du même titre, mais d'un poids different. (a) Ce sont les termes de l'Edit du mois de Novembre 1716, enregistré le 18, par lequel il est en effet ordonné qu'il sera fabriqué, dans la Monnoye de Paris seulement, de nouveaux Louis d'or à la taille de 20 au marc, qui auront cours pour 30 livres

(a) Edit du mois de Novembre 1716.
pag. 4.

chacun. On les appella des *Noailles*, parce que M. le Duc de Noailles étoit à la tête des Finances.

L'article 4 de cet Edit veut que les Louis fabriquez ou réformez en vertu de l'Edit du mois de Décembre 1715 soient reçus dans les Monnoyes & dans le Commerce, sur le pied de 20 livres l'un.

L'article 6 entend que les Louis de 1709 soient reçus dans les Monnoyes, Bureaux & Recettes Royales & par les Changeurs dans les Provinces à raison de 16 livres chacun, pendant le reste du présent mois, & celui de Décembre prochain. La différence entre l'ancienne & la nouvelle Espece est donc encore de 25 pour cent. Cet Edit par conséquent ne rémedie pas au mal; il nous laisse dans le

désordre ou nous avoit mis celui du mois de Décembre 1715 : puisque le Louis d'or de 1709 non réformé y est fixé à 16 livres & l'Ecu de 8 au marc à 4 livres , & que le même Louis réformé vaut 20 livres & les Ecus 5 livres ; ainsi il y avoit encore 4 livres de perte sur chaque Louis en les portant aux Monnoyes. Cette disproportion dans la valeur numéraire de deux Especes , qui sont exactement les mêmes , nous laisse toujours dans le désordre d'une Monnoye foible & d'une Monnoye forte , comme l'on étoit sous Philippe le Bel , où la disproportion étoit encore plus grande.

Suivant l'Article 7 de cet Edit , ces Louis de 1709 ne seront plus reçus qu'au marc , au premier Janvier 1717.

L'Article 8 veut que les Ecus de 1709 à réformer continuent d'être reçus, pendant le reste de ce mois & celui de Décembre prochain, aux Monnoyes, Changes, & Bureaux Royaux, à 4 livres piece, & au premier Janvier 1717 à 3 livres 18 sols 9 deniers, & au premier Février à 3 livres 15 sols l'un, suivant l'Article 9 du même Edit.

On sent à merveille que ces diminutions ne sont indiquées que pour faire sortir ces vieilles Eſpeces; on eſpere que la crainte de perdre obligera le particulier qui les a, à les porter aux Monnoyes, où elles ſont attendües: mais cette crainte ne produit pas cet effet, parce que le Public eſt aujourd'hui mieux inſtruit qu'il ne l'a jamais été; il ſçait compter & peſer, & on ne peut pas eſperer qu'il

donne 20 livres pour n'en recevoir que 16. Au reste, ces diminutions furent prorogées jusqu'au premier Janvier 1718 par les Arrêts du Conseil des 30, Janvier 1717, des 5 & 24 Avril, 19 Juin, 31 Août, 27 Novembre & 22 Janvier 1718: ainsi ces Ecus ont toujours valu 4. livres.

Independamment du mal que fait cette difference ou cette disproportion, tous ces Arrêts de prorogation d'un terme fixé par les precedens, aussi bien que ceux qui annoncent avant le tems ces diminutions, ou ces augmentations, rebutent tout le monde & fatiguent extrêmement le Commerce. Nous l'avons déjà dit cy devant (*); mais ce sont de ces choses qu'on ne sçauroit trop dire.

(*) Chap. 3. Art. 3. pag. 65.

Pendant tout le mois de Decembre 1716, le Change sur Amsterdam fut de $83 \frac{1}{2}$ à $83 \frac{1}{4}$; c'étoit $2 \frac{1}{2}$ & $2 \frac{1}{4}$ den. de gros au dessus du pair 81 : & par consequent à notre avantage de $3 \frac{8}{100}$ à $2 \frac{77}{100}$ pour cent.

Sur Londres il étoit de $47 \frac{1}{2}$ à $47 \frac{3}{8}$ au dessus du pair, de $1 \frac{80}{100}$ à $1 \frac{68}{100}$ den. Sterlins, ou $3 \frac{93}{100}$ à $3 \frac{67}{100}$ pour cent en notre faveur.

QUATRE PREMIERS MOIS 1717.

En Janvier 1717, le Change sur Amsterdam roula de $83 \frac{1}{2}$ à $83 \frac{3}{4}$; c'étoit $2 \frac{1}{2}$ & $2 \frac{3}{4}$ den. de gros au dessus du pair 81 & consequemment à notre avantage de $3 \frac{8}{100}$ à $3 \frac{39}{100}$ pour cent.

Sur Londres il fut constamment à $47 \frac{1}{4}$ c'étoit $2 \frac{1}{100}$ deniers

Sterlins au dessus du Pair $45\frac{7}{100}$
& à notre profit de $4\frac{48}{100}$ pour
cent.

L'Arrêt du Conseil du 3 Janvier publié le 3 Fevrier nous apprend que la fausse reformation des Especes continuoit de plus en plus dans les païs Etrangers.

En Fevrier il étoit de $83\frac{1}{2}$ à 84. c'étoit au dessus du pair de $2\frac{1}{2}$ à 3 den. de gros, ou de $3\frac{8}{100}$ à $3\frac{70}{100}$ pour cent en notre faveur,

Sur Londres il fut de $47\frac{1}{4}$ à $48\frac{1}{2}$ au dessus du pair de $2\frac{1}{100}$ à $2\frac{80}{100}$ den. Sterlins. Faisant $4\frac{48}{100}$ à $6\frac{12}{100}$ pour cent de bénéfice pour nous.

En Mars par Arrêt du 5 les Louis d'or, dont la refonte est ordonnée, seront reçus à la Monnoye de Paris à 20 livres jusqu'au premier Avril, auquel jour ils ne seront reçus qu'au marc.

Pendant ce mois de Mars le Change sur Amsterdam fut de 85 à $82\frac{1}{2}$, c'étoit au dessus du pair 81 de 3 à $1\frac{1}{2}$ den. de gros & à notre avantage de $4\frac{93}{100}$ à $1\frac{85}{100}$ pour cent.

Sur Londres il fut de $48\frac{1}{4}$ à $47\frac{1}{2}$ au dessus du pair 45 $\frac{70}{100}$ de 6 $\frac{67}{100}$ à 3 $\frac{93}{100}$ pour cent en notre faveur ou de 3 $\frac{5}{100}$ à $1\frac{80}{100}$ den. Sterlins,

En Avril il a roulé de 83 à 82; c'étoit 2 & 1 den. au dessus du pair & à notre profit de 2 $\frac{47}{100}$ à $1\frac{27}{100}$ pour cent.

Sur Londres il fut de $47\frac{1}{2}$ à 47: au dessus du pair de $1\frac{90}{100}$ à $1\frac{30}{100}$ den. Sterlins, faisant 3 $\frac{93}{100}$ à 2 $\frac{84}{100}$ pour cent de bénéfice pour nous.

En May le Change sur Amsterdam fut de 82 à 83, c'est-à-dire 1 & 2 den. de gros au dessus du pair, & à notre avan-

118 *Réflexions politiques*

rage de $1 \frac{23}{100}$ à $2 \frac{47}{100}$ pour cent.

Sur Londres il étoit de $47 \frac{1}{2}$ à $48 \frac{1}{4}$ c'étoit au dessus du pair de $1 \frac{80}{100}$ à $2 \frac{55}{100}$ den. Sterlins faisant $3 \frac{93}{100}$ à $5 \frac{58}{100}$ pour cent en notre faveur.

Le 2 Juin le Change étoit sur Amsterdam à $83 \frac{1}{4}$ & sur Londres à $48 \frac{1}{4}$ comme dessus. *

Au premier coup d'œil, on voit par cette recapitulation que les diminutions de monnoyes, dont il est parlé dans l'article précédent, ne furent pas plutôt écoulées, que le Change & par conséquent le Commerce reprit le dessus avec la Hollande & avec l'Angleterre, malgré la force de notre argent, dont le marc ne valoit que 28 francs & aussi malgré le Visa, ou la liquidation des effets

* C'est ici que doit être le tableau cotté p. 118.

7 dat 12

Decem

Augment

& 12

120000

cor

ations en

Hollande

cent, a ..

4 $\frac{34}{100}$ à

& qu'au

vier

communément aussi entre la plus haute & la plus basse est $9 \frac{20}{100}$ pour cent à notre perte; ce qui s'accorde assez avec un autre calcul fait cy-devant à la page 101; mais cherchons encore d'une autre façon une preuve plus générale de ce fait.

On voit par ce calcul de recapitulation que l'avantage dans lequel nous avons été avec la Hollande pendant les 3 derniers mois de 1715 est de $11 \frac{21}{100}$, dont le commun entre le plus haut & le plus bas est $5 \frac{55}{100}$, dont le tiers est $6 \frac{8}{100}$ pour cent à notre profit; cy $6 \frac{18}{100}$

La publication de l'Edit du mois de Decembre 1715 nous fit perdre non seulement cet avantage considerable; il nous fit de plus tomber dans une perte réelle de $6 \frac{20}{100}$ à $9 \frac{86}{100}$ pendant les 2 mois de Janvier & de Fevrier 1716 dont la perte commune prise entre la

Tome II.

F

De l'autre part... $6 \frac{18}{100}$
 plus haute & la plus basse est
 $8 \frac{6}{100}$, dont la moitié est...
 que mois $4 \frac{3}{100}$

Ainsi gagner réellement l'un &
 perdre l'autre, font à notre préju-
 dice une difference commune avec
 la Hollande de $10 \frac{21}{100} p^o$

Pour l'Angleterre on voit
 aussi que pendant les mêmes
 trois derniers mois de 1715
 notre avantage étoit de $15 \frac{33}{100}$
 à $20 \frac{60}{100}$, dont le commun pris
 entre le plus & le plus
 bas est 18. Le tiers est
 pour chaque 6 pour $\frac{0}{100}$

La publication, dit nous
 fit perdre cet avantage, & nous fit
 tomber dans une perte de $10 \frac{5}{100}$
 à $16 \frac{61}{100}$ pendant les trois premiers
 mois de 1716, dont la perte commu-
 ne prise entre la plus haute & la
 plus basse est $13 \frac{66}{100}$: c'est pour
 chacun de ces trois mois $4 \frac{44}{100}$ pour
 cent à notre perte; cy $4 \frac{44}{100}$

Ainsi gagner 6 pour cent ———
 & en perdre $4 \frac{44}{100}$ nous fait une dif-
 ference à notre préjudice de $10 \frac{44}{100} p^o$

Après des faits aussi démonstratifs que ceux cy, ne peut-on pas dire avec raison, que l'augmentation, la refonte, & la réforme, portées par l'Edit du mois de Decembre 1715, nous furent préjudiciables de plus de 10 pour cent sur tout le Commerce Etranger que nous faisions alors? Ainsi, si ce Commerce montoit à 10 millions par mois, la France en perdoit plus d'un : cela est clair.

M. l'Abbé de S. Pierre, ce grand Citoyen, si connu dans la republique des Lettres par tous les differens ouvrages qu'il a faits pour le soulagement & le bien de sa patrie, dit dans l'onzième avantage du troisième Discours de son projet de Paix perpétuelle. tom 1. p. 239.
que le seul Commerce Etranger

124 *Reflexions politiques*
de la France va au moins à 150
millions de livres par an. Sur ce
pied là, celui d'un mois seroit de
12 millions 500 mille livres, &
notre perte de 1250 mille livres
aussi par mois & plus. On ver-
ra à la fin de cet article ce que
la refonte, la réforme & l'aug-
mentation portées par l'Edit
du mois de Decembre 1715,
& par celui du mois de No-
vembre 1716, ont produit au
Roy. La refonte de 1709, qui
passe pour la plus forte qui ait
été faite, ne produisit à Sa Ma-
jesté que 11,370,773 livres en
Especes, & 43 millions de Bil-
lets de Monnoyes qui furent
retirez du public, suivant le
Memoire de feu M. Desmarets
pag. 15, 18, & 19. En sup-
posant pour un moment, que
ces operations ayent produit

une pareille somme de 1250 mille livres par mois, ou une plus forte, si on le veut, falloit-il pour procurer au Roy un secours de 8 à 10 millions, ou de plus grande somme, abîmer le Commerce du Royaume, & en faire perdre deux ou trois fois autant à la nation, & peut être plus. (a) Il est donc évident qu'il vaut bien mieux pour les peuples & pour le Roy même, chercher ce secours par tout ailleurs, où il ne fauroit jamais être aussi onereux à la nation, qu'il l'est visiblement sur les Monnoyes. Ce moyen ne doit jamais être tenté, qu'à-près avoir épuisé tous les autres.

La perte ou le dommage que causa cet Edit du mois de De-

[a] Voyez ce qui en dit cy devant au tom. & chap. 1. art 6. pag. 123. & suiv. jusqu'à 130. Et cy après pag. 133. & suivantes jusqu'à pag. 141. & suivantes. E iij

cembre 1715, auroit été encore bien plus considérable & de plus longue durée, si le Roy par les Lettres patentes des 2 & 20 May 1716, n'avoit pas permis l'établissement d'une Banque générale, qui soutint le Change toujours à notre avantage jusqu'à la fin du mois d'Avril 1717, comme on le voit par ce tableau. D'ailleurs, comme il n'y a aucun de nos voisins qui ne reçoive beaucoup plus de nos denrées, arts & fabriques que nous n'en recevons de lui, notre Commerce aura toujours l'avantage sur le leur, si nous conservons inviolablement la tranquillité & la stabilité dans notre Monnoye : elle est l'instrument nécessaire de nos Echanges reciproques, & la mesure qui regle la valeur des biens échangez. On ne peut donc pas

y toucher sans altérer l'échange de ces biens. Dès là l'avantage de notre Commerce est en nos mains ; il ne tient qu'à nous de le rendre perpetuel. La fertilité de notre païs , la situation de nos Ports de mer , & l'activité de nos peuples , nous offrent & nous assurent un Commerce superieur.

Après ce qu'on vient de voir, il y a bien lieu de s'étonner , que contre notre propre intérêt il y ait-eu en France de si frequentes variations dans nos Monnoyes. Mais si sur cela le passé nous fournit matiere à cet etonnement , le present doit nous engager à une reconnoissance eternelle envers le Ministère actuel. Il est le premier qui ait senti l'importante necessité de ne point toucher aux Monnoyes. Il y a plus de cin-

quante ans qu'elles n'avoient été aussi long tems tranquilles en France qu'elles l'ont été depuis dix ans. On vient de voir le tort considerable que le Ministère auroit fait à la nation, si comme les autres, il avoit changé cette mesure; & on verra cy après, en son tems, les avantages qui nous reviennent de la stabilité qu'il a si sagement conservée dans la valeur de nos Monnoyes. Ce qui doit engager les peuples à benir ce Ministère, & à désirer qu'il dure. Fasse le ciel que pour une bonne fois on demeure persuadé, que toutes les fois qu'entre l'ancienne & la nouvelle Espece on laissera une difference trop grande, l'Espece la moins prisee passera chez l'Etranger, qui la remarquera au coin des nouvelles, à son profit, & au pro-

fit de celui qui la lui fait passer ,
Alors le profit , que le Roy se
propose de faire sur de sembla-
bles operations, se partage entre
l'Etranger qui les remarque , &
celui qui les lui envoie ; & par
là Sa Majesté ne trouve plus
dans ces operations les secours
qu'elle comptoit y trouver. (a)

Outre l'évidence de cette
raison , la Declaration du Roy
du 29 Août 1716 & l'Edit du
mois de Novembre suivant, dont
on a vû les termes dans cet ar-
ticle (chacun en son mois , pa-
ges 108 & 110) en font encore
une autre , qui est sans replique ,
ainsi que l'Arrêt du 3 Janvier
pag. 116 de cet article.

Après ces faits soutenus de
leurs preuves , on laisse au lec-

(a) Voyez ce qui est dit cy devant chap.
r. art. 7. pag. 174. & cy après à la fin de
cet article. pag. 141. & suiv.

130 *Reflexions politiques*
teur à juger, si cette augmentation a pû soutenir les Finances en 1716 & 1717, comme notre auteur le dit à la page 205 de son livre.

Il n'y a point d'operation sur les Monnoyes, soit augmentation, soit diminution, soit refonte, soit réforme, qui n'altère la circulation des Espèces, soit qu'on les resserre, soit qu'on les fasse passer en pays étranger. Or supposons que la partie resserée & passée en païs étranger soit à la partie restante & circulante dans le Royaume, comme 1 est à 3. Avant l'operation 4 representoit par supposition toute la masse de l'argent qui étoit en France : après l'operation 3 vaut autant que valoit 4, par ce qu'il acquiert $\frac{1}{4}$ de sa premiere valeur aux depens des biens,

arts & fabriques du Royaume, qui perdent toute la valeur acquise par l'argent. Ainsi ce que l'on payoit $1\frac{1}{4}$ avant l'opération ne se payoit plus que 1 après: l'argent gagne donc $\frac{1}{4}$ & les biens mis en vente le perdent. Mais comme il y a 100. fois plus de bien que d'argent, (a) les biens, arts, & fabriques mis en vente perdent 100. pendant que l'argent gagne 1. Dès là, quelles pertes immenses ne caulons nous pas à l'Etat, par nos frequentes variations de Monnoyes? Les 353 millions 532 mille livres, levées sur les peuples au profit du Roy, par les différentes opérations faites sur nos Monnoyes depuis l'année 1716 jusqu'à la fin du mois d'Août

(a) Voyez cy devant chap. 1. art. 6. pag. 123. & suivantes.

1723 (a) ne sont pas comparables aux pertes quelles ont causées à l'Etat, non seulement par les raisons susdites, mais encore par la fausse remarque faite dans les païs étrangers. (b)

Mais tous les biens ne sont pas à vendre, comme on la supposé dans la recherche de ce rapport de 1 à 100 : la perte de l'Etat ne tombe que sur ceux mis en vente seulement, & sur nos denrées, arts & fabriques, qui sont journellement à vendre, ce qui change ce rapport. Ainsi lors que l'argent acquiert 1. de valeur, l'Etat peut perdre 30 à 40. (c) Cette perte est encore prodigieuse; elle surpasse infiniment tous les avantages

[a] Declaration du Roy pour la levée du 50 d. du 5. Juin 1725 pag. 2. & 3.

(b) Voyés cy devant tom. & chap. 1. art. 6. pag. 115. & 116.

(c) Voyés cy devant art. 6. pag. 123 & suiv. ce rapport est de 1. $38\frac{1}{4}$

que le Roy peut jamais retirer de ces ruineuses opérations.

Pour montrer d'une façon qui satisfasse un peu le lecteur, combien ces mutations de Monnoyes sont onereuses à la nation & au Roy même, malgré les bénéfices considérables que Sa Majesté y fait, ou les secours qu'elle y trouve, rappellons nous ce qui s'est fait dans les Monnoyes en France, depuis l'Edit du mois de Decembre 1715, jusqu'au dernier Juillet 1717.

On a vû cy devant, (a) que par cet Edit du mois de Decembre 1715 publié le 27, il est ordonné de fabriquer de nouveaux Louis d'or de 30 au marc fixez à 20 livres, & des Ecus de 8 au marc fixés à 5 livres.

[a] Article 4. de ce Chapitre, année 1716. pag. 95. & suiv.

134 *Reflexions politiques*

Les Especes fabriquées en 1709 qui devinrent les anciennes, étoient exactement de même titre & de même poids, que celles ordonnées par l'Edit de Decembre 1715. Avant sa publication, le Louis d'or valoit 14 livres, & l'Ecu 3. livres 10 sols (a) : les nouvelles valloient donc $\frac{3}{7}$ de plus; c'étoit par consequent les hauffer de $\frac{3}{7}$ & les remettre comme elles étoient avant les onze diminutions faites en 1714 & 1715.

Les articles 6, 8 & 10 de cet Edit veulent que les Louis d'or de 1709 soient reçus aux Monnoyes & dans le Commerce, pour 16 livres au lieu de 14, & les écus pour 4 liv. au lieu de 3 livres 10 sols; ils ordonnent qu'ils seront reformés & con-

[a] Comme on le voit cy devant article 3. Tableau cotté 66.

vertis en nouvelles Especes , sans être refondus , pour avoir cours dans le Public sur le même pied que les nouvelles Especes : ainsi ces anciennes furent augmentées d'un $\frac{1}{7}$ de leur valeur. Malgré cette augmentation des anciennes , il resta encore une difference entre les unes & les autres de 25. pour cent : cette difference faisoit la perte du Public , le bénéfice du Roy , & celui des faux reformateurs.

On a déjà dit (a) qu'en fait de Monnoye , c'étoit une faute capitale , que d'en fabriquer de même poids que les precedentes , & que la reforme en étoit une autre , parce que les étrangers ne manquent jamais de remarquer nos anciennes aux coins des nouvelles & de

[a] Chap. 1. article 6. p. 114. & 115.

nous les renvoyer. On s'aperçut de cette faute, mais trop tard; cependant on n'y remédia point.

Le Roy par l'Arrêt de son Conseil du premier Août 1716 enregistré le 12 dit: » qu'étant » informé qu'en quelques endroits on ramassoit secrètement les anciennes Espèces, » qu'on achetoit à plus haut » prix que celui pour lequel elles » étoient reçues dans les Monnoyes, ce qui ne se pouvoit » faire que dans la vue de les » reformer en fraude, ou de les » transporter hors du Royaume &c. ordonne aux Officiers de la cour des Monnoyes de Paris, de se transporter dans les Provinces de son Ressort, pour informer » de la fausse fabrication & » reformation des Espèces & » Billonnage d'icelles.

C'étoit bien là s'appercevoir
du defordre, mais ce n'étoit
pas en ôter la cause. La De-
claration du Roy du 29 du mê-
me mois d'Août 1716. (a) dé-
» fendit l'entrée dans le Royau-
» me des Especes reformées,
» afin d'arrêter la fausse refor-
» mation qui se faisoit dans
» les Pais étrangers, & de
» faire cesser la perte confide-
» rable qu'elle caufoit à l'Etat.

Ces deffenses n'étoient point
du tout un remede au mal; car
ces Especes entroient comme
elles fortoient malgré les deffen-
ses: d'ailleurs, cette fausse re-
forme ne se faisoit pas toute
chez l'étranger; il s'en faisoit
en France, puis qu'on envoyoit
faire informer dans les Provin-
ces; celles qui s'y remarquoient
étoient toutes entrées; ainsi in-
utilement la deffendoit-on.

[a] Art. 4. de ce chap. année 1716. p. 108.

On crut encore que pour remédier au desordre que caufoient dans le Commerce les Espèces d'or faussement réformées, ou qui avoient été introduites dans le Royaume, il suffisoit d'ordonner, comme en effet on l'ordonna par l'Edit du mois de Novembre 1716. publié le 18, la refonte de tous les Louis nouvellement fabriquez ou réformez, & cela dans la Monnoye de Paris seulement : mais ce motif n'ôtoit point encore la cause du mal, puis que cet Edit laissoit toujours subsister entre les Espèces non réformées, & les réformées, une difference de 25. pour cent. Aussi l'Arrêt du Conseil du 3 Janvier 1717, enregistré le 3. Fevrier, nous apprend-il, » *que la fausse réformation des Espèces continuoit*

*» de plus en plus dans les païs
» etrangers.*

Rien de tout cequi avoit été fait ne remedioit au mal ; le seul & unique remede, c'étoit d'abandonner le bénéfice du Roy, en diminuant, ou en supprimant la trop grande difference qui regnoit entre le prix de l'ancienne & de la nouvelle Espece, soit en haussant la valeur de celles à réformer, ou en diminuant celle des reformées : mais les secours considerables que cette énorme difference procuroit au Roy, étoient trop seduisans, sur tout dans un temps de besoin, pour pouvoir se determiner à les abandonner. On ne sçait pas qu'un Etat souffre beaucoup, tant que cette inegalité subsiste entre deux Especes exactement égales, ou tant que l'une

140 *Reflexions politiques*
se trouve plus affoiblie que
l'autre.

C'étoit donc cette différence
enorme de 25 pour cent,
qui regnoit entre l'Espece non
réformée & l'Espece réformée,
qui faisoit tout le mal, la per-
te du Public, le bénéfice du
Roy, & celui des faux réforma-
teurs. Cela étant, nous con-
noîtrons exactement toute la
perte du Public, & par consé-
quent le bénéfice du Roy & des
faux réformateurs, dans ces
deux mutations de Monnoyes,
si nous pouvons connoître trois
choses.

La première, la différence qui
a régné à chaque mutation, entre
l'ancienne & la nouvelle Espece.

La seconde, la somme qui a été
fabriquée & reformée à chaque
mutation, soit en bonne, soit
en mauvaise Monnoye.

La troisième, quel a été le profit que le Roy y a fait pendant un temps connu & déterminé ; car ce que le Public aura perdu de plus, sera la partie de cette perte qui aura tourné au profit des faux réformateurs, soit de France, soit des païs étrangers.

CALCUL DES PERTES QUE FAIT
*l'Etat aux mutations de
Monnoyes.*

Or de ces trois articles, le premier nous est exactement connu : la perte du Public est de 25 pour cent sur tout ce qui a été réformé & fabriqué depuis l'Edit du mois de Decembre 1715, jusques à la fin de Juillet 1717 ; cela est constant : mais nous ne connoissons pas le second en total ; c'est ce qu'il

faut chereher ; il nous donnera le troisiéme.

En 1715 il pouvoit y avoir en France 600 millions d'Especes, le marc d'or monnoyé a 420 livres, & celui d'argent à 28 livres : de ces 600 millions il en a au moins, é reformé & fabriqué, en vertu de l'Edit du mois de Decembre 1715, soit en France, soit ailleurs, pour 450 millions, lesquels après avoir passé sous les nouveaux coins, faisoient 642 millions, 857 mille livres & plus, le marc de Louis d'or à 600 livres & celui des écus à 40. Or la difference entre l'ancienne & la nouvelle Espece étant de 25 pour cent, il est clair que la nation a necessairement perdu par cette seule mutation, au moins le quart de

cette somme qui est de 160,714,250. l.

En vertu de l'Edit du mois
de Novembre 1716, il a
été fabriqué en bonne &
mauvaise Monnoye, au
moins pour 150 millions
de Louis d'or de nou-
velle Espece, dont le quart
est la somme de 37,500,000.

Cette seule différence a
donc causé au Public une
perte de 198,214,250. l.

Pendant les diminutions d'Es-
peces faites en 1714 & en 1715,
le prix des denrées auroit du
baïsser comme l'argent qui les
mesuroit; mais au contraire il
augmenta, parce que la peur
agissant avec beaucoup plus
d'impression que l'esperance, le
Marchand preferoit la garde de
sa Marchandise, dans la crainte
de perdre sur l'argent plus qu'il
ne gagneroit à la vendre un
prix raisonnable; ou s'il la ven-
doit, il l'encherissoit de la per-

* *Tome II.*

te qu'il pouvoit faire par la diminution. Par la même raison, celui qui avoit de l'argent cherchoit à le convertir en marchandises qu'il gardoit précieusement. Les uns à l'exemple des autres pratiquoient la même maxime, & tout devenoit cher, parce qu'il y avoit plus d'acheteurs que de vendeurs.

- Dans la fuite, on augmenta tout d'un coup la valeur numéraire des Monnoyes de $\frac{3}{7}$; les denrées qui auroient du augmenter de $\frac{3}{7}$ aussi, n'augmenterent que d'un $\frac{1}{7}$ au plus; ainsi elles n'augmenterent pas comme l'argent, non plus que les revenus: on en peut juger par ceux du Roy, qui étoient en 1715, comme on l'a vû ci-devant, (a) de 115,384,074 livres, l'argent à 28 Francs

(a) Chap. 2. art. 5. pag. 411. & 412.

le marc

le marc, ils restèrent les mêmes en 1716 & 1717, quoique l'argent eût été mis à 40 Francs le marc; en sorte que le Roy qui recevoit en 1715 la quantité de 4,121,038 marcs d'argent à 28 Francs, n'en recevoit en 1716 & 1717 que 2,884,726 marcs à 40 Francs, donc Sa Majesté perdoit par cette augmentation des Monnoyes 1,236,312 marcs d'argent par chacun an, & de plus $\frac{2}{7}$ pour les depenses qu'elle étoit obligée de faire, vû que les denrées avoient augmenté de ce $\frac{1}{7}$.

Si les Revenus avoient augmenté comme l'argent de $\frac{2}{7}$, ceux du Roy qui étoient en 1715 de 115,389,074. livres, auroient été en 1716 & 1717 de 164,841,534 livres: or ils n'étoient pas de cette somme, puis qu'ils n'avoient pas aug-

146 *Reflexions politiques*
menté ; d'ou il suit démonstra-
tivement.

I. Que les Revenus n'ayant pas haussé comme l'argent , on avoit moins de Revenu en 1716 & 1717 qu'on en avoit en 1715 , & qu'on recevoit moins de poids, moins de fin, ou moins de valeur réelle : ainsi on peut dire , que le Roy & tout propriétaire de Revenus perdoient toute la difference.

II. Que les denrées & l'industrie n'ayant pas haussé comme l'argent , & étant évaluées & mesurées par cet argent , qui n'avoit pas en lui toute la réalité de la mesure qu'il exprimait , il s'ensuivoit que l'Etranger qui enlevait les Biens de notre crû , arts , & fabriques , sur le pied qu'ils étoient évalués dans le Royaume , n'en remplissoit pas réellement la va-

leur envers nous , & que toute la difference étoit en pure perte pour nous.

III. Que ce qui valoit 7 en 1715 devoit valoir 10 en 1716 & 1717 : s'il n'en vaut que 8 , la difference 2 qui est le $\frac{2}{5}$ de 10 , est la perte que faisoit l'Etat sur tout le Commerce étranger que faisoit la Nation.

Or on a vû cy devant . (a) que notre Commerce étranger alloit au moins à 150 millions par an ; ce qui faisoit pour les 19 mois qui se sont écoulés depuis l'Edit de Decembre 1715 jusques à la fin de Juillet 1717. la somme de 237,500,000 livres , dont le Cinquième est 47,500,000 livres , pour notre perte avec l'Etranger sur le

[a] Art. 4 de ce Chapitre , après la Recapitulation pag. 121 & suiv.

148 *Reflexions politiques*

Commerce fait avec lui. ci. .47,500,000 l.

Notre perte causée par les différences, qui ont régné entre les anciennes & les nouvelles Especes, est comme on la trouvée cy dessus, (A), de.....198,214,250

PARTANT la nation a perdu par ces deux mutations de Monnoyes, pendant les dix neuf mois susdits la somme de 245,714,250

Or tout le travail qui fut fait dans les 28 Monnoyes qui travaillerent en France, depuis la Publication de l'Edit du mois de Decembre 1715. jusqu'au dernier Juillet 1717, ne monte qu'à la somme de 379 millions, 237 mille livres; & la différence entre l'ancienne & la nouvelle Espece étant de 25 pour cent, il s'ensuit évidemment que le Roy n'a pû profiter au delà du quart de cette somme, montant à 94,809,250 livres; sur quoi il est tenu des frais de reformation & de fabrication. ci.....94,809,250

PAR CONSEQUENT l'Etat a réellement perdu ...150,905,000

(A) Pag. 143.

C'est ce que nous allons essayer de prouver d'une autre maniere , par cet autre Calcul.

Autre calcul qui prouve le premier.

Le Roy dit dans sa Declaration du 5 Juin 1725. pour la levée du Cinquantième page 2 que » les secours extraordinaires des differens surhaussemens d'Espèces lui ont prouduit depuis 1716 jusques en » 1720. *Deux cens trente trois millions, huit cens quatre vingt dix sept mille livres.*

C'est-à-dire, depuis l'Edit du mois de Decembre 1715 jusqu'à celui du mois de Septembre 1720, ce qui fait quatre ans neuf mois, & la somme de 49 millions, 241 mille, 473 livres, 13 sols 8 deniers par an, & consequemment 78 mil-

150 *Réflexions politiques*
 lions , 71 mille, 667 l. 17 f. 9
 deniers , pour les 19 mois qui
 se sont écoulés depuis le mé-
 me Edit de Decembre 1715 ,
 jusques à la fin de Juillet
 1717. cy 78,071,667. l. 17 f. 9. d.

La nation a ce-
 pendant perdu . . . 245,714,250.

En ce cas l'Etat _____
 auroit réellement

perdu 167,642,582. 2. 3.

Suivant le premier _____
 Calcul le profit du

Roy est 94,809,250. l.

Suivant le second
 il n'est que de . . . 78,071,667.

La somme de ces _____
 deux profits est . . 172,880,917.

Entre ces deux
 profits le moyen est. 86,440,458 $\frac{1}{2}$ l.

La perte totale de la Nation
 245,714,250 livres , est donc
 au profit moyen du Roy
 86,440,458 livres , comme 2
 $\frac{85}{100}$ sont à 1 , c'est-à-dire , que la
 Nation perd 285 quand le Roy
 par ce moyen profite de 100 ,
 ou si l'on veut , les peuples per-

de 57 lorsque Sa Majesté gagne 20.

Auroit-on pû croire que ces pertes eussent monté à des sommes si prodigieuses , & le croiroit-on actuellement , si le plus simple & le plus facile de tous les calculs n'en présentoit ici une démonstration invincible ? La Nation perd 57 pendant que le Roy ne profite que de 20. Or je demande, pour procurer à Sa Majesté un secours de 20 millions , il est à propos d'en faire perdre 57 à ses Sujets (*a*), & si dans un Etat on l'on entend la nature du Commerce & des Monnoyes , & où l'on se fait un devoir d'observer les regles de

(*a*) Et bien davantage , si on considère que ces pertes influent sur tous les biens , & l'industrie du Royaume , dans le rapport déterminé ci-devant , Tome & Chap. 1. art. 6. pag. 123. & suiv.

l'équité, ce dangereux moyen doit être mis en pratique ? Ne vaut-il pas mieux , pour le Roy & pour les peuples , chercher les secours dont Sa Majesté peut avoir besoin , par tout autre moyen que par celui-ci ? Enfin n'est-il pas plus avantageux aux Sujets de payer une imposition de 100. millions bien repartie , suivant les facultez d'un chacun que d'en perdre 285 par un moyen aussi ruineux . C'est ce que je m'étois proposé de montrer dans cet ouvrage. (a)

Il est donc clair qu'en touchant à nos Monnoyes, nous travaillons nous-mêmes à notre ruine en faveur des Etrangers , qui comme on le voit ici , y gagnent beaucoup plus que le Roy ; car les *cent cinquante millions, neuf cent cinq mille liv.* du premier Calcul , ou les *167,642,582 liv.* du second,

(a) Tom. 1. pag. 4. & 5.

que perdent les fujets au par dessus des secours que le Roy y a trouvez, ne peuvent avoir tourné qu'au profit des faux Réformateurs, soit de France, soit du païs Etranger. Il en reste bien quelque chose entre les mains des officiers de nos Monnoyes, tant pour leurs droits de reformation & de fabrique, que pour les *dechets, les foiblagés, & les Echarcetes* qui se trouvent sur leur travail; mais ce qui y reste, quoy que très considerable, n'est pas de cette importance.

Nous devrions rougir de honte, de travailler ainsi nous mêmes, non seulement à faire perdre à notre commerce tous les avantages que la situation de notre païs, sa fertilité, & l'industrie de nos peuples, lui donnent sur celui de nos voisins, mais encore

à nous faire tomber dans ces pertes immenses qui tournent pour la plus grande partie au profit de nos ennemis. Notre propre intérêt nous invite donc à oublier pour jamais ces ressources ruineuses, & à nous faire une Loy inviolable de ne pas plus toucher à cette mesure de nos Echanges reciproques, que l'on touche aux poids & aux autres mesures.

Chez les autres Nations la premiere raison de l'Etat est le Commerce; en France il n'en est pas de même. Cependant c'est le Commerce qui apporte l'abondance, qui decharge l'Etat du superflu de ses denrées, arts, & fabriques, qui nous procure ce qui nous manque, & qui enrichit l'Etat en même temps que le Particulier. Dès-la le Commerce est un homme cher

à l'Etat ; il merite l'estime & la protection du Legiflateur, puisqu'il travaille fans cefse à rendre l'Etat puiffant & riche ; le Partifan au contraire , par une route oppofée , travaille à affoiblir l'Etat. L'Etat fera toujours mal fes affaires, tant que les Usuriers , certains Partifans , & les gens de Pratique feront bien les leurs. Le falut de l'Etat depend par confequent de la fuppreffion de ceux qui s'enrichiffent dans le defordre des affaires : cette fuppreffion eft même la meilleure marque d'un bon gouvernement. Il doit protéger par préférence le laboureur & l'homme d'induftrie, parce que ce font eux qui font toute la richeffe de l'Etat, & qui le font fleurir.

Les Monnoyes , qui fervent de mefure à tout ce qui entre

en Commerce parmi les hommes, ne méritent pas moins d'attention que le Commerce. Elles étoient sacrées pour les Romains; ils les fabriquoient dans leurs temples aux dépens de l'Etat, & ils les faisoient au mieux, pour les rendre plus difficiles à contrefaire. Elles sont regardées de même chez ceux de nos voisins les plus attentifs à leurs intérêts, qui entendent le mieux la nature du Commerce & des Monnoyes, & qui se font un devoir d'observer les règles de l'équité. Notre gouvernement présent (a) paroît être dans le même esprit; il n'a fait depuis dix ans aucunes revolutions dans nos Monnoyes: en quoi il a rendu de très grands services à l'Etat, dont on ne peut trop le louer. Fasse le ciel que

(a) Janvier 1736.

nos Ministeres futurs se fassent une Loy d'imiter celui-cy, & nos voisins les plus éclairés, & qu'ils se souviennent toujours, que *toute Evaluation de Monnoye qui excède sa juste valeur, produit & entretient une lezion enorme sur les équivalens que le Royaume fournit à l'Etranger.* Alors toutes les Especes & matieres d'or & d'argent, qui entreront en France dans des temps favorables à notre Commerce, ne serviront plus à remplir les vuides que font nos pertes immenses; elles seront pour nous un surcroit d'abondance & de richesse, qui nous mettra au large & à notre aise.

L'Arrêt du Conseil d'Etat du 10 Avril 1717, ordonne que *les Billets de la Banque générale seront reçus pour argent*

158 *Réflexions politiques*
comptant dans tous les payemens
des droits du Roy, & que tous
les Officiers Comptables les acquit-
teront à vuë. C'est-ici le com-
mencement du Systême & des
Billets de Banque. Jusqu'ici
aucuns effets Royaux n'avoient
été reçus par le Roy : il est aisé
de concevoir que cette faveur
augmentoît nécessairement la
demande des Billets & les fonds
de la Banque. On n'ira pas
plus loin , parce qu'il seroit
difficile de tirer des lumieres
certaines du cours des Chan-
ges de ce temps-là : c'est pour-
quoi on le passe , & on reprend
à la nouvelle fabrication d'Es-
peces , ordonnée par l'Edit du
mois d'Août 1723.

ARTICLE V.

Où l'on continue à examiner les effets de nos mutations de Monnoyes sur le Change depuis le commencement du mois d'Août 1723, jusqu'à la refonte générale ordonnée par Edit du mois de Janvier 1726.

ETAT DES MONNOYES ET DU
Change au commencement du
mois d'Août 1723.

LEs Monnoyes, qui avoient cours en France au mois de Juillet & au commencement du mois d'Août 1723, étoient des Louis d'or de 25 au marc, & des Ecus de 10 au marc.

Les Louis d'or, qui avoient été réformez, passoient pour 44 livres. Ces mêmes Louis non

160 *Réflexions politiques*
réformez étoient reçus & payez
aux Monnoyes à raison de 37
livres 16. sols piece; & avec un
huitième en certificats de li-
quidation, ils y étoient reçus
sur le pied de 36 livres chacun.

Les Ecus réformez passaient
pour 7. livres 10. sols piece;
les non-réformez étoient re-
çus aux hôtels des monnoyes à
raison de 6. livres 6. sols, &
avec $\frac{1}{8}$ de liquidations ils étoient
reçus à 6. livres. Voila donc
une même Espece qui avoit
trois prix differens.

SÇ A V O I R.

Les Louis	{	Reformé à 44 l. c'étoit 1100 l. le m.	
		Non reformé à. 37. 16.....	945.
		Id. avec $\frac{1}{8}$ liqui- dation..... 36.....	900.

L'Ecu....	{	Reformé à 7. 10.	75
		Non reformé à. 6. 6.....	63
		Id. $\frac{1}{8}$ liquida- tion à 6.....	60.

C'est ici un desordre encore
plus grand qu'il n'étoit sous le

regne de Philippe le Bel: trois differens prix à une Monnoye, qui est exactement la même; il n'y en avoit que deux sous Philippe le Bel, mais la disproportion y étoit beaucoup plus grande qu'elle n'est ici.

Sur cepiè là, celui qui portoit 220 Louis d'or non-réformez aux hôtels des Monnoyes, on les lui payoit 37. livres 16. sols chacun, qui font 8316: livres, en lui donnant 189. de ces mêmes Louis, mais réformez, lesquels à 44. livres lui faisoient aussi 8316 livres. Il en perdoit donc évidemment 31, puis qu'il en portoit 220, & qu'on ne lui en rendoit que 189. Cette perte, qui faisoit le profit du Roy, alloit à 14 $\frac{1}{4}$. pour cent. Cette difference faisoit encore passer nos Especes non-réformées en païs Etran-

gers : aussi en voyoit-on quantité de contrefaites , & ce fut même ce qui déterminâ le Conseil à faire cesser cette réformation par l'Edit dont on va parler.

Celui qui portoit 75. Ecus non-réformés aux hôtels des Monnoyes ; on les lui payoit à raison de 6. livres. 6. sols ; en 63 Ecus réformés à 7. livres 10. sols : il en perdoit 12 , par conséquent. Cette perte, qui faisoit le bénéfice du Roy , alloit à 16 pour cent ; mais sur l'or elle n'étoit que de $14\frac{1}{4}$ pour cent. Cette différence qui devoit être la même , nous annonce de la disproportion entre ces deux métaux , aussi y est-elle. Les Louis d'or réformez devoient valoir 45 livres & le marc 1125 livres, ou bien les Ecus réformez n'auroient dû

valoir que 7. livres 6. fols 8. den. l'un, & le marc 73. livres 6. fols 8. den. au lieu de 75. livres : cette disproportion est un vice dangereux en fait de Monnoyes.

L'Ecu de 10 au marc non-réformé étant fixé à 6. livres 6. fols, le pair de l'Ecu de Change étoit au commencement du mois d'Août 1723, sur Hollande à $41 \frac{16}{100}$ den. de gros argent de Banque, & le Change de $38 \frac{3}{4}$ à $40 \frac{7}{8}$. C'étoit $2 \frac{41}{100}$ den. au dessous du pair, ou $5 \frac{85}{100}$ à $\frac{70}{100}$ pour cent à notre perte.

Le pair de ce même Ecu de Change étoit sur Londres $23 \frac{21}{100}$ den. sterlins & le Change de $22 \frac{1}{2}$ à $22 \frac{3}{4}$. C'étoit au dessous du pair de $\frac{71}{100}$ à $\frac{46}{100}$ den. ou $\frac{3}{5}$ à $1 \frac{98}{100}$ pour cent contre nous. Ce n'est pas tant que sur la

Hollande, par ce que nos Eſpeces non-réformées paſſoient moins en Angleterre qu'en Hollande. Alors le Commerce que nous faiſions avec ces deux Nations, nous étoit oncreux & à charge: cependant l'Eſpece étoit très haute, & comme notre Auteur la veut, puis que le marc d'argent Monnoyé valoit 75. liv. réformé, & 63 livres non-réformé. Ce fait eſt oppoſé à la même me qu'il donne à la page 174 de ſon livre.

Voilà l'Etat dans lequel nous étions, lors que par un Arrêt du mois d'Août 1723 réſolu & publié le 20, on ordonna que la réforme ceſſeroit, qu'on ſeroit fabriqué de nouveau Louis d'or de 37 $\frac{1}{2}$ au marc, qui furent fixés à 27 livres chacun. (C'étoit 1012 livres 10. ſols le marc d'or en œuvre) & que la

fabrique des Ecus de 10 au.
marc se continueroit ; mais
au lieu de 7. livres 10. fols
ne vaudroient que 6. livres
3. fols piece : c'étoit 69 li-
vres le marc en œuvre. Cepen-
dant l'article 8. de cet Edit fixe
le marc de vieux Louis à 997
livres & celui des Ecus à 68.
livres.

*Diminution de 8 pour 100 sur les Ef-
peces réformées & augmentation
des non-réformées.*

Par cet Edit, on diminue
le prix des Eſpeces réformées
dont le marc valoit 1100 livres à
1012 livres 10 fols, & on augmen-
te celui des non-réformées,
dont le marc ne valoit que 947
livres, en le fixant à 997 li-
vres, ce qui rapproche beau-
coup ces deux valeurs l'une de

l'autre. C'est comme si on avoit reduit le Louis d'or réformé de 44 à 40 livres 10. s. & augmenté le Louis non-reformé de 37. livres 16. sols à 39. livres 17. sols 7 $\frac{1}{2}$ den.

Cette operation étoit essentiellement nécessaire pour le bien du Commerce, & pour éviter le transport de nos vieilles Especes & matieres d'or & d'argent en Pays Etranger; car elle ne laisse entre le prix du marc de nos vieilles Especes, & celui fixé pour les nouvelles, qu'une difference de 1 $\frac{53}{100}$ pour cent, laquelle n'est pas assez considerable pour engager le particulier à les faire passer en pais Etranger, ce qui est très-facheux. Si on en usoit toujours de même, nos Especes ne disparoîtreient pas, elles resteroient chès nous, & ce seroit

un très-grand bien pour la Nation. Cette operation fait un cas, qui est peut-être le seul, où la diminution d'une Espece, & l'augmentation de l'autre nous soient avantageuses.

Après cet Edit le pair de l'ancien & du nouvel Ecu de Change étoit sur Hollande $37 \frac{58}{100}$ den. de gros argent de Banque, & le Change roula pendant le reste de l'année 1723 de 40 à $39 \frac{1}{4}$. C'étoit $2 \frac{43}{100}$ à $1 \frac{67}{100}$ au dessus du pair, faisant $6 \frac{41}{100}$ à $4 \frac{44}{100}$ pour cent en notre faveur.

Le pair sur Londres étoit $21 \frac{19}{100}$ & le Change fut pendant le reste de cette année de 23 à $22 \frac{1}{2}$ den. sterlins au dessus du pair, par consequent à notre avantage de $8 \frac{54}{100}$ à $6 \frac{18}{100}$ pour cent.

Cet Edit en rapprochant ainsi

les valeurs de ces deux Especes l'une de l'autre, nous fait regagner, comme on le voit, non seulement tout le désavantage dans lequel nous étions au par avant, tant avec la Hollande qu'avec l'Angleterre; il nous remet encore avec ces deux nations, dans l'avantage considerable qu'on vient de voir, & cela en diminuant la valeur numeraire de l'Espece réformée de 8 pour cent, & augmentant la non-réformée. Le marc d'argent en œuvre valoit 75 livres, & il n'en vaut plus que 69. celui des nonréformées valoit 63 livres, & il en vaut 68. Cet avantage n'est donc dû qu'au rapprochement de la valeur de ces Especes, & au besoin qu'ont les Etrangers de nos denrées, arts & fabriques.

ANNE'E

A N N E E 1724.

Pendant le mois de Janvier & les 10 premiers jours de Fevrier 1724 le Change sur Hollande fut de $39\frac{3}{4}$ à $39\frac{1}{8}$. C'étoit $2\frac{17}{100}$ à $2\frac{4}{100}$ den. au dessus du pair, & à notre profit de $5\frac{77}{100}$ à $5\frac{44}{100}$ pour cent.

Le Change sur l'Angleterre pendant le même tems fut de $22\frac{3}{4}$ à $22\frac{1}{8}$. C'étoit $1\frac{16}{100}$ à $1\frac{47}{100}$ den. sterlins au dessus du pair, & à notre profit de $7\frac{16}{100}$ à $6\frac{93}{100}$ pour cent.

2. Diminution.

Voilà l'Etat avantageux dans lequel étoit le change & par consequent notre Commerce avec ces deux Nations, lorsque par Arrêt du Conseil du 4 Fe-

Tome II.

H

170 *Réflexions politiques*
vrier, enregistré & publié le 11,
le Louis d'or de $37\frac{1}{2}$ au marc
fut réduit de 27 à 24 livres,
& l'Ecu de 10 au marc de 6
livres 18 sols à 6 livres 3 sols;
ce qui faisoit une diminution
de $10\frac{20}{11}$ ou $\frac{87}{100}$ pour cent sur l'or,
& de $10\frac{87}{100}$ pour cent sur l'ar-
gent.

Après cette diminution, le
pair de l'Ecu de Change étoit
sur Hollande $41\frac{73}{100}$ argent de
Banque & sur Londres $23\frac{78}{100}$.

Le 15 Fevrier le Change sur
Hollande étoit à $44\frac{1}{4}$ le 17 à
 $44\frac{7}{8}$, le 19 à 45. Et le 24 à
 $44\frac{7}{8}$, les 1, 10 & 25 Mars à
45: & le reste du mois à $44\frac{7}{8}$:
C'est-à-dire au dessus du pair
de $3\frac{27}{100}$ à $3\frac{14}{100}$ qui faisoient de
 $7\frac{81}{100}$ à $7\frac{52}{100}$ pour cent à no-
tre profit. Ainsi cet avantage,
au lieu de diminuer par cette di-
minution d'Espèces, a aug-

menté de plus de deux pour cent.

Le 15 Février le Change étoit sur Londres à $25 \frac{1}{2}$ le 19 à $25 \frac{3}{4}$ & 26: & pendant tout le mois de Mars à $25 \frac{3}{4}$. C'étoit $1 \frac{97}{100}$ à $2 \frac{22}{100}$ den. sterlins au dessus du pair, & à notre avantage de $8 \frac{28}{100}$ à $9 \frac{29}{100}$ pour cent, lequel avantage a aussi augmenté malgré cette diminution.

3. *Diminution.*

Par Arrêt du Conseil du 27 Mars enregistré & publié le 4 Avril ce même Louis d'or fut réduit de 24, à 20 livres: c'est $16 \frac{2}{3}$ pour cent; & ce même Ecu de 6 livres 3. sols fut réduit à 5. livres; c'est $18 \frac{7}{10}$ pour cent.

Après cette diminution le pair de notre Ecu de Change

H ij

172 *Reflexions politiques*
étoit sur Hollande à $51 \frac{87}{100}$ den.
argent de Banque, & sur Lon-
dres à $29 \frac{1}{4}$ den. sterlins.

Le Change sur Amsterdam
fut depuis le 7 Avril jusqu'au
20. Septembre de $54 \frac{1}{4}$ à $53 \frac{1}{4}$
c'est-à-dire au dessus du pair
de $2 \frac{38}{100}$ à $1 \frac{38}{100}$ den. & par
consequent à notre avantage
de $4 \frac{68}{100}$ à $2 \frac{66}{100}$ pour cent.

Pendant le même tems le
Change sur Londres fut de $30 \frac{3}{4}$
à $30 \frac{1}{2}$ deniers sterlins, c'étoit
au dessus du pair de $1 \frac{1}{2}$ à $1 \frac{1}{4}$
den. & à notre profit de $5 \frac{12}{100}$
à $4 \frac{27}{100}$ pour cent.

Cette diminution nous fait
donc perdre plus de 4 pour
cent de l'avantage où nous étions
après la précédente, tant avec
la Hollande qu'avec l'Angle-
terre,

4^e. *Diminution de 20. pour cent.*

Par autre Arrêt du Conseil du 22 Septembre publié le même jour, ces mêmes Louis furent réduits de 20 à 16 livres & les Ecus de 5 à 4 livres, ce qui réduit le marc d'or en œuvre à 600. livres & celui d'argent à 40. livres.

Après cette diminution, le pair étoit sur Hollande à $64 \frac{1}{2}$ den. de gros argent de Banque & sur l'Angleterre à $36 \frac{9}{16}$ den. sterlins.

Et par Edit enregistré & publié le 26 du même mois de Septembre, on ordonna une nouvelle fabrication d'Ecus à la taille de $10 \frac{3}{8}$ au marc, & par conséquent plus foibles en poids que les précédens de 10 au marc. Ces nouveaux Ecus de $10 \frac{3}{8}$ au

marc furent cependant aussi fixés à 4 livres ; ce qui porta le prix de l'argent Monnoyé à 41 livres 10 sols le marc, & faisoit une disproportion vicieuse entre la valeur des vieux Ecus de 10 au marc & celle des nouveaux de 10 $\frac{3}{8}$ au marc ; en ce que ceux-ci passant pour 4 livres, les autres valent réellement 4 liv. 3 sols piece, ces 3 sols de bon marché ont dû faire rechercher ces vieux Ecus & en occasionner le transport (a)

Le pair de ces nouveaux Ecus de Change étoit sur Amsterdam 62 $\frac{49}{100}$ & sur Londres 35 $\frac{2}{100}$. Ainsi voilà deux parités, l'une des anciens Ecus, & l'autre des nouveaux : c'est celle des anciens que nous allons suivre.

Le jour même de la publi-

(a) Voyez ce qui a été dit ci-devant à ce sujet chap. 1. art. 8. conséq. 4. pag. 204.

cation de cet Edit & quatre jours après cette 4. diminution de nos Monnoyes, le Change sur Amsterdam étoit à $67\frac{1}{2}$ à $\frac{3}{8}$. C'étoit $2\frac{75}{100}$ den. au dessus du pair, ou $4\frac{24}{100}$ pour cent, à notre avantage.

Le même jour 26 Septembre, le Change étoit sur Londres à 38 den. sterlins, c'étoit $1\frac{7}{16}$ den. au dessus du pair & $3\frac{23}{100}$ pour cent à notre profit: ainsi cet avantage diminue avec l'espece.

En Octobre le Change étoit sur Amsterdam à $66\frac{1}{4}$ c'étoit 2. den. au dessus du pair, ou 3 pour cent en notre faveur.

Sur Londres pendant le même mois il étoit à $37\frac{7}{8}$. C'étoit $1\frac{5}{16}$ den. sterlins au dessus du pair ou $3\frac{52}{100}$ pour cent à notre avantage.

On voit ici que cet avanta-

176 *Reflexions politiques*
ge diminuoit de jour en jour ,
à quoi contribueroient encore les
bruits qui se repandirent alors
d'une diminution prochaine.

Ces bruits dérangerent le
Commerce , & firent augmen-
ter les denrées , qui devoient
au contraire diminuer comme
l'espece , au point que la Cour
des Monnoyes par son Arrêt du
18 Octobre , *defendit de dire &
d'insinuer la diminution , à peine
de 1500 livres d'amende.*

En Novembre le Change sur
Amsterdam étoit à $65 \frac{1}{8}$ & $65 \frac{1}{2}$.
C'étoit au dessus du pair de
 $\frac{37 \frac{3}{4}}{100}$ den. ou de $\frac{37}{100}$ à $1 \frac{15}{100}$
pour cent en notre faveur.

Sur Londres il étoit de $37 \frac{1}{4}$
à $37 \frac{1}{2}$, au dessus du pair de $\frac{11 \frac{3}{4}}{16}$
den. sterlins , ou de $1 \frac{88}{100}$ à 2
 $\frac{3}{10}$ pour cent à notre profit.

Et en Decembre il fut sur
Hollande de $64 \frac{7}{8}$ à 64 den.

C'étoit $\frac{1}{8}$ au dessus du pair, faisant $\frac{34}{100}$ pour cent pour nous, & $\frac{3}{4}$ au dessous de ce même pair, faisant $1\frac{15}{100}$ pour cent contre nous.

Sur Londres il étoit en Décembre de $37\frac{1}{8}$ à 37 den. c'étoit $\frac{287}{100}$ deniers au dessus du pair, & de $1\frac{33}{100}$ à $1\frac{18}{100}$ pour cent à notre avantage.

Avant que de sortir de cette année 1724, remarquons que dans les diminutions d'espèces que l'on fit cette année, on aima mieux faire supporter au Roy une perte de 34 millions 828 mille 818 livres, que de les faire perdre à ceux de ses sujets entre les mains desquels ces espèces se seroient trouvées, si pour sauver cette perte au Roy, on avoit acquité de ses dettes arriérées. J'ignore par quel mo-

H v

tif le Ministère tint alors cette conduite.

Le Roy dans sa Declaration du 5 Juin 1725 pour la levée du Cinquantième dit page 4.
» Qu'il s'est trouvé chargé au
» par dessus des dépenses ordinaires, de l'acquitement de
» ce qui étoit arriéré des années précédentes, montant à
» plus de 40 millions, & de
» la perte que devoit causer
» dans ses caisses la nécessité
» indispensable des diminutions, qui par la réduction
» des especes lui avoit causé une
» perte réelle de *trente-quatre*
» *millions, huit cens vingt-huit*
» *mille, huit cent dix-huit li-*
» *vres*; que Sa Majesté l'a sup-
» portée avec d'autant plus de
» plaisir, qu'il n'étoit pas possible d'effacer totalement les

» idées d'une richesse fictive ,
» de remettre les affaires généra-
» les du Royaume & la fortune
» de des particuliers dans une
» situation véritable & certain-
» ne , & de procurer aux sujets
» la diminution des denrées &
» des marchandises, qu'en baif-
» sant le prix des Monnoyes.

Il semble qu'on auroit dû naturellement commencer par acquitter les dettes arriérées , afin de sauver cette perte immense au Roy: mais par un Principe de politique qu'il ne me sied pas d'approfondir , on aima mieux la faire supporter à Sa Majesté qu'à ses sujets , sur lesquels elle avoit levé , par les différens surhaussemens , par les remarques , & autres mutations de Monnoyes faites depuis le commencement de 1716 jusques à la fin du mois d'Août 1723 ,

H vj

un benefice de trois cent cinquante-trois millions , cinq cent trente-deux mille livres , suivant la même Declaration pages 2 & 3.

On ne nous dit point quels fonds, ou quelle somme le Roy avoit dans ses caisses : plusieurs personnes m'ont assuré qu'il y avoit un Arrêt qui declaroit les fonds qui étoient dans les coffres du Roy à la mort du Regent : Mais il ne m'a pas été possible de le trouver. Au reste connoissant la perte faite sur ces trois diminutions & les réductions des especes, les calculs suivans vont nous montrer avec précision , non seulement la somme qu'avoit le Roy lors de la premiere diminution , de la seconde , & de la troisième , mais encore les pertes particulieres à chaque diminution ,

S C A V O I R.

La I. du 4 Février [a] { Sur l'or à .. 10, $\frac{87}{100}$ } la perte commune est 10, $\frac{87}{100}$ de 100
 Sur l'argent 10, $\frac{87}{100}$

La II. du 4 Avril [b] { Sur l'or 16, $\frac{66}{100}$ } 17, $\frac{68}{100}$
 Sur l'argent 18, $\frac{20}{100}$ }
 35, $\frac{100}{100}$

La III. du 22 7bre [c] est de 20.

Par la I. 100 est réduit à 89, $\frac{13}{100}$ puisque la perte est 10, $\frac{87}{100}$
 Par la II. 89, $\frac{13}{100}$ 71, $\frac{45}{100}$ 17, $\frac{68}{100}$
 Et par la III. 71, $\frac{45}{100}$ 51, $\frac{45}{100}$ 20

[a] Pag. 170. [b] Pag. 171. [c] Pag. 173.

En faisant évanouir les Rompus on aura 10000 est réduit à 8913 Par la perte de 1087;
 8913 à 7145 1768.
 7145 à 5145 2000.

La perte totale est donc représentée par 4855.
 Ce qui me donne ces analogies & la perte faite à chaque diminution.

4855. 34,828,818 :: 1087. 7,797,924. l. 17. 0. l. diminution.
 4855. 34,828,818 :: 1768. 12,683,285. 6. 4. II.
 4855. 34,828,818 :: 2000. 14,347,607. 16. 6. III.

La somme des pertes particulières est égale. _____
 A la perte totale, ce qui prouve les Calculs 34,828,817. 19. 10.

Pour les rompus négligez 2.
 Nous decouvrons les sommes qu'il falloit avoir en caisse lors de chaque diminu-
 tion, par la solution de ces trois autres analogies que voici routes résolues.

Pertes à chaq. dimin. *Ce qui étoit en caisse.*
 Iere. 1087. 10000 :: 7,797,924. l. 17. f. o. d. 71,738,039. l. 1. l. 11. d.
 II. 1768. 8913 :: 12,683,285. 6. 4. 63,940,114. 5. 4.
 III. 2000. 7145 :: 14,347,607. 16. 6. 51,256,828. 18. 2.

Il reste de ces Calculs, que pour avoir perdu 34,813,818 livres sur ces trois diminutions, il falloit avoir en caisse lors de la *Première* 71,738,039. l. 1. f. 11. d.

Et avoir perdu 7,797,924. 17.

Le reste est ce qu'il falloit avoir à la *Seconde* . . . 63,940,114. 4. 11.
Qui ont perdu 12,683,285. 6. 4.

Le reste est ce qu'il falloit avoir à la *Troisième*, . . 51,256,828. 18. 7.
On y a perdu 14,347,607. 16. 6.

Partant il a dû rester après la 3. diminution . . . 36,909,221. 2. 1.
La perte est de 14,828,817. 19. 10.

Total égal au premier fonds de caisse, . . . 71,738,039. 1. 11.

Preuve incontestable que le Calcul est bon.

sur les Finances.

Cette égalité est une preuve de la justesse de ces calculs , desquels il résulte que le Roy avoit dans ses caisses lors de la première diminution , un fonds de 71 millions 738 mille 39 livres , & que les diminutions passées , il ne lui est resté que la somme de 36 millions , 909 mille , 221 livres.

Effets des diminutions d'Espèces.

Outre la perte que fait le Roy sur ces diminutions , elles détruisent l'industrie , elles encherissent la main d'œuvre , elles affoiblissent le prix des denrées , & augmentent la valeur des dettes ; ce qui ruine les Négocians & la plus grande partie des Manufactures : d'où il s'ensuit une suspension de Commerce qui expulse les ouvriers ,

sur les Finances. 185
 & qui cause à l'Etat un préjudice notable, dont les Etrangers savent très-bien profiter : ils se sont emparés de plusieurs Branches de Commerce, qu'ils n'auroient jamais eues sans de pareilles circonstances.

A N N E E 1725.

Pendant cette année le cours des Changes fut

	Sur Hollande.	Sur Londres.
En Janvier	64 d. à 64 d.	37 $\frac{1}{4}$ à 37 $\frac{1}{4}$
En Fevrier	65 $\frac{1}{2}$ à 66 $\frac{1}{2}$	37 $\frac{1}{2}$ à 37 $\frac{1}{2}$
En Mars	65 $\frac{5}{8}$ à 66 $\frac{1}{2}$	37 $\frac{5}{8}$ à 38 $\frac{1}{2}$
En Avril	68 à 67 $\frac{5}{8}$	39 à 38 $\frac{3}{4}$
En May	67 $\frac{3}{4}$ à 68	38 $\frac{3}{4}$ à 39
En Juin	67 $\frac{7}{8}$ à 68	39 à 39 $\frac{1}{2}$
En Juillet	68 $\frac{1}{4}$ à 68	39 $\frac{1}{8}$ à 39 $\frac{1}{8}$
En Août	68 à 67 $\frac{1}{4}$	39 à 38 $\frac{1}{2}$
En Septembre ..	67 $\frac{1}{2}$ à 67	38 $\frac{3}{4}$ à 38 $\frac{3}{4}$
En Octobre	67 $\frac{1}{2}$ à 67	38 $\frac{3}{4}$ à 38 $\frac{3}{4}$
En Novembre ..	67 $\frac{1}{2}$ à 67	38 $\frac{1}{2}$ à 38 $\frac{1}{2}$
En Decembre ..	67 $\frac{3}{8}$ à 67	38 $\frac{1}{4}$ à 38 $\frac{1}{4}$

Le cours de ces Changes nous montre au premier coup

d'œil, que pendant le mois de Janvier seulement il a été au dessous du pair avec la Hollande, de $\frac{3}{4}$ den. de gros, ou de $1 \frac{15}{100}$ pour cent à notre perte, & que pendant tout le reste de l'année il a surpassé ce pair de $\frac{3}{4}$ à $1 \frac{1}{4}$, $1 \frac{3}{4}$, $2 \frac{7}{8}$ & $4 \frac{1}{8}$ den. Ce qui fait voir que malgré ces fortes diminutions d'especes, nous avons repris l'avantage du Commerce sur cette nation de $1 \frac{15}{100}$ à $1 \frac{93}{100}$, $2 \frac{70}{100}$, $4 \frac{30}{100}$ & $6 \frac{36}{100}$ pour cent.

Ce même cours des Changes nous fait voir que pendant toute l'année il nous a été avantageux avec l'Angleterre de $\frac{11}{16}$, $1 \frac{3}{16}$, $1 \frac{15}{16}$, $2 \frac{7}{16}$, & $2 \frac{15}{16}$ den. Sterlins, qui font $1 \frac{88}{100}$, $3 \frac{24}{100}$, $5 \frac{29}{100}$, $6 \frac{66}{100}$ & 8 pour cent.

A N N E E 1726.

5. *Diminution de $12 \frac{1}{2}$ pour cent.*

Par Arrêt du Conseil du 4

Decembre 1725: le Louis d'or de 16 livres, est reduit à 14. livres, & les Ecus de 10 & de 10 $\frac{3}{8}$ au marc de 4 à 3. livres 10. sols piece au premier Janvier de cette année 1726.

Cette diminution porta le pair de l'Ecu de Change sur Hollande à 74 $\frac{1}{10}$ den. de gros argent de Banque & sur Londres à 41 $\frac{78}{100}$ den. Sterlins.

Pendant le present mois de Janvier 1726 le change sur Amsterdam fut de 72 $\frac{1}{2}$ à 71 $\frac{1}{4}$, c'étoit 1 $\frac{60}{100}$ à 2 $\frac{85}{100}$ den. au dessous du pair & à notre perte de 2 $\frac{14}{100}$ à 3 $\frac{84}{100}$ pour cent.

Sur Londres ce Change fut de 42 à 40 $\frac{1}{4}$, c'étoit $\frac{23}{100}$ au dessus du pair ou $\frac{12}{100}$ pour cent à notre profit & 1 $\frac{1}{100}$ den. au dessous de ce même pair, ou 2 $\frac{46}{100}$ à notre désavantage.

La stabilité où avoient été nos Monnoyes pendant l'année 1725

188 *Réflexions politiques*

nous avoit remis dans un avantage avec la Hollande de $1 \frac{15}{100}$ à $6 \frac{36}{100}$ pour cent : nous voilà dans une perte de $2 \frac{14}{100}$ à $3 \frac{84}{100}$ aussi pour cent ; ce qui fait une différence à notre préjudice de $3 \frac{29}{100}$ à $10 \frac{20}{100}$ pour cent , dont la commune différence est $6 \frac{149}{200}$ pour cent.

De même avec l'Angleterre notre avantage étoit de $1 \frac{8}{100}$ 8 pour cent : nous sommes en défaut avec cette Nation de $2 \frac{46}{100}$ aussi pour cent. La différence à notre préjudice est donc de $4 \frac{34}{100}$ à $10 \frac{46}{100}$ pour cent dont la différence commune est $7 \frac{40}{100}$ pour cent.

Ainsi l'on peut dire que cette diminution, & encore plus le bruit qui se repandit alors d'une refonte générale & d'une augmentation de la valeur numéraire de ces especes , nous fit perdre 6 à 7 pour cent.

*Diminution de l'une & }
augmentation de l'autre.*

2. *Diminution*

3. *Diminution*

4. *Diminution*

5. *Diminution, fruit de }
refonte & d'augmentation.*

Avant l'Edit du mois d'Août

Du 20 Août au dernier de Dec

En Janvier & 10 premiers jours

18 Jours de Février & tout Mars

Du 4 Avril à la fin de Septembre

Le 26 Septembre

En Octobre

En Novembre

En Decembre

En Janvier 1725

Onze derniers mois 1725

En Janvier 1726

Avantages & désavantages communs pris entre
les plus hauts & les plus bas.
C'est pour chaque mois

ât - 3
le, Dec 101
s jours Fe
our M. rs
Septem re

1725

is entre

6. *Diminution de 14 $\frac{2}{3}$ pour cent.*

Le même Arrêt du 4 Decembre 1725, réduit encore au premier Février 1726, ce même Louis d'or de 14 à 12. livres & ces mêmes Ecus de 10 & de 10 $\frac{2}{3}$ au marc de 3. livres 10 sols à 3. livres. Il fixe le marc d'or fin à 481. livres 1. sols 1. den. & celui d'argent fin à 33. livres 6. sols: celui des anciens Ecus à 30. livres 10. sols 6. den. Ce qui fait une sixième diminution sur ces espèces. On verra son effet dans l'article suivant. Nous allons terminer celui-cy par une recapitulation des avantages & des désavantages de notre commerce, depuis le commencement du mois d'Août 1723, jusques à la fin du présent mois Janvier 1726. *

* C'est ici que doit être le tableau cotté pag. 189.

Ce Tableau nous montre d'abord, qu'avant l'Edit du mois d'Août 1723, nous étions dans un désavantage avec la Hollande de $5 \frac{85}{100}$ à $7 \frac{00}{100}$ pour cent, & avec l'Angleterre de $3 \frac{5}{100}$ à $1 \frac{98}{100}$ aussi pour cent. Ce désavantage étoit causé par la trop grande difference qui se trouvoit alors entre le prix des anciennes Especes non reformées, & celui des mêmes Especes reformées; mais on voit aussi qu'aussi-tôt que cet Edit eût rapproché ces valeurs numéraires l'une de l'autre, en haussant celle des non reformées, & en diminuant celle des reformées & des nouvelles, cette opération, qui étoit aussi sage qu'elle étoit nécessaire, nous fit regagner non seulement tout le désavantage dans lequel nous étions avec ces deux Nations; elle nous remit de plus dans un avantage de $6 \frac{41}{100}$

à $4\frac{44}{100}$ pour cent avec la Hollande, & de $8\frac{54}{100}$ à $6\frac{18}{100}$ aussi pour cent avec l'Angleterre ; ce qui faisoit tout d'un coup une différence à notre avantage de $12\frac{28}{100}$ à $5\frac{14}{100}$ pour cent avec la Hollande, dont la différence commune prise entre la plus haute & la plus basse, est de $8\frac{71}{100}$ pour cent. Et avec l'Angleterre cette différence en notre faveur étoit de $11\frac{39}{100}$ à $8\frac{16}{100}$, dont la commune prise de même entre la plus haute & la plus basse, étoit $9\frac{72}{100}$ pour cent ; ainsi on peut dire que cette opération nous valut plus de 8 à 9 pour cent, sur tout le commerce que nous faisions avec ces deux Nations.

Ce fait prouve invinciblement le désordre que caufoit & que causera toujours toute différence, quelle qu'elle soit, entre deux espèces exactement les

192 *Réflexions politiques*
mêmes, aussi bien que la nécessité de cette opération en pareil cas.

Cette recapitulation nous montre que pendant le mois de Janvier & les dix premiers jours de Fevrier 1724, notre avantage avec la Hollande étoit de $5 \frac{27}{100}$ à $5 \frac{44}{100}$ pour cent & avec l'Angleterre de $7 \frac{36}{100}$ à $6 \frac{93}{100}$ aussi pour cent. Cet avantage, au lieu de diminuer par la diminution publiée le 11 Février, augmenta de plus de 2 pour cent avec la Hollande, puisque pendant le reste du mois de Février & tout le mois de Mars, notre avantage avec cet Etat étoit de $7 \frac{87}{100}$ à $7 \frac{52}{100}$ pour cent, & avec l'Angleterre cet avantage augmenta aussi de 1 à 2 pour cent.

On voit de même par ce Tableau, que la diminution du 4 Avril nous fit perdre plus de
3 à 4

3 à 4 pour cent de cet avantage avec la Hollande, & 3 à 5 pour cent aussi avec l'Angleterre, puisqu'après cette diminution notre avantage n'étoit plus que de $4\frac{58}{100}$ à $2\frac{66}{100}$ pour cent avec la Hollande, & de $5\frac{12}{100}$ à $4\frac{27}{100}$ aussi pour cent avec l'Angleterre.

Ce même Tableau nous montre encore que la 4. diminution du 22 Septembre 1724. nous fit perdre peu à peu l'avantage que nous avions sur la Hollande; enforte que pendant le mois de Decembre 1724 & Janvier 1725, nous étions en défaut avec cet Etat de $1\frac{15}{100}$ pour cent. Cette diminution ne nous mit pas en défaut avec l'Angleterre; mais elle fit baisser notre avantage de plus de 3 pour cent, puisqu'au mois de Decembre 1724: il n'étoit plus que

de $1 \frac{53}{100}$ à $1 \frac{19}{100}$ pour cent & au mois de Janvier 1725: cet avantage remonta à $1 \frac{88}{100}$ pour cent.

Pendant les onze derniers mois de 1725 que nos Monnoyes furent tranquilles, notre avantage augmenta de $1 \frac{88}{100}$ à 8. pour cent avec l'Angleterre & avec la Hollande de $1 \frac{15}{100}$ à $6 \frac{36}{100}$ pour cent.

Mais la tranquillité de nos Monnoyes & les avantages de notre Commerce furent traversés par la diminution annoncée sur ces mêmes especes, par l'Arrêt du Conseil du quatre Decembre 1725, pour le premier Janvier 1726, & encore plus par le bruit qui se repandit alors d'une refonte générale de nos Monnoyes, & d'une augmentation de leur valeur numeraire: ces circonstances facheuses nous firent tomber de l'état avantageux dans lequel

nous étions, dans un désavantage avec la Hollande de $2 \frac{14}{100}$ à $3 \frac{84}{100}$ pour cent, & avec l'Angleterre de $2 \frac{46}{100}$ aussi pour cent; de sorte que le seul bruit de refonte & d'augmentation d'especes fit une difference sur notre Commerce à notre préjudice de $6 \frac{1}{4}$ pour cent avec l'un, & de $7 \frac{3}{4}$ aussi pour cent avec l'autre.

Cependant nous voyons par cette recapitulation que depuis le 20 Août 1723, jusqu'à la fin du mois de Janvier 1726, tems pendant lequel il y a eu sur nos especes cinq fortes diminutions, elles ont réduit le marc d'or monnoyé de 1100 livres à 525 livres, ce qui fait $47 \frac{8}{11}$ pour cent, & le marc d'argent aussi monnoyé de 75 à 35 livres, ce qui fait $46 \frac{2}{3}$ pour cent. Notre avantage commun pris entre le plus haut &

le plus bas, y est représenté avec la Hollande par $34 \frac{11}{100}$ & notre désavantage aussi commun, pris de même entre le plus haut & le plus bas, par $5 \frac{29}{100}$. Ainsi notre avantage est à notre désavantage avec cette Nation comme $6 \frac{52}{100}$ est à 1.

Er avec l'Angleterre notre avantage commun pendant le même tems est représenté par $46 \frac{71}{100}$ & notre désavantage par $2 \frac{46}{100}$; ainsi notre avantage est à notre désavantage avec cet Etat, comme $18 \frac{86}{100}$ est à 1.

Ce sont des preuves bien sensibles, que malgré ces forces & ces frequentes diminutions d'especes, ces deux Nations ont plus tiré de nous qu'elles ne nous ont fourni, & par consequent que nos denrées, arts & fabriques ont baissé de prix comme les especes de valeur.

Il n'est donc pas généralement
vray de dire, *que si nous bais-*
sons nos Monnoyes pour les met-
tre sur l'ancien pied, les Etran-
gers, sur tout les Hollandois maî-
tres du Commerce de l'Europe &
par consequent des Changes, les
tiendront bas pour attirer nos es-
peces chez eux. On voit ici la
preuve du contraire par l'ex-
perience même.

Cette objection n'est pas de
notre Auteur : mais elle se trou-
ve ici détruite en passant, aussi
bien que celle cy. Les Mon-
noyes étant basses, les Etrangers
ne viennent plus acheter de nos
denrées & elles nous demeurent
en pure perte. Il est clair que
ceux qui parlent ainsi, font en-
core une objection évidemment
mal fondée, puisqu'on vient
de voir que malgré cinq di-
minutions consecutives, les

Etrangers n'ont pas cessé d'enlever de nos Denrées, & même en plus grande quantité qu'après une augmentation d'espèces: mais supposons pour un moment, que les faits proposés dans ces deux objections soient généralement vrais, voyons qu'elle en peut être la cause.

Il est certain, que si après une ou plusieurs diminutions de nos Monnoyes, l'Etranger peut avoir la même quantité de nos Denrées pour le même poids d'or & d'argent qu'il donnoit auparavant, le debit en sera toujours le même. Si par exemple nos Louis d'or de 24. livres étoient réduits à 20 livres & que pour ce même Louis d'or on donne à l'Etranger la même quantité de Denrées qu'on lui donnoit auparavant, il achètera toujours également; mais

si après une diminution on veut la lui faire payer 24 livres comme auparavant , il n'en voudra point & il aura raison. On voit donc bien clairement que le remede à ce mal est en nos mains. Notre cupidité mal entendue en est la seule cause. Nous n'avons qu'à nous relâcher, l'ordre sera établi comme auparavant.

Ces faits sont entierement opposez aux objections que l'on fait contre les diminutions d'especes , & aux raisons que l'on donne en faveur de leur surhaussement : ils y repondent même d'une façon qui paroît laisser peu de replique ; ce qui semble nous montrer que l'espece basse n'est pas un si grand obstacle à notre Commerce que l'Espece haute , puisqu'il fut dans un état avantageux à la

fin de 1715 après onze diminutions qui avoient réduit le marc de notre argent de 40 à 28 livres, (4) & pendant toute l'année 1725 & Janvier 1726 après cinq diminutions qui ont réduit le marc d'argent de 75 à 35 livres. Cet avantage dans l'un & l'autre temps, dura tant que nos Monnoyes restèrent tranquilles. Mais cela ne veut pas dire que les diminutions nous soient avantageuses: nous avons déjà dit ci-devant art. 5. pag. 184 & suiv. & nous le repeterons ici mot à mot, qu'elles détruisent l'industrie, qu'elles encherissent la main d'œuvre, qu'elles affoiblissent le prix des marchandises & augmentent la valeur des dettes; ce qui ruine

[4] Voyez ci-devant en ce Chapitre art. 4. pag. 91. & suiv. & la recapitulation page 118. & suiv.

les Négocians & la plus grande partie des manufactures ; d'où il s'ensuit une suspension de Commerce , qui expulse les ouvriers , & qui cause à l'Etat un préjudice notable. (*a*) Les Etrangers en savent profiter ; ils se sont emparez de plusieurs branches du Commerce , qu'ils n'auroient jamais eues sans de pareilles circonstances. D'ailleurs le Roy a perdu sur les diminutions de 1724. *trente-quatre millions , huit cent vingt-huit mille , cent dix-huit livres* (*b*) comme on l'a vû ci-devant page 178. Belle suite des surhaussemens de Monnoyes !

[*a*] Voyez ce qui est dit ci-devant chap. 1. art. 6. page 123 & suiv. Et à la fin du 4. art. de ce chap. pag. 141 & suiv.

[*b*] Suivant la Declaration du 5. Juin 1725. pour la levée du Cinquantième pag. 4. dont le passage est rapporté ci-devant pag. 178 & suiv.

ARTICLE VI.

On l'on continue à examiner les influences des variations des Monnoyes sur le Change, depuis le premier Février 1726 jusqu'à la fin de l'année 1734.

ONZE DERNIERS MOIS 1726.

ON a vû ci-devant à la fin de l'Article précédent page 188. que la sixième diminution indiquée par l'Arrêt du 4 Décembre 1725. pour le premier Février suivant, réduit le Louis d'or de 14 à 12 livres & les Ecus de 3. livres 10. sols à 3. livres &c.

Pendant le mois de Février 1726 & les suivans, le pair sur Amsterdam de l'Ecu de 10 au marc devenu Ecu de Chan-

sur les Finances. 203

ge, étoit $86 \frac{45}{100}$ den. argent de Banque, & pour celui de $10 \frac{3}{8}$ au marc à $83 \frac{32}{100}$ den. aussi argent de Banque.

Le Pair sur Londres de l'Ecu de 10 au marc étoit à $48 \frac{1}{4}$ den. Sterlins, & de l'Ecu de $10 \frac{3}{8}$ au marc il étoit 47 den. Sterlins. Mais avant de parler du Change, il est à propos de dire deux mots de l'Edit du mois de Janvier 1726: enregistré & publié le 4. Février.

REFONTE GENERALE & première augmentation des vieilles especes.

Par l'Edit du mois de Janvier, enregistré & publié le 4 Février 1726 on ordonne une refonte générale de toutes nos Monnoyes, & qu'il sera fabriqué de nouveaux Louis d'or à

22. Karats, à la taille de 30 au marc, au remède de 15 grains par Marc pour le poids & de $\frac{12}{32}$ pour le fin, suivant la Déclaration du 12 Février present mois, lesquels Louis furent fixés à 20 livres chacun.

Et des Ecus à 11. den. de fin, à la taille de $8\frac{3}{10}$ au marc au remède de 36 grains par marc pour le poids, & de 3 grains pour le fin, lesquels Ecus furent fixés à 5 livres pièces.

Le marc d'or fin fixé à 536 livres 14 sols 6 den. & celui d'argent fin à 37 livres 1 sols 9 den. le marc des vieux Louis d'or à 492 livres, & celui des vieux Ecus à 34 livres.

L'Article 7 de cet Edit veut, que les Louis d'or de $37\frac{1}{2}$ au marc & les Ecus de 10 & de $10\frac{3}{8}$ au marc, continuent d'avoir cours dans le Commerce depuis

*le premier Fevrier jusqu'au dernier
Avril de la même année 1726
les Louis sur le pied de 12 li-
vres & les Ecus pour 3 livres,
en attendant qu'il y ait assez de
nouvelles especes fabriquées.*

Le Louis d'or de $37\frac{1}{2}$ au
marc étant fixé à 12 livres, le
marc d'or en œuvre valoit par
consequent 450. l.

Les Ecus de 10. au marc à
3. livres le marc d'argent en
œuvre valoit 30. livres; cy. . . . 30.

La proportion entre l'or &
l'argent en œuvre étoit donc 15.
alors.

Mais les Ecus de 10 $\frac{3}{8}$ au marc
valent aussi 3 livres chacun, .
leur marc faisoit 31. livres 2.
sols 6. den. cy. 31. l. 2. 6.

La proportion entre l'or &
l'argent suivant le prix de ces
derniers Ecus n'étoit plus que
de 14 $\frac{38}{81}$.

Le marc des vieux Louis d'or
étant fixé à 492 livres & celui
des vieux Ecus à 34 livres, la

206. *Réflexions politiques*
 proportion entre ces deux métaux est $14\frac{8}{17}$ & l'augmentation sur l'or est de $9\frac{1}{4}$ pour cent, celle sur l'argent est de $13\frac{1}{3}$ pour cent, sur les Ecus de 10 au marc, & de $9\frac{59}{249}$ pour cent sur ceux de $10\frac{1}{8}$ au marc. Voilà ce qui concerne les vieilles especes, voici ce qui regarde les nouvelles.

2. *Augmentation de la valeur numéraire de l'or & de l'argent.*

Les 30 Louis au marc à 20 livres chacun font 600 livres pour le marc d'or en œuvre; cy . . 600.

Les $8\frac{3}{10}$ Ecus taillés au marc à 5. livres l'un, font pour le marc d'argent en œuvre 41. 10.

Suivant ces prix, la proportion entre ces deux métaux étoit $14\frac{38}{83}$ & l'augmentation de la valeur numéraire, étoit d'un tiers en sus, ou de $33\frac{1}{3}$ pour cent

sur l'or & sur l'argent, en partant du premier prix de 450 livres le marc d'or en œuvre & de $31\frac{1}{8}$ livres, celui d'argent, comme le veut la 6^e diminution du premier Février: & si on part d'après l'augmentation dont on vient de parler, de 492 livres le marc d'or & 34 livres celui d'argent, l'augmentation numéraire ne sera plus que de $21\frac{19}{20}$ pour cent sur l'or, & de $22\frac{1}{17}$ pour cent sur l'argent.

Nous voilà dans le même état où nous étions après la fabrication des Ecus de $10\frac{3}{8}$ au marc, ordonnée par Arrêt du 26 Septembre 1724 (4); car ces nouveaux Ecus de $8\frac{3}{10}$ au marc ne sont pas plus chers à 5 livres que ne l'étoient ceux de $10\frac{3}{8}$ au marc à 4 livres, puisque dans l'un & dans l'au-

(4) Voyez cy-devant page 173. & suiv.

tre cas, la valeur numéraire du marc de ces Ecus est toujours 41 liv. 10 sols; l'Ecu de Change de 3 livres est le même par conséquent: cela étant, la parité sera aussi la même de 62 $\frac{49}{100}$ den. sur Amsterdam, & de 35 $\frac{24}{100}$ den. Sterlins sur Londres: Mais il n'y avoit pas encore de nouvelles especes dans le public; les vieux Ecus de 10 & de 10 $\frac{1}{8}$ au marc passaient dans le Commerce pour 3 livres jusqu'au dernier Avril, suivant l'article 7 de cet Edit de Janvier; & ces mêmes Ecus étoient reçus & payés dans les Hôtels des Monnoyes à 34 livres le marc: c'étoit recevoir le même Ecu de 10 au marc sur le pied de 3 livres 8 sols, & celui de 10 $\frac{1}{8}$ au marc à 3 livres 5 sols 6 $\frac{1}{2}$ den. Les nouvelles especes qu'on alloit fa-

briquer , étoient encore plus foibles , puisque leur valeur numéraire étoit plus haute ; ainsi cette opération fit l'effet d'une seconde augmentation.

Ces mouvemens differens dans nos especes donnerent au Change un si rude coup , qu'on ne savoit ce qu'on devoit risquer & entreprendre. Ils firent craindre à l'Etranger de nouvelles revolutions sur cette mesure : il cessa tout d'un coup de remettre son fond en France ; il chercha même à degager son Commerce & son bien d'un país , où l'argent , dont le prix doit être stable , est dans une si continuelle agitation. Le François au contraire lui envoya son argent : l'Etranger le lui remettoit par un retour plus avantageux , que s'il l'eût porté aux Hôtels des Monnoyes.

Il est aisé de concevoir; qu'en de pareilles circonstances les bourses se ferment, le Commerce se ralentit, l'Etranger qui ne fait sur quoi compter, cesse de tirer nos denrées, arts & fabriques pendant un tems, & la France qui tire toujours de celles de l'Etranger, n'a plus de compensation à faire. Pour les payer, elle ne trouve plus de lettres de Change : alors le transport de notre argent est inévitable, & nos vieilles & bonnes especes passent nécessairement chez l'Etranger ; ce qui fait baisser le Change au dessous du pair, & par conséquent au désavantage de la Nation.

On a vû ci-devant au commencement de cet article page 102 & 103. que le pair de l'Ecu de 10 au marc, devenu Ecu de

Change de 3 livres, est sur Amsterdam $86 \frac{45}{100}$ den. argent de Banque & celui de l'Ecu de 10 $\frac{3}{4}$ au marc ayant la même valeur est $83 \frac{32}{100}$.

Le pair du premier de ces Ecus sur Londres est $48 \frac{1}{4}$ den. Sterlins & celui du second 47 den. Sterlins.

Or le 7 Février 1726, sept jours après la diminution & trois jours après la publication de l'Edit de Janvier, le Change sur Amsterdam étoit à 71 den. de gros. C'étoit $15 \frac{45}{100}$ d. au dessous du pair $86 \frac{45}{100}$ & $12 \frac{32}{100}$ den. au dessous du pair $83 \frac{32}{100}$; ce qui faisoit à notre désavantage 17 $\frac{87}{100}$ pour cent dans le premier cas, & 14 $\frac{79}{100}$ pour cent dans le second cas. Le désavantage commun entre ces deux désavantages est 16 $\frac{65}{100}$ pour cent.

Le 11 Février ce Change

212 *Reflexions politiques*

remonta à $80\frac{1}{8}$; le 23 il étoit à $79\frac{3}{4}$ & $\frac{1}{2}$; il retomba le même jour à $73\frac{1}{2}$ en tirant sur Amsterdam à deux usances: car les négocians furent si étourdis qu'il n'y eut point de cours réglé sur cette place pendant quelques jours, personne n'osant rien hasarder. Ce Change fut donc le même jour 11 & 13 Février de $6\frac{20}{100}$ à $12\frac{95}{100}$ den. au dessous du pair $86\frac{45}{100}$ ce qui faisoit $7\frac{17}{100}$ à $17\frac{15}{100}$ pour cent à notre perte, dont la perte commune étoit $12\frac{16}{100}$ pour cent & $3\frac{7}{100}$ à $7\frac{82}{100}$ deniers au dessous du pair $83\frac{32}{100}$ de l'Ecu de 10 $\frac{3}{8}$ au marc faisant $3\frac{68}{100}$ à $9\frac{18}{100}$ pour cent contre nous, dont la perte commune est $6\frac{51}{100}$ pour cent. Notre désavantage commun pendant ce mois, pris entre le plus haut & le plus bas de ceux cy dessus, est

sur les Finances. 213

donc de 9 $\frac{17}{100}$ à 10 $\frac{44}{100}$ pour cent.

Les 19 & 23 Février le Change sur Londres étoit 43 $\frac{1}{4}$ à 45 $\frac{1}{4}$ & $\frac{1}{2}$. Il tomba le même jour 23 à 41 $\frac{1}{4}$. C'étoit 5 $\frac{1}{2}$, 3 & 7 den. Sterlins au dessous du pair 48 $\frac{1}{4}$ de l'Ecu de 10 au marc faisant 11 $\frac{28}{100}$, 6 $\frac{15}{100}$ & 14 $\frac{35}{100}$ pour cent contre nous dont la perte commune est 10 $\frac{59}{100}$ aussi pour cent & 3 $\frac{1}{4}$, 1 $\frac{1}{4}$ & 5 $\frac{1}{4}$ deniers Sterlins au dessous du pair 47 des Ecus de 10 $\frac{3}{8}$ au marc, ce qui faisoit 7 $\frac{97}{100}$, 2 $\frac{66}{100}$ & 11 $\frac{17}{100}$ pour cent à notre désavantage, dont la perte commune étoit 7 $\frac{26}{100}$ pour cent, & notre désavantage commun pendant ce mois est de 4 $\frac{81}{100}$ à 12 $\frac{152}{100}$ pour cent.

La différence du prix des anciennes especes à celui des nouvelles qui étoit de 33 $\frac{1}{3}$ pour

cent , en partant du cours que donne à ces anciennes especes l'article 7 de cet Edit , ou de 22 pour cent en partant du prix auquel on les recevoit aux Hôtels des Monnoyes suivant le même Edit. Cette difference nous presente la perte que faisoit le public , ou le particulier qui portoit ses vieilles especes aux Hôtels des Monnoyes ; il ne doit pas paroître extraordinaire que ce particulier se serve de tous les moyens qu'il croira capables de lui sauver cette perte , ou du moins une bonne partie. On ne voit que trop , que ni les peines ni les menaces ne peuvent l'en empêcher ; il arrive même que l'Etranger qui y trouve son compte , comme on l'a vû cy devant , indique au François les expédiens dont il doit se servir. Ce der-

nier lui fait passer ces vieilles especes & matieres d'or & d'argent, & l'Etranger lui fait un retour en lettres de Change, ou en marchandises d'une valeur plus forte que celle qu'on lui auroit donnée en France en nouvelles especes de 8, de 10, de 12 &c. pour cent, selon que le Change est plus ou moins favorable à l'Etranger.

Pour me faire entendre, je suppose que Pierre avoit 3750. Louis d'or de $37\frac{1}{2}$ au marc, & qu'ils étoient droits de poids: ils pesoient, par consequent 100 marcs, qui, à raison de 492 livres chacun, suivant l'article 3 de l'Edit du mois de Janvier, font 49200 livres que Pierre recevra en portant les 3750 Louis d'or aux Hôtels des Monnoyes: cette somme lui sera payée en 2460 Louis d'or neufs, lesquels à 20 livres l'un, font

216 *Reflexions politiques*

de même 49200 livres; & supposés aussi droits de poids, à 30 au marc, ils pèsent 82 marcs; il est donc clair que par le poids, Pierre perd réellement 18 marcs de 100. Le marc de ces nouveaux Louis d'or valant 600 livres, celui des anciens plus fins de $\frac{2}{3}$ par marc devroit valoir davantage; mais en le suposant au même prix, Pierre perdra 10800: livres, qui font 21 $\frac{95}{100}$ pour cent, c'est-à-dire près de 22 pour cent.

Si Pierre fait

passer en Hollande ses 3750.

Louis d'or de 12

L. faisant 45000

livres, le pair de

ces vieilles es-

peces étant 86

$\frac{45}{100}$ argent de

Banque, il y re-

C A L C U L

Pour la remise.

$$51. = 86\frac{2}{100}$$

$$48 d. = 1 fl.$$

$$x fl. = 45000 l.$$

$$\underline{20} \quad 1729$$

$$250$$

$$75$$

$$\underline{4x = 129675}$$

$$x = 32418\frac{3}{4}$$

cevrà

sur les Finances. 217

cevra une somme de 32418 $\frac{1}{4}$ florins argent de Banque, lesquels remis sur Paris sur le pied du pair en nouvelles especes qui étoit 62 $\frac{1}{2}$, y auroient produit,	RETOUR A PARIS
	1 fl. = 40 den.
	62 $\frac{1}{2}$ d. = 3 liv.
	x l. = 32418 $\frac{3}{4}$ fl.
	125 2
	4 129675
	2 8
	25 4
	8 25935
	5187
	x = 62,244 l.

62244 liv. Pierre n'auroit reçu à la Monnoye que 49200 livres, la difference auroit été de 13044 livres qui font 26 $\frac{51}{100}$ pour cent au profit de Pierre: mais de ce profit, qui n'est en pas un, puisque c'est ce qui auroit dû réellement revenir à Pierre, l'Etranger en a quelque chose; pour cela le retour des 32418 $\frac{1}{4}$ florins se fait au cours du Change d'Amsterdam sur Paris, qui étoit le 23 Février à 71, suivant le-

Tome II.

K

quel Pierre reçoit à Paris 54792 $\frac{1}{4}$ livres : c'est 5592 $\frac{1}{4}$ livres de plus qu'il n'auroit reçu aux Monnoyes, ou 11 $\frac{36}{100}$ pour cent. Ainsi l'Etranger profite de 5207 $\frac{1}{4}$ livres ou de 10 $\frac{8}{100}$ pour cent sur le François. C'est une perte réelle pour l'Etat & pour le particulier : mais n'aime t-on pas mieux perdre deux pistolles que d'en perdre quatre ? Les deux de sauvées paroissent un bénéfice sans en être un.

Ce fait nous montre donc évidemment, qu'en voulant trop gagner sur nos refontes, ou fabrications de Monnoyes, ou autres opérations sur elles, nous fermons les portes du Royaume aux especes & aux matieres d'or & d'argent, afin qu'elles n'y entrent pas, & le Roy, à qui on veut procurer des secours par ce moyen, pri-

ve ses Sujets de l'abondance de ces métaux. Sa Majesté se prive elle-même de son droit de seigneurage, lequel étant médiocre lui produiroit infiniment davantage, que ne font toutes ces empirances ruineuses, parce qu'il en entreroit beaucoup plus dans le Royaume qu'il n'y en entre : c'est un fait certain.

Dans un cas semblable à celui-ci, que fait le Négociant éclairé & habile, qui attend un vaisseau, par exemple, dans lequel il y a, par supposition, 2000 marcs d'or fin ? Il examine quel est l'Etat de l'Europe où l'on donne le plus de ce métal, & il y fait passer son vaisseau. Supposons que ce soit en Hollande, voyons ce qui en résultera.

Le marc d'or fin vaut tou-

K ij

220 *Réflexions politiques*
 jours en Hollande, suivant les
 Loix de cet Etat, 355 & 356
 florins. Or 2000. marcs d'or à
 355 florins chacun, y valent
 710,000 florins, lesquels re-
 mis à Paris sur le pied du pair
 62½ den. de gros pour chacun
 de nos Ecus de Change de 3
 livres, nouvelles especes, y pro-
 duiront une somme de . . . 1,363,200. liv.

Si ce Négociant eût fait
 arriver son Vaisseau en Fran-
 ce, les 2000 marcs d'or lui
 auroient été payez 536 liv.
 14 s. 6 den. chacun, com-
 me le veut cet Edit de Jan-
 vier; ce qui lui auroit pro-
 duit 1,073,450.

La différence est donc au
 profit du Négociant de . . . 289,750. liv.
 ou de $26\frac{99}{100}$ pour cent.

Et si le retour sur Paris se
 fait au cours du Change 71,
 le Négociant y recevra . . . 1,200,000. liv.
 Aux Monnoyes il n'auroit
 reçu que 1,073,450. liv.

La différence est encore
 au profit du Négociant de 126,550. liv.
 ou de $11\frac{78}{100}$ pour cent.

Cette différence n'est-elle pas encore assez considerable pour réveiller son attention ? Si en France on eût payé, à 2 ou 3 pour cent près, autant de ce métal, qu'on en paye chez les voisins, ce Négociant y auroit fait venir ces matieres, & le Roy à 3 pour cent y auroit trouvé plus de 40 mille livres pour son droit de Seigneuriage, & de cette autre façon Sa Majesté n'a pas un sol de profit.

Cet attrait, comme on le voit, est assez puissant pour exciter la cupidité éclairée de nos voisins, & pour inviter nos Négocians qui entendent le Change, & qui ont des correspondances avec les Hollandois & autres Etrangers, à leur faire passer non seulement les vieilles Especes & matieres d'or & d'argent.

qu'ils ont à eux , mais encore toutes celles qu'ils pourront ramasser , afin d'y gagner cette différence considérable. Si notre Négociant ne le fait pas , les Juifs ou les Etrangers le font : e'est encore pis pour l'Etat.

Le Gouvernement sentit très-bien que le passage de nos anciennes Especes étoit inévitable, & qu'il falloit sacrifier une partie du bénéfice qu'on faisoit sur cette nouvelle fabrication de monnoye , non seulement pour soutenir ce Change , mais aussi pour le faire remonter , afin d'empêcher la sortie de nos vieilles Especes. Pour cet effet, on remit des fonds à M. le Chevalier Bernard , avec ordre d'en faire passer en pays Etranger , & de fournir des Lettres à perte pour le Roy à tous ceux

qui en demanderoient , mais en grosses sommes , le plus qu'il seroit possible , c'est-à-dire qu'il ne fournissoit des Lettres que de 8 , de 10 , de 12 , de 15 , de 20 & de 30 mille florins sur la Hollande , afin de les rendre plus difficiles à négocier , & qu'il n'y eût que ceux qui avoient réellement besoin de fonds chez l'Etranger qui pussent en prendre , éloignant par-là tous ces petits Négocians qui auroient pû prendre des Lettres de plus petites sommes , dans la vûe d'y profiter en le négociant sur la place.

M. le Chevalier Bernard à force d'argent empêcha le Change de tomber au dessous du pair 62½ argent de Banque sur Amsterdam , en nouvelles especes , & de 35¼ sur Londres , où il auroit peut-être tombé sans son

opération. Il le soutint pendant les mois de Mars & d'Avril à $73\frac{46}{8}$ 74 & $75\frac{1}{4}$. Il le fit même remonter pendant les vingt-cinq premiers jours du mois de May à $75\frac{1}{2}$ & $\frac{3}{4}$. C'étoit depuis $12\frac{95}{100}$, à $10\frac{70}{100}$ deniers au dessous du pair $86\frac{45}{100}$ des Ecus de 10 au marc, ou de $14\frac{98}{100}$ à $12\frac{37}{100}$ pour cent à notre perte. C'étoit depuis $9\frac{82}{100}$ à $7\frac{57}{100}$ den. au dessous du pair $83\frac{32}{100}$ des Ecus de $10\frac{3}{8}$ au marc, ou de $11\frac{28}{100}$ à $9\frac{8}{100}$ pour cent contre nous. Et encore $2\frac{79}{100}$ à $\frac{54}{100}$ den. au dessous du pair de ces mêmes anciens Ecus reçus aux Monnoyes à 34 liv. le marc, qui étoit $76\frac{29}{100}$ argent de Banque: ce qui faisoit de $3\frac{66}{100}$ à $\frac{70}{100}$ pour cent à notre désavantage.

Voilà trois paritez différentes, dont la Commune est $82\frac{2}{100}$ ar-

gent de Banque. Et trois différens désavantages, dont le commun pris entre le plus haut & le plus bas, est de $10\frac{14}{100}$ à $7\frac{38}{100}$ pour cent ; sur lequel on peut tabler.

Ce Change $73\frac{4.6.7.}{4}$, 74 & $75\frac{1}{4}$ à $75\frac{1}{2}$ & $\frac{3}{4}$ deniers, étoit au dessus du pair $62\frac{1}{2}$ de l'Ecu de Change des nouvelles Especes. Mais on vient de voir qu'il étoit au dessous des trois paritez des anciennes Especes, qui rouloient encore dans le Commerce, & sur lesquelles le Change se régloit : c'est une preuve invincible, que malgré l'opération de M. Bernard, elles passoient encore dans le Pays Etranger ; car l'effet du Change bas est d'opérer la sortie de l'Especes ; ainsi on peut dire que cette opération ne fit pas rapprocher le Change de la parité commu-

ne $82\frac{2}{100}$ argent de Banque ;
 pas même de la moindre $76\frac{29}{100}$,
 & encore moins remonter à
 $80\frac{1}{4}$ où il étoit le onze Février.
 Tout ce qu'il fit n'empêcha donc
 pas le billonneur de profiter du
 bénéfice évident qu'il trouvoit
 à faire passer nos vieilles Espe-
 ces & matieres d'or & d'argent
 en Pays Etranger. Il diminua
 seulement ce bénéfice , en sou-
 tenant le Change au-delà de ce
 qu'il auroit été naturellement.

Sur Londres le Change étoit
 le 13 Mars à $42\frac{1}{4}$, les 3 & 9
 Avril à $41\frac{3}{4}$, le 16 à 43. Et du
 premier au 24 May il fut de
 $42\frac{7}{8}$ à 43. C'étoit depuis 7 den.
 jusqu'à $5\frac{3}{4}$ den. Sterlins au des-
 sous du pair $48\frac{3}{4}$ des Ecús de
 10 au marc , ou de $14\frac{34}{100}$ à $11\frac{79}{100}$
 pour cent à notre perte. C'é-
 toit de $5\frac{1}{4}$ à 4 den. Sterlins au
 dessous du pair 47 des Ecus de

10 $\frac{1}{8}$ au marc , ou de 11 $\frac{17}{100}$ à 8 $\frac{51}{100}$ pour cent contre nous , & encore 1 $\frac{1}{4}$ den. Sterlins ou 3 pour cent au deffous du pair 43 de ces mêmes anciens Écus reçus aux Monnoyes à 34 livres le marc.

Voilà auffi trois paritez différentes , dont la commune, est 46 $\frac{1}{4}$, & trois différens désavantages , dont le commun pris entre le plus haut & le plus bas, est de 9 $\frac{1}{2}$ à 7 $\frac{39}{100}$ pour cent , sur lequel on peut tabler.

L'Operation du Chevalier Bernard étoit donc insuffisante, puisqu'en effet elle laissoit encore aux Billonneurs un bénéfice de plus de 6 pour cent , à faire passer nos vieilles Especes & matières en Hollande, plutôt que de les porter aux Hôtels des Monnoyes. En voici la preuve.

228 *Reflexions politiques*

Les 3750 Louis d'or de Pierre y produisent $32418\frac{3}{4}$ florins, comme on l'a vû ci-devant , (a) lesquels remis sur Paris au cours commun de ce Change , qui est environ 74. Pierre y touchera 52571 liv.

Il n'auroit reçu aux Hôtels des Monnoyes que la somme de 49200 liv.

Il gagne donc encore 3371 liv.

qui font $6\frac{85}{100}$ pour cent. Ce bénéfice est encore trop considérable pour ne pas inviter le Billonneur à prendre ce parti : ainsi l'opération de M. Bernard fut insuffisante pour empêcher ce désordre en total. Pour la rendre efficace il auroit fallu faire monter le Change au pair de ces mêmes vieilles Eſpeces qui étoit $86\frac{45}{100}$, $83\frac{32}{100}$ & $76\frac{29}{100}$. Alors n'y ayant aucun bénéfice , & même de la perte à faire passer nos Eſpeces & matieres en Pays

(a) Pag. 216.

Etrangers , elles auroient resté chez nous : mais cette opération auroit peut-être absorbé tout le profit que Sa Majesté se proposoit de faire sur cette refonte générale ; ce qui montre qu'il auroit bien mieux valu ne la point faire , & chercher ailleurs les secours dont le Roy avoit besoin.

Les faits dont on vient de parler , n'ont besoin d'aucunes autorités : cependant on est tenté de rapporter ici ce que dit Bouterouë , à la page 9 de ses *Recherches sur les Monnoyes*. L'Auteur de l'*Essay Politique sur le Commerce* le cite , ainsi il ne pourra pas le récuser. Voici ses termes. *Toutes les manieres d'affoiblir les Monnoyes sont injustes, si elles ne produisent que le profit particulier du Prince , ou si elles n'ont pour fondement l'utilité pu-*

230 *Reflexions politiques*

*blique , ou une nécessité très-pres-
sante de secourir l'Etat par ce seul
remède, qu'il ne faut jamais tenter
qu'à l'extrémité , & après avoir
épuisé tous les autres , à cause que
les suites en sont très-dangereuses,
& que les ruines qui en peuvent
arriver , sont presque toujours ir-
réparables ; comme le transport &
la fonte des bonnes Espèces , l'en-
cherissement de toutes choses , l'a-
pauvrissement des particuliers , la
diminution des revenus qui se
payent en foible monnoye , & quel-
quefois la cessation du Commerce .*

TROISIÈME AUGMENTATION
des Espèces , d'un cinquième
en sus.

Enfin aussi-tôt que les nouvel-
les Espèces succédèrent aux
vieilles , & en firent cesser le
cours , on s'apperçut du désor-

dre qu'avoit causé l'Edit du mois de Janvier 1726. Et ce fut dans la vûe d'y remédier que l'on surhauffa d'un cinquième la valeur numéraire de ces Especes, par l'Arrêt du Conseil du 26 May suivant, registré & publié le 27. dans lequel on dit, *que par le changement des circonstances, la valeur numeraire de 41 livres 10 sols, à laquelle les Especes étoient fixées par ledit Edit n'étoit pas suffisante pour la circulation; ce qui causoit une rareté d'argent également nuisible à tous les Sujets du Roy & au Commerce; en sorte que pour rétablir toutes choses dans leur juste proportion, il étoit nécessaire de surhausser la valeur des Especes ayant cours à présent: & à l'égard des anciennes Especes & matieres d'or & d'argent, comme au moyen de ce surhaussement Sa Majesté*

6 livres ou 120 sols , ou deux Ecus de Change : L'Ecu de Change n'est donc plus que la moitié de l'Ecu de $8\frac{2}{10}$ au marc. Il en étoit les $\frac{3}{5}$, c'est-à-dire , qu'il valoit $\frac{6}{10}$, & qu'il n'en vaut plus que 5 : il a donc perdu $\frac{1}{5}$ de sa valeur.

De même le pair de cet Ecu étoit $62\frac{49}{100}$ den. de gros sur Hollande, il ne sera plus que $51\frac{62}{100}$ à 52 ; car il est baissé aussi d'un fixième ou de $10\frac{61}{100}$. Le Change auroit dû suivre cette proportion , si d'autres causes ne l'en avoient détourné. Cependant à la publication de cet Arrêt il tomba tout d'un coup le 31 May de $75\frac{3}{4}$ à $59\frac{1}{2}$; c'est-à-dire , de $16\frac{1}{4}$. S'il eût suivi le rapport du surhaussement , il n'auroit dû baisser que de $12\frac{5}{7}$: il a baissé de $16\frac{2}{3}$; donc il y a déjà ici une perte réelle pour la France

234 *Reflexions politiques*

de $3\frac{5}{8}$ den. de gros sur chacun
de nos. Ecus de Change : c'est
 $6\frac{26}{100}$ pour cent.

Il est clair que cette perte ne
peut être causée que par ce sur-
haussement de Monnoye ; ainsi
il fait tort à notre Commerce
de $6\frac{26}{100}$ pour cent. Effet prodigieux
qui diminue d'autant plus
l'effet produit par l'opération de
M. Bernard , qu'il continuoît
toujours à donner ou à fournir
des Lettres ; mais ce surhausse-
ment comme on le voit , l'em-
porta sur son opération.

C'eût été bien pis encore ,
si cet Arrêt en haussant de 20
pour cent les nouvelles Especes
n'avoit pas haussé les anciennes
de 30 pour cent , & par-là rap-
proché leur prix de celui des
nouvelles de 10 pour cent : il
fixe le marc de ces anciennes
à 44 livres , qui n'étoit qu'à 34.

mais il ne les hausse pas assez, car il laisse encore entre leur prix 44, & celui des nouvelles 49 livres 16 sols, une différence de $13\frac{2}{11}$ pour cent, qui est trop considérable pour ne pas causer encore du désordre.

A ce prix de 44 liv. le marc, le pair de notre Ecu de Change est sur Hollande de $58\frac{95}{100}$ à 59 deniers de gros, & sur Londres de $33\frac{21}{100}$ den. Sterlins.

Le 31 May le Change tomba de $75\frac{3}{4}$ à $59\frac{1}{2}$. C'étoit $\frac{1}{2}$ deniers de gros au dessus du pair, ou $\frac{84}{100}$ pour cent à notre avantage.

Sur Londres il étoit à $33\frac{1}{2}$ den. Sterlins; c'étoit $\frac{27}{100}$ den. au dessus du pair, ou $\frac{81}{100}$ pour cent en notre faveur.

Du premier au 18 Juin, le Change sur Amsterdam roula de $57\frac{1}{2}$ à 57 deniers de gros, c'étoit $1\frac{45}{100}$ à $1\frac{95}{100}$ den. au des-

236 *Réflexions politiques*
sous du pair $58\frac{25}{100}$ argent de
Banque, ou $2\frac{46}{100}$ pour cent à
notre perte.

Le 17 Juin le Change sur Lon-
dres étoit à 33 den. Sterlins ;
c'étoit $\frac{23}{100}$ de deniers au dessous
du pair, $\frac{69}{100}$ pour cent contre
nous.

Notre désavantage avec la
Hollande étoit plus grand qu'a-
vec l'Angleterre : ce qui nous
montre que nos Espèces pas-
soient toujours en Hollande,
& cela parce que leur prix étoit
encore trop éloigné de celui des
nouvelles. Ces choses sont arri-
vées ci-devant en 1709, 1710,
1711, 1712, 1716, notre mon-
noye étant forte. Avant l'Edit
du mois d'Août 1723, & à pré-
sent que nos Monnoyes sont
beaucoup plus foibles ou plus
hautes ; ces choses sont donc
arrivées l'Espece basse, & l'Es-

peccé haute : ce qui nous prouve qu'il n'y a pas plus de raison ni d'avantage à favoriser le débiteur en la haussant, qu'il n'y en a à favoriser le créancier en la diminuant, puisque ces deux cas sont sujets aux mêmes inconveniens.

En cet état si Pierre faisoit passer ses 3750 Louis d'or en Hollande, & que leur produit 32418 $\frac{3}{4}$ florins lui soit remis à Paris au cours du Change 57, il y recevra en Especes surhaussées 68250 livres ; & aux Hôtels des Monnoyes ses 100 marcs de vieux Louis lui auroient été payez 637 livres 10 sols chacun, ce qui lui auroit fait une somme de 63750 liv. Il gagne donc encore 4500 livres, ou 7 pour cent, sans compter les risques du transport contre les loix, que l'on évalue à 3 pour

cent, en faveur de celui qui l'entreprend.

C'est donc à cette différence de l'argent vieux à l'argent nouveau, qu'il faut attribuer la rareté de l'argent, & non pas à l'insuffisance de la valeur numéraire de 41 liv. 10 sols, à laquelle les *Especies* étoient fixées par l'Edit de Janvier, comme le porte l'Arrêt du 26 May (a).

Le défaut de circulation ne venoit que de la perte prodigieuse que faisoit le particulier en portant ses vieilles *Especies* aux Hôtels des Monnoyes, & comme beaucoup de gens aimoient mieux les cacher que d'essuyer cette perte considérable, ce défaut de confiance altéroit la circulation, & le Commerce par conséquent. Ces malheureux, qui seront toujours

(a) Dont le passage est rapporté ci-dessus, pag. 231.

les suites funestes de ces révolutions de Monnoyes.

Toute opération de surhaussement, ou de tout autre affoiblissement de monnoyes, est en elle-même injuste : celle que fait l'Arrêt du 26 May, est de faire valoir le Louis d'or de 30 au marc, 24 liv. au lieu de 20, & les Ecus de $8\frac{1}{10}$ au marc 6 liv. au lieu de 5 : ou ce qui est la même chose, la pièce de 5 sols, 6 sols ; c'est-à-dire que la pièce qui valoit 5 sols avant cet Arrêt, en vaut présentement 6. Que la valeur du sol est par conséquent réduite à $\frac{5}{6}$ de sol, ou à 10 deniers ; & qu'enfin tout créancier doit se contenter des cinq sixièmes de ce qui lui est dû. Voilà le débiteur favorisé comme le veut la maxime que donne l'Auteur de l'*Essay Politique sur le Commerce*, à la pag. 174 : mais outre les désordres

quel'on a vûs qui en résultoient, en est-elle plus équitable ?

Si quelqu'un avoit emprunté dix muids de vin de 120 pots chacun, & que par un Arrêt on réduisit le muid à cent pots, il s'acquitteroit en donnant dix de ces nouveaux muids, le Créancier recevroit à la vérité le même nombre de muids, mais il s'en faudroit un sixième qu'il ne reçût la même quantité de vin, puisqu'il n'en recevroit que 1000 pots au lieu de 1200 qu'il a prêtés; ainsi il ne reçoit que les $\frac{5}{6}$ de ce qui lui étoit dû. Il en est de même de la Monnoye. Ce n'est pas assez de recevoir le même nombre de Livres ou de sols qui ne sont que des noms imaginaires; il faut que ces Livres ou ces sols soient exactement les mêmes, afin de retirer la même quantité d'or &

& d'argent qu'on a prêtée en poids & en titre , autrement on y perd, & on est moins riche (a).

Voilà cependant l'opération que fait l'Arrêt de surhaussement dont il s'agit , & celle que feront tous ceux qui auront le même but. Cette opération favorise le débiteur , comme le veut la maxime de notre Auteur , à la page 174 de son Livre. On a montré ci-devant (b) qu'elle est contraire au droit de la nature & des gens , & aux Ordonnances de Philippe le Bel, de Philippe de Valois , du Roy Jean &c. sur lesquelles cependant il appuie sa maxime. Pour convaincre son Lecteur, il le renvoye au Traité des Monnoyes de Boute-

(a) Voyez ce qui est dit ci-devant Chap.
1. art. 7. application 1, 2 & 3.

[b] Chap. & art. premier.

rouë (a), afin d'y voir ces Ordonnances; mais Bouterouë ne parle que des Monnoyes de nos Roys de la premiere race; ses recherches finissent l'an 751 : il est vrai que dans ses observations page 152, il parle des Ordonnances de Philippe le Bel du mois de Juin 1317. & de celle de Philippe de Valois du 21 Juillet 1343 : mais il ne s'y agit que du transport de l'argent dont il n'est pas ici question : ainsi l'Auteur pouvoit supprimer cette citation ; car il n'y a rien dans Bouterouë qui favorise sa maxime. Il y est même contraire, comme on l'a vû ci-devant en cet article, pag. 229 & 230.

On conviendra sans doute que tout Proprietaire de terres, de rentes, de maisons &c. est dans le cas du Créancier, & que le Roy même s'y trou-

[a] Essay Politique, pag. 175.

ve aussi. Il est créancier de tous les Sujets pour tout son revenu ; ainsi il n'en recevra lui-même que les cinq sixièmes : ses intérêts deviennent donc les mêmes que ceux du particulier. Sa Majesté est même dans un cas moins favorable, en ce qu'elle fait des dépenses en Pays Etranger , qu'elle ne sçauroit acquitter que par le poids & le titre ; & comme elle en reçoit moins qu'elle n'en recevoit avant le surhaussement , elle y perd constamment à la longue , beaucoup plus qu'elle ne peut jamais y gagner , ainsi qu'on l'a prouvé ci-devant au Chapitre 1. Article 7 , première , seconde & troisième application : & encore Chap. 3. art. 4. pag. 133 & suiv. jusqu'à la fin de l'Article.

Il est vrai que le Roy , comme le particulier , peut payer

ceux auxquels il doit en France sur le pied du surhaussement , & par-là satisfaire aux obligations contractées sur la foi publique ; mais pour les engagements futurs , on aura égard à la valeur de l'argent ; les denrées hausseront de prix , quoique ce ne soit peut-être pas d'abord à proportion de l'argent : ainsi l'avantage que l'on peut retirer d'une maxime si extraordinaire , nous paroît infiniment au dessous du dommage que Sa Majesté même , & le commerce de tout le Royaume en souffrent. *Thomas Mun* , Auteur Anglois , dit dans son *Trésor du Commerce* , chap. 8. pag. 89. que si nous changeons le prix de nos Monnoyes , il faut aussi qu'à proportion le prix de nos terres & de nos marchandises s'augmente ou se diminue ; Et quoi-

qu'on ne s'apperçoive pas au commencement du tort que cela nous fait , cependant la suite ne nous le fait que trop voir à nos dépens.

Il est certain que le surhaussement de nos Monnoyes porté par l'Arrêt du 26 May 1726. fit un tort très - considérable à notre commerce. L'Arrêt du Conseil d'Etat du 15 Juin suivant convient qu'il fit fermer les bourses & ralentir le Commerce. Pour le ranimer par une circulation plus abondante des Especes , il ne parut pas de moyen plus convenable pour y parvenir , que de rapprocher le prix des Especes décriées , de celui fixé pour les nouvelles , en abandonnant la portion la plus considérable du bénéfice de la fabrication. Ce sont les termes de cet Arrêt , par lequel on fixe le prix du marc d'or fin à 740 liv. 9 s.

246 *Réflexions politiques*

1 den. & celui d'argent fin à 51 liv. 3. f. 3 den. celui des anciens Louis à 678 liv. 15 f. & celui des anciens Ecus à 46 liv. 18 f. Cet Arrêt fut enregistré & publié le 18 Juin 1726.

Avant cet Arrêt, la différence entre les anciennes & les nouvelles Eſpeces, étoit de l'or ancien à l'or nouveau de $14\frac{1}{2}$ pour cent, & de l'argent ancien à l'argent nouveau de $13\frac{18}{100}$ pour cent. Cet Arrêt rapproche effectivement le prix des anciennes de celui des nouvelles, puisqu'entr'elles il ne laisse plus qu'une différence de $6\frac{7}{100}$ pour cent de l'or ancien à l'or nouveau, & de 7 pour cent de l'argent ancien à l'argent nouveau.

En fixant le marc des anciens Ecus à 46 livres 18 f. il réduit le pair de leur Ecu de Change

à $55 \frac{32}{100}$ den. de gros argent de Banque sur Hollande , & à $31 \frac{20}{100}$ den. sterlins sur Londres.

Cet Arrêt ne laisse plus au Particulier , qui pouvoit encore avoir des vieilles Especes & des matieres , qu'un bénéfice de $\frac{55}{100}$ pour cent à les faire passer en Hollande , au lieu de les porter aux Hôtels des Monnoyes. Ce bénéfice n'est pas assez considérable pour courir les risques de ce transport : Mais cet Arrêt venu trop tard ne fit pas revenir les Especes qui avoient passé chez l'Etranger , & qui y passeront toujours inmanquablement , toutes les fois qu'on laissera entre le prix des anciennes Especes , & celui des nouvelles , une difference trop grande.

Notre Commerce avoit un

248 *Reflexions politiques*
très-grand besoin de cette opération ; car il étoit en 1726 dans un état déplorable ; il s'en ressentoit encore au commencement de 1727 , si l'on en veut croire le Mémoire que fit imprimer un Particulier en 1733. pour sa justification. * Voici les termes. *L'argent ne circuloit plus , le crédit étoit ruiné , les Lettres de Change & les Billets des meilleurs Commerçans perdoient sur la place jusqu'à 12 pour cent ; les gens d'affaires les plus accréditez ne trouvoient de l'argent qu'à 15 pour cent. L'usurier exigeoit deux pour cent par mois sur de bons nantissemens ; les Actions de la Compagnie des Indes ne se vendoient que 670 liv. & les Contrats sur la Ville perdoient 80 pour cent. Le discrédit qui régnoit alors , provenoit*

* Daveziés.

encore des banqueroutes qui s'étoient faites tant en France que dans les Pays Etrangers , & ce discrédit affoiblit les valeurs, les facultez , les ressources , le commerce , la consommation, & les revenus de l'Etat.

Voilà des faits qui ne sont ignorez de personne , & dont les causes ne peuvent être attribuées qu'aux mutations de Monnoyes , & à la grande difference que l'on mit d'abord entre la valeur des anciennes & celle des nouvelles Especes , parce que cette difference de prix qui formoit la perte du Public , occasionna le transport de ces anciennes Especes en Pays Etranger , ce qui altera la circulation au point que toutes les bourses étant fermées , le Commerce tomba considérablement. Celui qui doutera de ces faits en trou-

250 *Reflexions politiques*

vera la preuve dans l'Arrêt du 15 Juin déjà cité : il y verra que tout le mal venoit de cette difference de prix. Cet Arrêt étoit le remède à ce mal ; mais ce remède vint trop tard , le mal étoit fait ; & la confiance perdue , on ne la recouvre pas aisément.

Après de si funestes expériences , on demande si ces surhaussemens , ou ces affoiblissmens de Monnoyes , nous sont aussi avantageux qu'on le pense , & s'il ne résulte pas de ce qui est rapporté ci-devant & des effets que produisent sur notre Commerce les diminutions & les augmentations d'Espèces , que de tous les affoiblissmens qui peuvent se faire sur les Monnoyes , le surhaussement est le plus dangereux. Pour être convaincu de ce fait , voyez ce-

lui que rapporte le Blanc en les *Prolegomenes*, Chap. 4. pagg. 26 & 27. Il fait bien voir de quel préjudice ces affoibliffemens de Monnoyes font à un Etat, le fait dont il parle arriva sous le règne de Philippe le Bel.

Le même jour 18 Juin 1726, le Change de Paris sur Amsterdam étoit à 57 den. de gros: c'étoit $1 \frac{95}{100}$ den. au dessous du pair, ou $3 \frac{42}{100}$ pour cent à notre perte.

Celui sur Londres étoit à 33 den. sterlins, c'étoit $\frac{23}{100}$ au dessous du pair, ou $\frac{69}{100}$ pour cent à notre perte.

Pendant le reste du mois & même de toute l'année, le Change sur Hollande roula de 59 à $58 \frac{6.4.3.2 \& 1}{8}$ & 58 deniers de gros, c'étoit au dessus du pair $55 \frac{32}{100}$ den. de gros argent de

252 *Réflexions politiques*

Banque , depuis $3 \frac{86}{100}$ jusqu'à $2 \frac{68}{100}$ den. ou de $6 \frac{67}{100}$ à $4 \frac{84}{100}$ pour cent à l'avantage de notre Commerce.

Sur Londres le Change fut le même tems de $33 \frac{1}{8}$ à 33 . deniers Sterlins , c'étoit au dessus du Pair $31 \frac{20}{100}$ de $2 \frac{42}{100}$ à $1 \frac{20}{100}$ den. faisant $7 \frac{75}{100}$ à $5 \frac{76}{100}$ pour cent en notre faveur.

En nouvelles especes , le pair sur Hollande étoit $51 \frac{88}{100}$ den. de gros argent de Banque , le Change par consequent étoit au dessus de $7 \frac{12}{100}$ à $6 \frac{12}{100}$ den. de gros ou de $13 \frac{72}{100}$ à $11 \frac{29}{100}$ pour cent à notre avantage.

Sur Londres le pair en nouvelles especes est $29 \frac{36}{100}$ den. Sterlins , le Change étoit donc au dessus de $4 \frac{26}{100}$ à $3 \frac{64}{100}$ den. ce qui faisoit $14 \frac{50}{100}$ à $12 \frac{39}{100}$ pour cent à notre profit.

Ces choses nous montrent

l'excellent effet que produisit cet Arrêt du 15 Juin, en rapprochant le prix des anciennes especes de celui des nouvelles. Il nous fit regagner le désavantage dans lequel nous étions avec la Hollande de $2 \frac{46}{100}$ à $3 \frac{42}{100}$ pour cent & avec l'Angleterre de $\frac{69}{100}$ à $\frac{69}{100}$ aussi pour cent, & de plus, l'avantage considerable dans lequel on vient de voir qu'il nous remit avec ces deux nations, lequel avantage est avec la Hollande en anciennes especes de $6 \frac{67}{100}$ à $4 \frac{84}{100}$ pour cent, & avec l'Angleterre de $7 \frac{75}{100}$ à $5 \frac{76}{100}$ pour cent; ce qui fait par consequent une difference en notre faveur de $9 \frac{1}{8}$ à $8 \frac{1}{4}$ pour cent avec la Hollande, & de $8 \frac{44}{100}$ à $6 \frac{45}{100}$ aussi pour cent avec l'Angleterre. Cette difference est bien plus considerable en nouvelles especes.

Cet avantage considerable que nous presente le cours du Change , frapera sans doute l'auteur de *l'essai politique sur le Commerce* , & on ne doute pas même qu'il ne dise que cet effet fortifie son sisteme & que nous travaillons pour lui , parce qu'il l'attribuera au surhaussement des especes dont les valeurs numériques sont en effet très-hautes , puisque le marc des anciennes est à 46 livres 18 sols & celui des nouvelles à 49 livres 16 sols ; mais on lui repondra , & on peut même lui prouver , que la cause de cet avantage n'est due qu'au rapprochement du prix de ces anciennes especes de celui des nouvelles , porté par cet Arrêt du 15 Juin , & à la confiance dans laquelle on étoit que de long-tems il n'y auroit de mutation

dans nos Monnoyes. S'il doute de cette verité, qu'il prenne la peine de revoir ce qui a été dit cy-devant dans une semblable circonstance lors de la Declaration du Roy du 24 Octobre 1711 (a) laquelle, comme cet Arrêt du 15 Juin, haussant le prix des anciennes especes de 32 livres 10 sols où il étoit à 37 livres 8 sols le marc pour le rapprocher de celui des nouvelles qui étoit à 40 livres, nous mit tout d'un coup dans un avantage avec la Hollande de $3 \frac{32}{100}$ à $2 \frac{25}{100}$ pour cent. Cependant avant cette Declaration nous étions en défaut avec cette Nation de $3 \frac{48}{100}$ à 10 pour cent, ainsi la difference fut en notre faveur de $6 \frac{70}{100}$ à $12 \frac{25}{100}$ pour cent (b).

(a) Et encore cy après pag. 261 & suivantes.

(b) Voyez ci-devant année 1711 pag. 41. & suiv.

Cette Declaration nous mit aussi dans un avantage de plus de 7 pour cent avec l'Angleterre & de près de 16 pour cent en nouvelles especes.

Cependant l'espece ancienne étoit alors plus basse ou plus forte de $20\frac{13}{30}$ pour cent que l'espece ancienne d'à present, & la nouvelle espece de ce tems-là étoit plus forte aussi de $19\frac{12}{25}$ pour cent que la nouvelle de ce tems-cy. La difference que laissa cette Déclaration entre le prix des anciennes 37. livres 8 sols & celui des nouvelles 40, étoit de 52 sols. Et celle que laisse cet Arrêt du 15 Juin entre le prix des anciennes 46 livres 18 sols & celui des nouvelles 49 livres 16 sols est 58 sols : elles sont donc à 6 sols près par marc les mêmes. D'où il est naturel de con-

elure , que si dans une espece forte ou basse, & dans un cas pareil , nous avons ressenti un avantage encore plus considerable que nous ne le ressentons aujourd'huy dans une espece plus haute ou plus foible de plus de 20 pour cent , cet effet , ou cet avantage ne sauroit s'attribuer au surhaussement des especes. Il auroit été le même si on avoit baissé les nouvelles pour rapprocher leur prix de celui des anciennes ; on en a vû la preuve cy-devant , dans nos reflexions sur l'Edit du mois d'Août 1723.
(a) D'où il suit , que , soit que les especes soient hautes , soit qu'elles soient basses , notre Commerce reprend toujours le dessus aussi tôt que cesse la disproportion entre elles , & leurs

(a) Art. 5. pag. 164 & 166.

258 *Reflexions politiques*

mutations ; ce qui montre encore qu'il n'y a pas plus d'avantage n'y de raison pour hauffer la valeur numeraire des Monnoyes , que pour la diminuer , c'est-à-dire , à favoriser le debiteur plutôt que le creancier.

A N N E'E 1727.

Pendant les 6 premiers mois de 1727. le Change sur Hollande fut toujours de $58 \frac{1, 2 \& 3}{8}$ à $57 \frac{1}{4}$ den. de gros, c'étoit $3 \frac{5}{100}$ à $2 \frac{43}{100}$ den. au dessus du pair des especes anciennes , ou de $5 \frac{51}{100}$ à $4 \frac{39}{100}$ pour cent à notre avantage & en nouvelles especes : c'étoit de $6 \frac{49}{100}$ à $5 \frac{87}{100}$ den. au dessus du pair , ou de $12 \frac{50}{100}$ à $11 \frac{31}{100}$ pour cent en notre faveur.

Sur Londres le Change fut constamment de $33 \frac{1}{4}$ à $33 \frac{3}{8}$ den.

sur les Finances. 259

Sterlins: c'étoit $2 \frac{5}{100}$ à $2 \frac{12}{100}$ den. au dessus du pair $31 \frac{29}{100}$ des anciennes especes ou de $6 \frac{57}{100}$ à $6 \frac{95}{100}$ pour cent pour nous & $3 \frac{89}{100}$ à 4 den. au dessus du pair $29 \frac{36}{100}$ en nouvelles especes, ou de $13 \frac{1}{4}$ à $13 \frac{5}{8}$ pour cent à notre profit.

Pendant les six derniers mois 1727 le Change sur Hollande a roulé de $57 \frac{3}{4}$ à $56 \frac{7}{8}$ den. de gros, c'étoit de $2 \frac{43}{100}$ à $1 \frac{55}{100}$ den. au dessus du pair $55 \frac{32}{100}$ des anciennes especes, ou de $4 \frac{39}{100}$ à $2 \frac{80}{100}$ pour cent en notre faveur. Et en nouvelles especes c'étoit de $5 \frac{87}{100}$ à 5 den. au dessus du pair $51 \frac{88}{100}$ argent de Banque ou de $11 \frac{11}{100}$ à $9 \frac{63}{100}$ pour cent à notre avantage.

Sur Londres il a toujours été de $33 \frac{3}{8}$ à $33 \frac{1}{4}$ comme les 6 premiers mois de cette an-

260 *Reflexions politiques*
née ; ainsi l'avantage est exactement le même. *

Depuis le 15 Juin 1726 jusqu'à la fin de l'année 1734 , nos Monnoyes ont été stables & uniformes. Pendant ce tems le Change & par consequent le Commerce que nous avons fait avec la Hollande & avec l'Angleterre nous a toujours été avantageux. Preuve évidente que dès que nos Monnoyes sont uniformes & tranquilles , notre Commerce reprend la supériorité sur celui de nos voisins. On voit par l'Etat du cours des Changes que l'on vient de rapporter pour huit années & demie , que depuis le 15 Juin 1726 jusqu'à la fin de l'année 1734 , le Change commun de chacune de ces années pris entre le plus haut & le plus

* Voyez l'Etat du cours du change coté pag. 260.

Et

Du

Pe

Pe

Pe

Pe

Pe

Pe

Pe

Et pe

Ces n

Le P

C'est

sur les Finances. 261

bas est sur Hollande $56 \frac{54}{100}$ den. de gros : c'est $4 \frac{66}{100}$ den. au dessus du pair $51 \frac{88}{100}$ den. argent de Banque faisant $8 \frac{98}{100}$ pour cent à notre profit.

Et sur Londres ce Change commun est $32 \frac{66}{100}$ deniers Sterlins : c'est $3 \frac{30}{100}$ den. au dessus du pair $29 \frac{36}{100}$, ou $11 \frac{20}{100}$ pour cent en notre faveur.

On a déjà dit, & on le repete encore, que ce n'est point la haute valeur des Monnoyes qui occasionne cet avantage continu ; car le même avantage arriva pendant les années 1711 & 1712 les neuf premiers mois 1713, & encore au mois d'Octobre 1715 : aussi tôt que furent passées les onze diminutions qui furent faites sur nos especes en 1714 & en 1715, la dernière qui s'exécuta le premier Septembre 1715, redui-

fit le marc d'argent monnoyé à 28 livres : c'étoit une Monnoye forte, & très forte en comparaifon de notre Monnoye actuelle ; dont le marc vaut 49 livres 16 fols ; cependant cet avantage auroit duré en 1715, avec cette forte Monnoye, comme il dure ici avec cette foible efpece, fi l'Edit du mois de Decembre 1715, ne l'eût pas troublé & interrompu par une fabrication de nouvelles efpeces, & par une reforme des anciennes à 40 livres le marc qui n'étoit qu'à 28. Cette augmentation de leur valeur numéraire, laiffant entre le prix des non reformées, des reformées & des nouvelles, une difference de $23\frac{1}{3}$ pour cent, nous fit perdre non feulement tout l'avantage que nous avions fur ces deux Nations ; elle nous fit de plus retomber dans un déf-

avantage considerable , qui durera tant que subsista cette difference entre le prix de l'une & des autres , & qu'elle engagea le particulier , ou à cacher celles qui étoient le moins prisées , ou à les faire passer en Hollande.

Il n'est pas douteux que le même désavantage nous arriveroit aujourd'hui avec notre haute & foible Monnoye , si le Roy par un Edit faisoit ce que fit celui du mois de Decembre 1715 : ainsi la foiblesse ou la haute valeur numéraire de nos Monnoyes actuelles ne contribue point du tout à l'avantage dont nous jouissons depuis le 18 Juin 1726. Cet avantage n'est dû qu'au rapprochement du prix des anciennes especes , de celui des nouvelles , & à la tranquillité dans laquelle elles ont été de-

264 *Reflexions politiques*

puis ce tems: & comme il n'y a aucun de nos voisins qui ne reçoive beaucoup plus de nos denrées, Arts & Fabriques, que nous n'en recevons de lui, il est certain que toutes les fois que l'argent qui est la mesure de nos échanges reciproques, paroîtra stable aux negocians, soit qu'il soit haut, soit qu'il soit bas, notre Commerce prendra toujours la superiorité sur celui de nos voisins. Le Commerce Etranger ne prédomine donc sur le nôtre, que faute par nous de connoître nos avantages, & de nous en rendre les propriétaires. L'argent étant la mesure qui regle la valeur des biens échangés, on n'y doit pas plus toucher qu'aux autres mesures.

Pour nous convaincre de l'avantage que nous procure la
stabilité

stabilité & l'uniformité dans nos Monnoyes , supposons que suivant cet avantage commun, pris entre $8, \frac{28}{100}$ pour cent avec la Hollande & $11, \frac{24}{100}$ aussi pour cent avec l'Angleterre , qui est $10, \frac{4}{100}$ pour cent , la France fasse tous les ans un Commerce étranger de 150 millions de livres (comme le veut M. l'Abbé de Saint Pierre au lieu cité ci-devant , article 4 de ce Chapitre page 123) notre bénéfice annuel sur ce Commerce sera de 15 millions de livres & pour les huit années & demie sus-dittes 127,500,000 livres , que gagne la Nation par la stabilité dans ses Monnoyes. Si le Roy y avoit fait un ou deux changemens , la France seroit tombée en perte d'autant peut-être , & plus ; ce qui seroit une difference de 255 mil-

lions & peut-être plus pour la Nation. On demande si ces un ou deux changemens que le Roy auroit pu faire dans cette mesure , auroient pu lui procurer un avantage assez considerable pour le determiner à se servir d'un moyen si préjudiciable à ses sujets.

Si le Commerce que fait la France avec ses voisins passe 150 millions par an , son benefice passera aussi 15 millions , & si ce Commerce est moindre le benefice le sera aussi ; Mais que ce benefice soit plus fort ou qu'il soit plus foible , cela ne fait rien à ce que nous disons , puisqu'il est toujours certain , que depuis le 18 Juin 1726 , jusques au present mois de Février 1736. nous avons toujours eû l'avantage du Change sur la Hollande & sur l'An-

gleterre , & par consequent le Commerce que nous avons fait avec ces deux nations pendant tout ce tems , nous a été favorable & nous a produit un benefice considerable , puisque nous le trouvons de $8 \frac{98}{100}$ pour cent année commune avec la Hollande & de $11 \frac{24}{100}$ aussi pour cent & année commune avec l'Angleterre.

Entre ces deux avantages on voit une difference de $2 \frac{26}{100}$ pour cent , qui ne devroit pas se trouver dans le Change ; mais en supposant notre avantage sur l'Angleterre égal à celui sur la Hollande , notre avantage commun seroit 9 pour cent & notre benefice annuel seroit 13,500,000 livres, ce qui seroit pour les huit années & demie 114,750,000 livres. Il est certain aussi , qu'au lieu de

cet avantage nous serions tombés dans une perte réelle si pendant cet intervalle de tems, l'on eût fait quelque variation dans nos Monnoyes, soit en les haussant soit en les baissant. L'exemple qu'on en rapporte ci-devant Art. 4 de ce Chapitre page 121 & suivantes, est une preuve invincible de ce que nous disons ici. Ainsi quelles obligations la Nation n'a-t-elle point au Ministère present ? Il a sçu sans toucher aux Monnoyes, trouver des ressources moins onereuses à l'Etat, pour fournir aux dépenses qu'exigeoit nécessairement la guerre qu'il vient heureusement de terminer par la paix. Un autre moins éclairé & moins attentif aux intérêts des peuples auroit ébranlé cette mesure de nos Echanges

reciproques ; mais il a senti le tort considerable que ce Changement auroit fait à notre commerce , & conséquemment à la Nation. En effet une année du dixième bien établi produiroit peut-être plus au Roy en un ou deux ans , qu'une refonte générale de nos Monnoyes ne lui produiroit en plusieurs années (*a*), & cette imposition du dixième n'étant que passagère fatiguerait infiniment moins le peuple & feroit beaucoup moins de tort à la Nation , qu'une seule refonte qui n'auroit d'autre but , que celui de procurer des secours à Sa Majesté.

On a vû ci-devant (*b*) que nos Ancêtres étoient vivement persuadez que ces changemens

(*a*) Dans l'Etat des revenus du Roy de 1724 on y compte le produit de la fabrique des Monnoyes à 1300 mille livres année commune.

(*b*) Chap. 1 Art. 8.

270 *Réflexions politiques*
de Monnoyes leur caufoient de
grands préjudices , puisque pour
avoir une Monnoye stable , ils
donnoient au Roy un certain
droit de trois en trois ans. Le
Blanc nous dit sous Louis VII.
pag. 168 : *qu'il y a plusieurs con-*
ventions entre les Ducs de Nor-
mandie , de Guienne , de Bour-
gogne , les Comtes de Nevers , les
Evêques de Meaux , de Cahors ,
de Montpellier & autres , faites
avec leurs vassaux pour ne pas
changer ni affoiblir la Monnoye.
Cela se pratiquoit aussi chez les
autres Nations. Les Arragonnois
accordoient à Jacques I. leur Roy
l'an 1236 , une certaine somme
par maison , de sept en sept ans
pour ne pas changer la Mon-
noye.

L'an 1303. les Prelats du
Royaume offrirent au Roy (a)

(a) Histoire de France du pere Danie^l
tom. 3. pag. 324. édition d'Hollande in 4.

un dixieme du revenu annuel de tous leurs benefices à condition qu'à l'avenir , ni lui ni ses successeurs n'affoibliroient point la Monnoye &c.

Il est vray que l'auteur de l'Essai politique sur le Commerce dit à la page 198 : qu'il est sans doute avantageux à un Etat de ne point toucher aux Monnoyes , lorsque l'imposition suffit à toutes les charges & qu'elle se leve avec facilité , & meme si les valeurs numeraires étoient insuffisantes , celles de representation seroient à preferer aux augmentations , si le genie & la confiance de la Nation leur donnoient le même prix. A la page 237 N^o. 3 il dit que la valeur numeraire ne doit être augmentée que lorsque la dette du Roy est telle , que les valeurs numeraires de l'imposition ne sont pas suffisantes pour l'ac-

quiter & à la page 270 il s'explique ainsi : *enfin lorsque les recouvrements ne se font plus sans exécutions militaires , le Législateur est averti que les valeurs numéraires ne sont pas proportionnées à l'imposition , il doit les augmenter de la manière la plus conforme au génie actuel de la Nation , parce que le succès en sera plus prompt & plus facile.*

Or le moyen le plus facile , le plus prompt & le plus conforme au génie actuel de la Nation , n'est certainement pas celui de la représentation qu'elle a en horreur : l'Auteur sçait très-bien que la Nation est plus accoutumée & plus familière avec les augmentations de Monnoyes , quoiqu'elles lui soient en effet plus onéreuses que ne le feroient les valeurs de représentation ; mais pour cela

ces augmentations en font-elles plus équitables & plus avantageuses à cette même Nation ? L'Auteur les conseille cependant, toutes les fois que la dépense du Roy excedera ses revenus, ou que les recouvremens ne se font pas avec facilité.

On laisse au Lecteur à juger de la bonté de ce conseil, par les funestes effets qu'il a vus ci-devant des augmentations d'espèces : on observe seulement que s'il les falloit augmenter, toutes les fois que les recouvremens ne se peuvent faire avec facilité, on les augmenteroit bien souvent ; parce que ces recouvremens se feront toujours avec peine, tant que les Pauvres qui gemissent, seront accablez par un poids, qu'il seroit à souhaiter qu'on leur rendît plus léger, en proportion

274 *Reflexions politiques*
nant l'imposition aux facultez
d'un chacun , ce qui ne paroît
pas impossible : & ce sera alors
que les Pauvres beniront à ja-
mais le Legislatteur attentif à les
soulager. (a)

Notre Auteur dit à la page
237 , N^o. 3. *que l'imposition &
le numéraire doivent augmenter
ensemble selon cette mesure fonda-
mentale. Et N^o. 4 il dit ensuite :
Alors même pour éviter les frais
de la fabrication & disproportion
entre l'argent vieux ou en masse ,
& l'argent nouveau , l'augmen-
tation doit être sans refonte & en
faveur du Peuple , que ce petit
gain encouragera ; car il n'est pas
assez éclairé pour en prévoir plus
de facilité à payer les imposi-
tions.*

Si l'imposition & le numérai-
re augmentent ensemble , com-

(a) *Essay polit. page 271.*

me le veut cet Auteur , quel sera le gain du Peuple ? Si Pierre doit 20 livres, & qu'on hausse l'argent & sa dette d'un cinquième , par exemple , alors 20 livres lui en vaudront 24 : mais il devra aussi 24 livres au lieu de 20 : donc il ne gagne pas une obole ; il perd même , si les denrées ne haussent pas comme l'argent , parce qu'il vendra les siennes , ou son travail , moins qu'il ne les vendoit avant l'augmentation , & il lui en faudra davantage pour s'acquitter. Si les denrées augmentent comme l'argent , l'augmentation de sa dépense est en pure perte pour lui , son revenu n'augmentant point : est-ce-là lui procurer plus de facilité à payer l'imposition ?

Pour nous résumer , nous allons rapprocher sous les yeux

276 *Reflexions politiques*
du Lecteur les avantages & les
désavantages de notre Commer-
ce, depuis le premier jour du
mois de Février 1726, jusqu'à
la fin de l'année 1734. *

On a vû ci-devant à la fin de
l'année 1725, que nous étions
dans un avantage avec la Hol-
lande, & avec l'Angleterre de
 $1\frac{15}{100}$ à $6\frac{36}{100}$, & de $1\frac{88}{100}$ à 8 pour
cent, que le bruit qui se répan-
dit au mois de Janvier 1726
d'une refonte générale & d'une
augmentation de nos Mon-
noyes, nous fit tomber dans un
désavantage de $2\frac{14}{100}$ à $3\frac{84}{100}$, &
de $2\frac{46}{100}$ à $2\frac{46}{100}$, ce qui fait une
différence de $3\frac{29}{100}$ à $10\frac{20}{100}$, &
de $4\frac{34}{100}$ à $10\frac{46}{100}$ pour cent à no-
tre préjudice, dont la différen-
ce commune est de $6\frac{75}{100}$ avec
la Hollande, & de $7\frac{40}{100}$ pour
cent avec l'Angleterre.

* Voyez le Tableau cotté 276.

Sur Londres.

Intérêts.	Avantages.	Désavantages.
$10\frac{44}{100}$		$4\frac{40}{100}$ à $12\frac{76}{100}$
$7\frac{38}{100}$		$9\frac{50}{100}$ à $7\frac{78}{100}$
$3\frac{42}{100}$		$\frac{69}{100}$ à $\frac{69}{100}$
.....	$7\frac{75}{100}$ à $5\frac{76}{100}$	
.....	$14\frac{50}{100}$ à $12\frac{39}{100}$	
.....	$89\frac{92}{100}$ à $89\frac{92}{100}$	
$21\frac{24}{100}$	$112\frac{17}{100}$ à $108\frac{7}{100}$	$14\frac{59}{100}$ à $21\frac{23}{100}$
.....	$108\frac{7}{100}$	$21\frac{23}{100}$
.....	$220\frac{14}{100}$	$35\frac{82}{100}$
.....	$110\frac{12}{100}$	$17\frac{91}{100}$
Pour cent	11 pour cent.	$5\frac{97}{100}$ pour cent.

7
1
2
3
4
5
6
7
8
9
10
11
12
13
14
15
16
17
18
19
20
21
22
23
24
25
26
27
28
29
30
31
32
33
34
35
36
37
38
39
40
41
42
43
44
45
46
47
48
49
50
51
52
53
54
55
56
57
58
59
60
61
62
63
64
65
66
67
68
69
70
71
72
73
74
75
76
77
78
79
80
81
82
83
84
85
86
87
88
89
90
91
92
93
94
95
96
97
98
99
100

2
c
c
c
r
l

l

c

l

2

c

c

c

2

2

i

c

l

c

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

Et ici on voit par ce Tableau, qui représente nos avantages & nos défavantages, qu'au mois de Février que parut l'Edit de Janvier 1726, qui annonçoit cette refonte générale & cette augmentation, notre défavantage commun augmenta & fut avec la Hollande de $9\frac{52}{100}$, à $10\frac{41}{100}$ pour cent; & avec l'Angleterre de $4\frac{40}{100}$ à $12\frac{76}{100}$ aussi pour cent. Et si à ces défavantages on joint l'avantage dans lequel nous étions avec ces deux Nations à la fin de l'année 1725, on trouvera que cet Edit nous causa une perte réelle de $10\frac{72}{100}$ à $16\frac{77}{100}$ pour cent avec la Hollande, dont la commune prise entre la plus haute & la plus basse, est $13\frac{75}{100}$ pour cent. Et avec l'Angleterre de $6\frac{28}{100}$ à $20\frac{76}{100}$ aussi pour cent, dont la perte commune prise entre la

278 *Réflexions politiques*
plus haute & la plus basse , est
 $13\frac{52}{100}$ pour cent.

Ces désavantages prodigieux étoient encore à peu-près les mêmes pendant les mois de Mars, d'Avril, & les 25 premiers jours du mois de May. Ils auroient même augmenté par le surhaussement de 20 pour cent sur les nouvelles Eſpeces, annoncé par l'Arrêt du Conseil du 26 May, si ce même Arrêt en haussant la valeur numéraire des nouvelles Eſpeces de 20 pour cent, n'avoit pas haussé celle des anciennes de 30 pour cent, & par-là rapproché leur prix de celui des nouvelles de 10 pour cent ; & si avec tout cela M. le Chevalier Bernard n'eut pas soutenu le Change par l'opération dont le Gouvernement l'avoit chargé. Malgré cela, on voit que depuis cet Ar-

rêt de surhaussement , notre désavantage fut encore avec la Hollande de $2\frac{46}{100}$ à $3\frac{42}{100}$ pour cent , jusqu'à la publication de l'Arrêt du 15 Juin 1726 , qui se fit le 18 , lequel haussant encore le prix des anciennes Espèces pour le rapprocher de celui des nouvelles , vint fort à propos pour notre Commerce ; ce commerce reprit aussi-tôt le dessus sur celui de ces deux Nations , comme on le voit par ce Tableau. On voit aussi que depuis ce tems , jusqu'à présent 1736 , nous avons toujours eu l'avantage du Change , & conséquemment du Commerce , parce que depuis ce tems , il n'y a eu aucun changement dans nos Monnoyes : elles ont été pendant ces dix années , comme elles devroient toujours être , stables & fixes dans leur

280 *Reflexions politiques*
prix. C'est une preuve invincible qu'on ne sçauroit y toucher avantageusement pour le Roy, sans abîmer notre Commerce. Il est donc essentiellement de notre intérêt de ne pas faire dans nos Monnoyes, de ces changemens qui font perdre à ce même Commerce, tous les avantages que la nature & l'industrie de nos Peuples lui donnent sur celui de nos voisins ; alors nous n'aurons aucune part au discours de le Clerc (a) dont voici les termes. *L'on sçait qu'il y a des Royaumes où l'on hausse & baisse la Monnoye, seulement pour attirer l'argent des Particuliers dans le trésor du Prince, sans se mettre en peine de la perte que l'Etat y fait, ce qui est bien éloigné des maximes de l'Angleterre. Banissons donc*

[a] Bibliothèque Choise, Tom. 6. p. 382.

ce dangereux moyen pour jamais de nos maximes ; restituons-nous à nous-mêmes en nous conformant aux bonnes regles , autant que le permettront les temperamens à prendre avec l'Etranger , en continuant la tranquillité que le Gouvernement présent a si sagement conservée dans le prix de nos Monnoyes , & conséquemment la supériorité de notre Commerce , afin de restituer à la France , au moins autant d'espèces monnoyées , que les Pensions Etrangères , les droits accordez par le Concordat à la Cour de Rome , & les rentes sur l'Hôtel-de-Ville acquises par les Etrangers , en enlèvent gratuitement & nécessairement au Royaume.

La France se trouve redevable à l'Etranger en deux ma-

282 *Réflexions politiques*

nieres : Tous les biens que nous recevons du dehors , forment la premiere dette ; les dépenses semées en pays ami & ennemi , les droits attribuez au Saint Siege , les rentes dûes par l'Hôtel-de-Ville aux Etrangers , chargent le Royaume d'une seconde dette (a). Il ne nous suffit donc pas de rendre en biens de notre crû actuellement à l'Etranger , une valeur égale à celle des productions

[a] Je m'explique autrement : que la premiere dette soit par supposition . . . 1000 l.
Et la seconde 200

Nos deux dettes seront de 1200 l.

Je dis qu'il ne suffit pas de rendre en biens de notre crû actuellement à l'Etranger , une valeur égale à celle des productions simples & des Fabriques qu'il nous livre , & qui forment notre premiere dette de 1000. l. Nous devons remplir la valeur des deux dettes 1200, soit en nos denrées , Arts & Fabriques , ou en nos Espèces.

simples, & des fabriques qu'il nous livre : c'est à nous à remplir la valeur des deux dettes. Si les biens simples que le Royaume produit, si les biens que les Regnicoles mettent en œuvre n'y suffisent pas, nos Especes monnoyées doivent remplir l'excédent. Tous les pays Etrangers sont censez à notre égard n'être qu'un seul pays : si nous redevons à l'un ce que l'autre nous redoit, par le commerce réciproque entre ces pays & nous, la dette est compensée. Pour payer à Rome en argent les valeurs que nous ne pouvons y faire recevoir en biens de notre crû, il nous est libre de prendre des Hollandois leurs Lettres de Change sur l'Italie, en payement des biens naturels que la Hollande aura reçus de nous.

Si maintenant on veut bien faire attention que la France ne tire point de ses mines les matieres de ses Monnoyes , & que l'Etranger ne lui a jamais donné rien pour rien , on jugera quelles valeurs innombrables l'Etranger a dû recevoir en biens de notre crû , arts & fabriques , pour qu'il soit entré dans le Royaume , dans des tems favorables à notre commerce , toutes les matieres d'or & d'argent que les Etrangers ne nous ont données , que parce qu'ils n'ont pas pû remplir envers nous , en équivalent de leur crû & de leur industrie , ce qu'ils nous redevoient.

Admironsdonc quelle seroit l'étendue de nos forces , si nos équivalens naturels étoient livrez au dehors pour toute leur valeur , & que cette valeur ne

fusse pas troublée , toujours à notre préjudice , par nos fréquentes variations de Monnoyes , qui rendent nos équivalens inférieurs à ceux que l'Etranger nous fournit en échange , & qui dès-là sont surchargez de prix à notre préjudice.

Notre propre intérêt nous invite donc à renoncer pour jamais à ces dangereux moyens, c'est-à-dire , à ne plus toucher à nos Monnoyes , que par des refontes indispensables , & nécessitées par le frai ou par l'usure des Especes. En ce cas ces refontes se doivent faire aux frais du Roy, & sans qu'il en coûte rien au Public. Alors on ne s'avisera pas de garder les vieilles Especes, & encore moins de les envoyer en Pays Etrangers , par-

ce qu'il n'y aura rien à gagner. Par-là on rétablira le Change , on facilitera le Commerce & l'entrée des matieres d'or & d'argent dans le Royaume.

Lorsque pour les besoins de l'Etat nos anciens Rois affoiblissoient l'Espece , & qu'ils revenoient à la forte Monnoye, ils en usoient ainsi : nous avons à ce sujet une Ordonnance de Philippe le Bel , du mois de May 1295 , rapportée par Boissard (a) , dans laquelle ce Prince parle de cette façon. *Ayant aucunement affoibli les monnoyes en poids & loy , & connoissant être chargé en conscience du dommage qu'il avoit fait à ses Sujets pour raison de cet affoiblissement, il s'oblige par charte autentique au Peuple de son Royaume , que ses affaires passées , il remettra*

(a) Traité des Monnoyes , pag. 67.

la Monnoye en bon ordre & valeur, à ses propres couts & dépens, & portera la perte & tare sur lui, & outre cette obligation, Madame Jeanne Reine de France & de Navarre, oblige ses revenus & appanages aux conditions susdites.

Nous avons encore sur le même sujet l'Ordonnance du Roy Jean, donnée à Paris le 28 Decembre 1355. Mais sans remonter si haut, Louis XIV. nous fournit un exemple qui fut trop avantageux à l'Etat pour n'être pas imité. Ce Prince par sa Déclaration du 28 Mars 1679, voulut qu'on rendît à ceux qui portoient aux Hôtels des Monnoyes des Especes décriées, ou des matieres d'or & d'argent, le même poids & le même titre en Especes monnoyées. Le Blanc rapporte ce fait dans son Trai-

288 *Réflexions politiques*

ré Historique des Monnoyes, pag.

398. Et il dit que l'expérience fit voir qu'on n'avoit jamais rien pratiqué en France de plus utile, pour y attirer l'or & l'argent avec abondance.

Plus d'un Etat s'est bien trouvé de cette façon d'agir. L'Angleterre qui n'est pas le moins attentive à ses interêts, fit la même chose sous le regne de Guillaume III en 1695 ; & l'Etat s'en trouva très-bien. (a) C'est ainsi que nous devons toucher à nos Monnoyes , & jamais autrement ; & alors nous connoîtrons que c'est gagner , que de sçavoir perdre à propos.

(a) Histoire d'Angleterre par Larrey, in-fol. tom. 4. pag. 762. & 764. Ou ci-dessus Chap. 1. art. 3. pag. 168. du premier Tome.

ARTICLE

ARTICLE VII.

Contenant quelques causes des variations des prix de toutes choses, & par occasion quelques observations sur le Commerce & la Navigation en général, & sur quelques obstacles à leur progrès.

LE Commerce est l'échange des biens distribuez par la nature en differens endroits, & que l'interêt réciproque nous rend communs.

Tous ces biens se communiquent à nous en circulant d'un endroit à l'autre, jusqu'à ce que nos besoins satisfaits les aient consumez. La CIRCULATION est donc l'essence du Commerce, la CONSOMMATION en est la fin.

De ce concours unanime à échanger les biens superflus que nous trouvons sous notre main, avec ceux dont le besoin nous est présent, il résulte, que pour rendre à toutes les Nations la possession de toutes sortes de biens facile & prompte, selon la mesure de leurs besoins, les Espèces d'or & d'argent (a) si précieuses dans l'idée des hommes, si propres à circuler sans décheoir de leur valeur réelle, ont été généralement adoptées, pour être l'instrument nécessaire de nos échanges, & servir à

[a] Les Lydiens furent les premiers qui pour la facilité de leur Commerce, fabriquèrent des Monnoyes d'or & d'argent. Ils sont aussi les premiers qui ayent tenu des Cabarets, & qui se soient mêlez de Marchandises. Ils inventerent les jeux, celui des Dames, de la Balle &c. & bâtirent la Ville de Tyr, avec plusieurs autres. *Hérodote, Liv. 1. pag. 44 de la traduction de du Rier, in-fol. Paris 1645.*

évaluer les autres biens. Ces biens sont prizez par tout, par rapport à la valeur des Monnoyes qui ont cours dans le Pays ; ainsi on ne sçauroit alterer cette mesure , sans altérer l'échange de tous ces biens.

Mais la valeur de tous ces biens n'est jamais fixe , parce qu'ils ne conservent pas longtemps à notre égard le même degré de convenance ; leur utilité ne nous est sensible , qu'autant qu'ils réveillent en nous la vivacité de nos desirs. Trois choses en régrent toujours les prix courans.

1°. Leur utilité actuelle.

2°. L'abondance ou la sterilité des années.

Et 3°. La valeur numeraire des Monnoyes (a).

[a] Tom. 1. chap. 1. art. 7. application 3. pag. 148. & suiv.

Si plusieurs sortes abondent, notre goût varie sur le choix ; notre empressement s'affoiblit, la consommation perd son feu ; tous ces biens négligez se donnent au rabais.

De même le défaut de confiance, qui fait resserrer ces denrées ou l'argent, altère la circulation de l'un & de l'autre. Si celle des biens est affoiblie, ils augmentent de prix ; si c'est celle de l'Espece, les biens s'avilissent & deviennent à rien.

Au contraire, si beaucoup d'Espèces circulent, si quelque besoin réel, ou l'influence des modes nous font plus vivement sentir la convenance de ces biens, les prix s'augmentent. Heureuse vicissitude, ressort qui meut tout le Commerce, puisque ce flux & reflux dans les prix, est une occasion alterna-

tive de perte & de gain ! La perte inquiète , & rebute , le gain excite ; il attire les hommes au travail , & il ranime la circulation, que le défaut de desir ou de confiance avoit affoiblie. De-là l'excès d'abondance se répand où il est apperçu nécessaire. De-là les biens superflus se confondent dans des usages si recherchés par l'art, qu'on n'en connoît plus la nature. C'est ainsi que s'opere *la consommation* ; par conséquent, si un pays fertile donne l'être au commerce , *la circulation* lui donne l'*accroissement* ; ce qui nous doit faire sentir combien il est dangereux d'altérer ou d'affoiblir cette circulation (a).

La Culture de la terre, & l'industrie , sont donc l'origine &

(a) Voyez ci-devant Tom. & chap. 1. article 6. pag. 123. jusqu'à 130.

les principes de toutes les richesses dont jouissent les hommes, & par conséquent les deux seuls objets sur lesquels roulent les Finances.

Il s'agit donc de donner aux biens naturels tous les usages qui leur sont propres, d'en rendre l'utilité sensible à nos besoins présens, & d'exciter par leur convenance les besoins des Etrangers, afin de nous procurer une circulation de ces biens, si prompte au dehors, & par conséquent un prix si supérieur pour nous, que l'Etranger qui restera en défaut sur les équivalens à fournir de sa part, soit contraint de remplir en notre faveur ce défaut en Especes d'or & d'argent. C'est-là le véritable & l'unique moyen, non seulement d'empêcher la sortie de notre argent, mais d'attirer

celui de nos voisins , & de nous procurer un débit avantageux de nos denrées , & par conséquent aux Peuples la facilité de payer les impositions , & non pas de surhausser les Monnoyes, comme le dit l'Auteur de l'*Essay Politique sur le Commerce* * Ce surhaussement de la valeur numéraire des Espèces , ne peut jamais nous être avantageux.

La fertilité d'un Etat , & l'industrie des Peuples , sont les deux sources du Commerce. On doit à la fertilité tout ce que l'étendue du Pays & les differens avantages du terroir peuvent produire. On doit à l'industrie les divers usages auxquels on employe les productions de la Nature , soit qu'elles viennent de notre fond, ou de celui de l'Etranger. Lorsque

* Pag. 237. n. 4.

L'industrie s'exerce par les Régénicoles sur notre propre fond, le Commerce qui reçoit d'elle son Etat florissant, est naturel, & est le plus solide.

La solidité du Commerce consiste dans la diversité des biens que produit un Pays fertile ; son progrès, dans l'étendue qu'il reçoit de l'activité de l'industrie. Or l'activité ne manque pas aux François ; mais les François manquent à eux-mêmes. Leur génie est propre pour le Commerce ; mais ils l'appliquent à de faux commerces ; parce que les voyes qui y conduisent, leur paroissent plus directes, plus abrégées, les moissons plus promptes, plus brillantes, & toujours tolérées.

Le Commerce, dont il semble que l'on ne fait pas assez de cas en France, n'est cependant

pas ce qui mérite le moins l'attention du Ministre. Peut-être aussi seroit-il l'objet d'une des principales attentions du Gouvernement, si ceux qui sont à la tête des affaires avoient le tems d'y penser davantage, & si les autres objets qui les occupent, & qui semblent plus importants, leur permettoient de considérer de quelle conséquence le Commerce est à l'Etat. Chez les autres Nations il est la première raison de l'Etat. Le raisonnement & l'expérience concourent à les affermir dans ce principe.

Deux intérêts différens & opposés se trouvent ordinairement dans le Commerce. 1°. L'intérêt particulier du Marchand, dont le but est toujours de gagner & de s'enrichir, sans faire aucune attention au bien de

l'Etat , auquel son commerce peut être préjudiciable , quoiqu'il soit avantageux pour lui en particulier : 2^o. L'intérêt général du Commerce & de l'Etat. Ce dernier est réel & n'a pour objet que le bien général de la Nation. Or il est digne de l'application des Ministres, d'entrer dans l'examen de ce qui est avantageux à l'Etat pour le protéger , & de ce qui peut lui causer du dommage , pour ne le pas tolérer.

Tout le Commerce qui se fait, en tirant de nos voisins une infinité de Marchandises , qui n'ont d'autre utilité que celle de satisfaire le luxe des meubles, des habits & des tables , doit être regardé comme un moyen dont nos voisins se servent pour attirer notre or & notre argent : moyen d'autant plus contraire

au bien de l'Etat , qu'il est seul capable d'épuiser le Royaume d'or & d'argent. Voilà le Commerce ruineux à l'Etat ; Commerce qui pourtant peut être utile au particulier qui fait sur ces fortes de Marchandises un gain, qui loin d'être protégé doit être diminué.

Au contraire , tout ce qui augmente la culture & le produit des terres , tout ce qui favorise nos bonnes Manufactures, tout ce qui en facilite le débit & le transport chez l'Etranger ; & enfin tout ce qui peut augmenter nos pêches & notre Navigation , est digne de protection , parce que ces choses sont également utiles à l'Etat & aux particuliers.

Le Commerce en général , par rapport au bien de l'Etat , n'a que deux vûes : *La premiere,*

de décharger l'Etat du superflu des denrées qu'il produit , & que les Habitans fabriquent au delà du nécessaire à leur consommation , & de tirer de l'Etranger les choses qui nous manquent ; & qui sont absolument nécessaires. Et *la seconde*, d'enrichir l'Etat en même tems que le particulier.

On connoît si le Commerce est avantageux ou contraire au bien de l'Etat , en comptant exactement , pour quelle somme chaque année , l'une portant l'autre , on fait sortir du Royaume des Marchandises cruës , & fabriquées dans le Pays ; & pour quelle autre somme on en tire chaque année du Pays Etranger. Si en balançant ces deux sommes , on trouve qu'il sorte toutes les années pour plus de Marchandises du crû

& de la fabrique du Pays, qu'il n'en est entré des Pays Etrangers, alors on dit que le Commerce est bon & utile à l'Etat, (a) parce que le débit que nous faisons de nos Marchandises excédant la valeur de celles que nous recevons de l'Etranger, cet excédant nous est toujours payé en argent. C'est la seule voye que nous ayons pour ob-

(a) On ne sçait pas trop, si ce moyen de connoître la situation du Commerce est bien sûr; car il ne nous suffit pas de fournir à l'Etranger pour autant de nos biens, arts & fabriques, qu'il nous fournit des siens, nous devons de plus lui en fournir, pour nos dépenses faites chez lui, pour les droits accordés au Saint Siege, & pour les rentes qui lui sont dûes par l'Hôtel-de-Ville. Ces trois articles forment une *seconde dette*, dont le Royaume est chargé envers l'Etranger. Or le moyen de balancer l'entrée & la sortie des Marchandises, ne sçauroit comprendre cette dette. Il est donc insuffisant pour montrer au juste, l'état ou la situation du Commerce. C'est ce que nous allons rendre sensible, après avoir dit ce qui se fait pour connoître la balance du Commerce.

tenir ce métal ; l'étendue de ce Commerce est la mesure la plus exacte de nos richesses , & de la puissance de l'Etat.

Si au contraire nous tirons de l'Etranger pour plus de marchandises que nous ne lui en fournissons , nous sommes indispensablement obligez de payer cette différence en argent ; ce que nous faisons en leur envoyant nos matieres d'or & d'argent , quand elles arrivent des Indes en Espagne, au lieu de les faire venir en France ; ou en leur transportant nos Especes : ce qui appauvrit l'Etat & met hors de travail tous les ouvriers que cet argent transporté auroit pû employer *.

Le remède au dernier cas est de retrancher l'usage des

* Comme il a été dit ci-devant , Tom' 1. pages 121. & 189.

marchandises inutiles & superflues , qui ne servent qu'à la sensualité & au luxe. L'Empire Romain devenu si puissant & si riche , par les dépouilles de tant de Provinces , se perdit en permettant pendant la paix aux Etrangers de s'établir à Rome , & d'y apporter les Marchandises de leur Pais , qui étant devenues agréables aux Romains , augmentèrent le luxe , & à la fin épuisèrent d'argent les Citoyens & l'Empire : ce qui les mit hors d'état d'appaiser les séditions que ces Etrangers mêlez avec les Citoyens , exciterent , pour favoriser l'ambition des plus hardis , & de repousser ensuite les Barbares qui les attaquèrent , & se rendirent maîtres de toute l'Italie.

On a vû ci-devant (*a*) que

[*a*] Art. 1. de ce Chap. pagg. 12, 14, 15 & 16, du 2. Tom.

le cours des Changes Etrangers , qui est le véritable BAROMETRE DU COMMERCE , nous présente un second moyen de connoître *la Balance* ou *l'état de ce Commerce* , infiniment plus prompt & plus sûr , que celui d'examiner l'entrée & la sortie des marchandises. Ce second moyen met chaque jour le Législateur en état d'agir pour soutenir ou pour conserver l'avantage , si on l'a , ou pour le rappeler , si on ne l'a pas. Celui qui résulte de l'examen de l'entrée & de la sortie des marchandises n'a pas cet avantage. Il ne peut se connoître que longtemps après ; & alors il n'est plus tems d'agir , la perte est faite.

On me dira peut-être que le cours des Changes Etrangers ne montrant pas la sorte de marchandise qui sort de moins,

ni celle qui entre de plus , on ne peut pas sçavoir ce qu'il faut faire , non seulement pour éviter nos pertes , mais encore pour nous procurer l'avantage. On répond , sans crainte de se tromper, que le cours des Changes est non seulement le moyen le plus prompt & le plus sûr , pour connoître l'état du Commerce : mais encore qu'il suffit, parce qu'il comprend les deux dettes dont la France est chargée envers l'Etranger. Il nous montre journellement laquelle de deux Nations redoit à l'autre , & conséquemment celle qui a l'avantage du Commerce. Si nous avons le désavantage, ce désavantage ne peut venir que par les causes expliquées ci-devant avec les principes du Change , (a) ou par le trop

(a) Art. 1. p. 3, 4, 8. & suiv. de ce chap.

grand usage que nous faisons des marchandises étrangères inutiles & superflues ; qui ne servent qu'à la sensualité & au luxe. Celles qui nous manquent & qui nous sont absolument nécessaires, ne peuvent jamais égaler celles que l'Etranger tire de nous. Cela étant , la première & la principale cause de notre désavantage , est la trop grande consommation de ces choses peu utiles ; & dont nous pouvons nous passer aisément : ainsi dès que le cours du Change nous montre un désavantage avec une Nation , en retranchant en tout , ou en partie , selon le cas , l'usage des marchandises qu'elle nous fournit , & qui ne nous sont pas absolument nécessaires , c'est rappeler l'avantage en faveur de notre Commerce , & le seul

moyen d'attirer l'or & l'argent en France.

Par le cours des Changes Etrangers , on peut voir chaque jour de l'année l'état & la situation de notre Commerce avec une Nation quelconque , l'examen des marchandises sorties & entrées qui ne peuvent être calculées exactement , faute de sçavoir les prix des unes & des autres avec la précision requise , n'est qu'un moyen assez imparfait de connoître l'avantage ou le désavantage du Commerce. Et quand même ces denrées , Arts & Fabriques , sortans , & entrans , pourroient être calculées avec toute la précision possible , ce moyen ne pourroit jamais balancer que les biens que nous recevons du dehors , & qui forment notre

308 *Réflexions politiques*
premiere dette * envers l'Etran-
ger ; avec ceux que nous lui
livrons , & laisseroit en arriere
une *seconde dette* , formée par
nos dépenses semées en Pais
ami ou ennemi, par les droits at-
tribuez au S. Siege, & par les ren-
tes dûes aux Etrangers sur l'Hô-
tel-de-Ville. Ces deux sortes de
dettes composent tout ce que
doit la France à l'Etranger : il
ne lui suffit donc pas de rendre
à l'Etranger en biens de son
crû , Arts & Fabriques , une
valeur égale à celle qu'elle re-
çoit de lui , ou à la premiere
dette ; elle doit de plus rem-
plir la valeur de cette seconde
dette , soit en biens de son crû,
soit en ses Especes : Or le moyen
dont on se sert pour connoître

* Voyez ce qui a été dit ci-devant , art.
6. de ce chap. pag. 281. & suiv.

la balance du Commerce , ne comprenant pas cette seconde dette , est insuffisant ; d'ailleurs par ce moyen on ne peut connoître l'état du Commerce assez tôt pour y remédier. Le moyen que nous proposons est l'unique , le plus prompt , & le plus sûr. Il comprend les deux dettes , ainsi il est préférable en tout sens : si on ne le trouve pas tel , on le trouvera tout au moins indispensable, pour réparer les défauts de l'autre.

La France par sa situation , par son climat , par la fertilité de ses Provinces , par l'industrie & par le génie de ses habitans , a des avantages pour le Commerce , que toutes les autres Nations n'ont pas. Mais cela ne suffit pas pour rendre son Commerce florissant ; il faut

310 *Réflexions politiques*

que les habitans ayent du goût & de l'inclination pour ce Commerce. J'ai déjà dit , * & je le répète , le génie du François est heureux pour le commerce ; mais il l'applique à de faux commerces.

En effet , le génie du François se plieroit au commerce , si cette profession lui présentoit des emplois où les richesses & les honneurs fussent attachés , comme dans d'autres professions infiniment moins utiles à l'Etat , & où il faut même moins de capacité & de prudence que dans le Commerce ; & si l'attrait du gain , qui est plus rapide & plus grand dans la Finance , n'en détournoit la plûpart de ceux qui y sont propres.

Tout homme qui sçait son-

* Ci-de vant en cet art. pag. 296.

der & conduire une affaire d'intérêt , & en qui ce génie bien réglé domine , est négociant né , & peut réussir dans le Commerce : mais si ce génie se dérègle , si le désir des fortunes immenses en fait un Financier , & la vanité un Magistrat , (ce qui arrive quelquefois) c'est ôter du commerce les fonds d'argent & les hommes qui lui étoient propres , & en quelque sorte acquis. Cependant le commerce ne peut s'étendre qu'à proportion des forces qu'il reçoit ; & où ces forces ne peuvent arriver , il reste nécessairement un vuide. Qu'il seroit à désirer que l'on trouvât les moyens de remédier à ces abus ! Ne pourroit-on point , par l'attrait de l'honneur & de la fortune , ramener ces ambitieux au commerce naturel ? Qu'on

312 *Réflexions politiques*

attribue aux aînez des Négocians , qui suivront le commerce de leurs Peres , le même surcroit de partage sur les effets mobiliers de la succession , que les Loix en faveur des nobles ont établi sur les fiefs ; ou tout au moins qu'on fasse revivre cette belle Ordonnance du Roy Jean de l'an 1350. renouvelée par Henry III le 15 Juin 1586, celle de François I. du 12 Janvier 1538. Cette autre célèbre Ordonnance de Louis XIII. du 1 Février 1629, si favorable à notre Commerce ; (a) la Déclaration du 27 Juillet 1632 , & les Ordonnances des 15 Juillet & 14 Septembre 1687. Alors nous n'aurons nul terrain qui ne profite dans toutes ses pro-

[a] Elle renouvelle les Ordonnances de Louis XII de 1504 , & de Henry II, de 1556.

prietez

prietez ; plus de négligence par rapport à la nature ; nulle production qui ne prenne autant de manieres d'être, que l'on peut concevoir d'usages qui lui conviennent : plus d'assoupissement dans les Arts. Quel surcroit de force dans la Navigation ! Quelle vivacité , quelle opulence dans les manufactures ! C'est alors que la félicité des Sujets feroit au plus haut degré , & que comme le dit l'Auteur de *l'Essai Politique* sur le Commerce, (a) *ils béniroient à jamais le Législateur attentif à les soulager.*

Mais un préjugé malheureux , qui nous fait regarder le Commerce comme une profession qui ne convient qu'au peuple , & qui en exclut la noblesse , est encore un obstacle à ce mc-

[a] Pag. 271.

me Commerce. Cette noblesse ne considère pas qu'elle est obligée de vivre du revenu de ses terres ; que ce revenu augmente , si les denrées produites par ces terres , au-delà du nécessaire à la consommation des habitants , peuvent se répandre dans les Païs Etrangers. Or cela ne se peut faire que par le Commerce aidé de la Navigation, c'est donc le Commerce & la Navigation qui enrichissent les Particuliers & l'Etat, qui rendent le Prince plus puissant, plus respecté, & plus craint de ses voisins. C'est le commerce qui nous procure l'or & l'argent , premiers mobiles de toutes les actions : nous n'avons aucunes mines de ces métaux. Tout l'or & l'argent que nous avons en France est dû aux soins & au travail du Négociant : il sert l'Etat en risquant son bien , & quelque-

fois sa vie sur mer , pour nous procurer l'abondance de ce qui nous manque , & le débit de notre superflu. Son but est de s'enrichir , il est vrai ; mais en s'enrichissant , il enrichit le Royaume & le rend plus puissant. La noblesse défend l'Etat & le sert à la guerre , où elle risque sa vie & dépense son bien. Son but est de se signaler & de s'avancer. Le but de la Noblesse est plus noble & plus genereux , il faut en convenir ; mais la guerre à la longue conduiroit l'Etat à sa perte ; le Commerce au contraire le rend nécessairement plus riche & plus puissant , le met en état de se défendre contre les attaques de ses ennemis , & la Noblesse en situation de pouvoir figurer selon son rang.

Que deviendroient la No-

O ij

blesse & l'Etat Ecclesiastique, s'ils n'étoient pas soutenus des Laboureurs & des Marchands? C'est un Noble qui va nous l'apprendre, un Noble du premier ordre, un Noble, bon citoyen & grand Ministre; en un mot c'est le Duc de Sully, qui dans ses *Œconomies Royales & Servitudes Loyales*, (a) s'exprime ainsi. Après avoir fait l'apologie de la Noblesse, il dit que, *neanmoins il se verifera, si toutes circonstances sont bien examinées en detail & par le menu, que ce corps tant plein d'éclat, de gloire & de splendeur, & de hautes jaëtances, deviendrait non seulement inutile; mais dangereux à l'Etat, s'il se trouvoit une fois destitué des aydes, secours & assistances, qu'il tire des Mar-*

(a) Tom. 7. p. 273 & 274 de l'édition 12 Rouen 1642.]

chands, Artisans, Pasteurs & Laboureurs. Sully detaille ici les utilitez des uns & des autres, & conclut; qu'un Etat souverain se passeroit mieux pour les chevances & commoditez de la vie humaine, de gens d'Eglise, nobles, officiers de justice & financiers, que de marchands, artisans, pasteurs & laboureurs.

Pourquoi donc ne pas honorer, estimer & protéger davantage une profession qui nous est si utile? Pourquoi n'a-t-elle pas en elle des grades de distinction & d'honneur, qui puissent empêcher ceux qui y sont les plus propres & les plus utiles, d'en sortir, pour acheter des distinctions qu'ils ne trouvent point dans leur corps? On ne s'apperçoit pas de ce mal; & l'on n'y fait point assez d'attention: il est cependant un obstacle à no-

tre Commerce, & par conséquent à la puissance de l'Etat. Si sur le foible parallele que je viens de tracer des services du Noble & du Negociant, on veut les balancer avec équité & sans prevention, on les trouvera tous deux utiles & honorables; on verra qu'il ne faut pas moins de prudence & de capacité pour bien conduire un grand commerce, & une navigation étendue, qu'il faut de valeur & de prudence pour bien conduire une Compagnie ou un Regiment. Je ne sçay même si l'Etat doit faire une si grande difference, entre l'action d'un Officier qui à la guerre défait ou fait defaire par ses ordres quelques troupes de l'ennemi, & l'action d'un Negociant, qui fait construire & armer en guerre à ses frais un ou plusieurs vais-

seaux , qu'il monte quelquefois lui même , ou qu'il fait monter par des Capitaines qu'il choisit , pour courir sur les ennemis de l'Etat , pour les chercher , afin de les vaincre , au risque d'être vaincu par un combat sanglant & opiniâtre. S'il est vainqueur , il amene sa prise en France , souvent très -richement chargée ; l'Etat en profite comme ce Negociant. Il me semble qu'il y a au moins autant de valeur d'un côté que de l'autre ; ils affoiblissent les ennemis de l'Etat l'un & l'autre : pourquoi donc l'honneur & la recompense sont - ils si differens ?

Aureste le Commerce en gros & maritime n'a en lui même rien que d'honorable. L'Antiquité nous fournit d'illustres temoignages en faveur de ceux qui le

faisoient. SALOMON Roy d'Israël, faisoit, selon l'Ecriture, un grand Commerce au dehors. SOLON, ce grand Legislateur d'Athenes (*a*) qui étoit d'une des plus nobles maisons de cette florissante Republique, & qui du côté de son Pere descendoit de *Codrus* dernier Roy d'Athenes, (*b*) pour rétablir les desordres causez dans la fortune de sa famille par les trop grandes liberalitez de son Pere, aima mieux faire le Commerce, que de recevoir de l'argent des personnes riches qui lui en offroient, & qui lui promettoient de ne l'en jamais laisser manquer. Or en ce temps-la, dit Plutarque après Hésiode, (*c*) *Il n'y avoit ni travail des mains qui fut bon-*

(*a*) Il vivoit l'an 598 avant Jesus Christ.(*b*) Plutarque, vie de Solon.(*c*) Traduction de M. Dacier.

teux, ni art, ni metier, qui mit de la difference entre les hommes. La Marchandise sur tout étoit honorable, parce qu'elle ouvre le Commerce avec les Nations Barbares, qu'elle donne le moyen de faire amitié & alliance avec les Rois, & qu'elle instruit d'une infinité de choses, qu'on ignoreroit sans elle. Il y a eu même des Marchands qui ont fondé de grandes villes, comme PROTUS qui fonda Marseille, après avoir acquis l'amitié & l'estime des Gaulois qui habitent le long du Rhône. On dit aussi que le sage THALES & HIPPOCRATES le Mathematicien se mêlerent de Marchandise, & que PLATON ne fournit aux frais de son voyage d'Egypte, que par le moyen de l'huile qu'il y vendit.

CATON le censeur, (a) ce

[a] Plutarque vie de Caton. Il vivoit l'an 196 avant J. C.

Demosthene Romain, cet homme si austere & si delicat sur la vertu & l'honneur, ne dedaigna pas d'acquérir du bien par le Commerce : il disoit que le Commerce en gros dépendoit principalement de l'esprit, & que le Commerce en detail n'étoit qu'un ouvrage de la main. Comme tous les actes de l'esprit sont nobles, les Loix, qui ont negligé la distinction & l'illustration du *Commerce en detail* pour certaines raisons morales, ont distingué & honoré le *Commerce en gros*.

Selon *Ciceron* (a) le Commerce en detail est vil & fordidé, & le Commerce en gros ne l'est point : celui-ci apporte de tous les lieux du monde les commoditez & l'abondan-

(a) *Offices* liv. 1. vers la fin. il vivoit l'an 78 avant J. C.

ée ; il demande de l'esprit & de la prudence , & il est aussi utile au public , que la medecine, l'architecture &c. que Ciceron trouve honorable.

Une preuve que le Commerce ne derogeoit point & n'avoit rien de bas chez les Romains , c'est que l'Empereur PERTINAX l'exerça pendant la plus grande partie de sa vie , & même depuis qu'il fut Empereur (*a*). CARACALLA dans le cruel massacre qu'il fit faire à Alexandrie , eut de grands égards pour le corps des Marchands , qui y étoit très - grand : dans les ordres qu'il donna pour en faire sortir les Etrangers , il en excepta les Marchands , & les y laissa en liberté. ALEXANDRE.

[*a*] Histoire du Commerce & de la Navigation des Anciens par M. Huet, Chap. 9. 11. 12. & 13.

324 *Réflexions politiques*

SEVERE , dans la vuë de faire fleurir le Commerce à Rome , & d'y attirer les Marchands , leur accorda de grandes immunitéz. MAXIMIN exerça lui-même le Commerce avec les Goths &c.

On trouveroit beaucoup d'autres exemples , si on vouloit les chercher , qui feroient voir que de grands hommes n'ont pas dédaigné d'acquérir du bien par le Commerce : ces exemples font communs chez les Grecs & chez les Romains ; ces peuples étoient auffi délicats que nous fur l'honneur. Les Anglois , les Hollandois &c. pensent à ce sujet comme les Grecs & les Romains. Je ne fçai pourquoi nous ne les imitons pas. Les Venitiens, pour faire instruire les enfans des Nobles dans la

Marine , obligent les vaisseaux marchands , qui vont dans les Païs Etrangers , d'en prendre toujours deux , que le Capitaine est obligé de nourrir à sa table , sans qu'ils soient tenus à autre chose qu'à être temoins des manœuvres du vaisseau & des observations des Pilotes.

Enfin le Commerce maritime étoit si honorable chez les Anciens , que les Empereurs lui accordoient une protection particuliere. *Ils honoroient les villes qui s'étoient signalées dans le Commerce , ou dans la construction des vaisseaux , ou qui étoient célébrés par quelque port considerable.* Ces villes faisoient marquer leurs medailles d'un Vaisseau , ou seulement d'une Prouë , ou d'un Neptune avec son trident , ou d'un Dauphin. Telles

326 *Réflexions politiques*
étoient les medailles de Tyr (a)
de Sidon, de Bizance, de Leu-
cate, de Chelidoine, de Syra-
cuse &c. *Hist. du Commerce &
de la Navigation des Anciens*
Chap. 46. N^o. 15. p. 273.

La France, aussi bien que l'Em-
pire Romain, a des villes mariti-
mes & commerçantes, qui meri-
tent des Medailles, & qui sont as-
surément dans le cas d'être hono-
rées & protégées, parce qu'elles
se sont signalées dans le Commer-

(a) L'Ecriture sainte, *Chap. 27. d'Eze-
chiel*, nous fournit un glorieux temoigna-
ge des Richesses & des forces Maritimes
de la ville de Tyr, dont le Prophète fait
l'Eloge, ainsi que de ses Marclots, de ses
vaisseaux, de son grand Commerce &c.
Mais ce pourroit bien être l'ancien Tyr.
Le nouveau le surpassa de beaucoup, Se-
lon feu M. Huet en son *Histoire du Come-
merce & de la Navigation des Anciens*, *Chap.*
8. N^o. 4. pag. 33. Selon Hérodote les
Tyriens viennent des Lydiens, comme
on la dit ci-devant, au commencement
de cet article Note (a) pag. 290.

ce & dans la construction des vaisseaux. Elle en a même qui ont plus fait, & qui n'ayant ni fonds de terres ni manufactures, se sont jettées dans la Navigation. Elles se sont accoutumées aux hasards; leurs vaisseaux ont affronté les dangers; elles sont devenues formidables aux voisins, en les harcelant sans cesse, & en les affoiblissant au point que ces ennemis, pour vanger leurs pertes jurèrent celle d'une de ces Villes, & pour cet effet inventerent cette redoutable machine, si celebre, qui devoit la reduire en cendres. Que n'ont pas fait les courageux habitans de cette fameuse ville, également negociante & guerriere, pour braver tous les efforts des ennemis de la couronne. Bornez à quelques Rochers, ils ont sçu la rendre inaccessible

ble de toutes parts, y construire des forteresses qui assurent leur port, rendre en un mot leurs rochers un prodige de l'art, & un monument éternel du génie de la guerre; allié au génie du commerce. Combien cette ville, & quelques autres, qui, comme elle, cultivent le Negoce, n'ont-elles pas fait éclore d'excellens Capitaines de mer! Combien de vaisseaux n'ont-elles pas construits & armés! Que de Matelots! Que d'ouvriers! Que de jeunes combattans n'ont-elles pas mis en œuvre! (a) Aussi combien d'or

[a] On me permettra de remarquer ici que plusieurs des armateurs & matelots, dont la ville de saint Malo s'est servi durant le cours des dernières guerres, étoient Normands. Parmi ceux qui montoient leurs vaisseaux, & qui se distinguoient dans les combats, il y en avoit beaucoup de cette Province. Aujourd'hui plusieurs familles Malouines en sont originaires.

& d'argent n'ont-elles pas fait entrer dans le Royaume ! Leurs vaisseaux heureusement arrivés de la mer du Sud en 1709 apportèrent pour plus de *trente millions de matieres d'or & d'argent* , qui furent à l'Etat d'un secours d'autant plus important, que ces villes prêterent *quinze millions* au Roy dans un besoin très-pressant. C'est le Ministre même des finances qui le dit à la page 13 de son Memoire , dont le passage est rapporté cy-devant , tom. 1. ch. 1. art. 4. pag. 59. Que de dépouilles de l'ennemi ces Villes Negociantes n'ont-elles pas remportées, desolant le Commerce de nos voisins , & assurant le notre ! La Noblesse , dont une si grande partie est oisive dans ses châteaux , se croira-t-elle donc plus utile à l'Etat , plus brave ,

plus belliqueuse , que ces Négocians militaires , que ces Héros Bourgeois ? Que n'auroient pas fait les Républiques de la Grèce , que n'auroient pas fait les Romains , pour combler d'honneurs & de récompenses des Citoyens si dignes de ce nom.

Les forces maritimes contribuèrent beaucoup à la grande puissance des Romains. Aussi voit-on dans le Digeste quelques loix , qui nous font connoître l'application qu'ils donnerent en certain tems aux affaires de la Mer , même pendant le fort de leurs guerres. Les exemptions des charges municipales qu'ils accorderent aux citoyens , pour les inviter à construire des vaisseaux & à cultiver le Commerce , sont des preuves invincibles qu'ils sentoient parfaitement , que les for-

ces maritimes & le Commerce étoient nécessaires à la conservation & à l'accroissement de leur puissance.

Le Cardinal de Richelieu , qui avoit des vuës si étenduës pour la grandeur de l'Etat , ne trouva point de moyen plus efficace pour augmenter la puissance du Roy & la richesse de la Nation , que d'augmenter la Navigation & le Commerce ; en effet , il n'y en a point d'autre qui puisse nous attirer l'or & l'argent. Ce grand homme d'Etat nous montre bien la nécessité & l'utilité d'une puissance sur mer (*a*). Selon lui le Commerce est une dépendance nécessaire de cette puissance maritime. Après avoir montré les avantages que les

[*a*] Testament Politiq. de ce Cardinal
Ch. 9 sect. 5. & 6.

Anglois auroient sur nous , si notre foiblesse sur mer nous ôtoit tout moyen de rien entreprendre à leur préjudice il rapporte pour exemple l'affront que fit cette Nation orgueilleuse au Duc de Sully , envoyé par Henry iv. en Angleterre en qualité d'Ambassadeur extraordinaire , & il conseille à Louis XIII. de se mettre en état de n'en plus souffrir de semblables. Il fait voir tous les avantages d'une puissante Marine ; il en prouve l'utilité & celle du Commerce , par l'exemple des Hollandois , qui ne sont devenus puissans que par leur marine & leur commerce. Ce fut pendant son ministère que Louis XIII. fit cette belle ordonnance du premier Février 1629 ; dans laquelle pour engager les Sujets à faire le Commerce de

la mer , il declara par l'article 452. *Que les gentilshommes qui feroient ce Commerce par eux-mêmes ou par des personnes interposées, ne derogeroient point à leur noblesse &c*

Ce fut sur ces mêmes principes que le grand Colbert, ce vrai Ministre , protegea les Arts & les Manufactures. Il y avoit en France alors beaucoup de facteurs & de commissionnaires des Negocians Etrangers , & très-peu de Negocians. Il regarda les Societez ou les Compagnies , comme le moyen le plus propre à engager les François à faire le Commerce par eux-mêmes : Et comme entre tous les Commerces , qui se font dans toutes les parties du monde , il n'y en a point de plus riche n'y de plus considerable , que celui des Indes orientales , il reconnut l'importance de la

Navigation & des voyages de long cours ; il observa que ces voyages étoient non seulement une marque certaine de la puissance d'un Etat , mais encore un moyen infailible d'y apporter l'abondance. Il crut donc qu'il étoit de la gloire du Roy & de l'intérêt de ses peuples , d'entreprendre ce Commerce, que Henry IV. & Louis XIII. n'avoient pû conduire à sa perfection. Il porta le Roy à former le même dessein en 1664 & à ne rien épargner pour l'accomplissement d'un si grand ouvrage, qui pouvoit tenir son rang parmi les événemens les plus fameux du regne de Louis le grand. Il forma une Compagnie des Indes orientales , il la protegea de toute sa puissance , il l'assista de ses deniers , & prit sur lui les charges de l'exécution les plus pesantes , sans vou-

loir participer à la félicité des
sucez. On lit même dans l'his-
toire du Japon du pere de Char-
levoix Jésuite , que sachant que
les Japonnois ne recevoient
dans leurs ports que les vais-
seaux des Hollandois, & ne vou-
loient commercer ni avec les
Espagnols ni avec les Por-
tugais , à cause de la Religion
Catholique dont ils font pro-
fession , & qu'on leur avoit
rendu odieuse , ce Ministre
projetta de faire dire à l'Em-
pereur du Japon , que le Roy
de France avoit beaucoup de
Sujets qui suivoient la Religion
des Hollandois , & que s'il le
trouvoit bon , le Roy ne lui en-
voyeroit que des vaisseaux mon-
tez par ceux de cette Religion.*
Cela s'appelle penser en Minis-
tre. Ce projet n'eut point de

* V. les Observations sur les écrits mo-
dernes Tome x. p. 305.

succès à cause de la prevention du Gouvernement Japonnois qui redoute les Etrangers , instruit de ce qui s'est passé dans les Indes orientales & occidentales.

C'est ainsi que ce grand Ministre encourageoit les Negocians à se donner au Commerce maritime , & à faire construire des vaisseaux propres aux voyages de long-cours. Cette Compagnie ne fut pas la seule qu'il forma ; il en fit une pour les Indes occidentales , pour le Commerce du Levant , & pour celui du Nord. Il s'attacha à perfectionner nos anciennes manufactures ; il en établit de nouvelles ; enfin il protegea puissamment le Commerce, les Arts, & les Manufactures, qu'il regardoit avec raison , comme le moyen le plus efficace pour
augmenter

augmenter la puissance du Roy & la richesse du Royaume. En effet, je le repete encore, il n'y en a point d'autre qui puisse nous attirer l'or & l'argent. M. Colbert eut la satisfaction de voir que ses peines & ses soins ne furent pas inutiles; il laissa le Commerce dans un Etat florissant: Mais depuis lui les choses changerent bien de face; le commerce étoit aneanti, & toutes les depenses qu'il avoit faites pour l'Etablissement de la Compagnie des Indes orientales, & celles qui avoient été faites depuis lui par ses successeurs, ne suffisoient plus pour rendre ce Commerce fructueux.

Messieurs les Maloüins s'en chargerent en 1710, moyennant dix pour cent qu'ils donnoient du total de la vente des Marchandises qu'ils en rapportoient.

338 *Réflexions politiques*

Dabord ils n'étoient point au fait de ce Commerce, & il languissoit dans leurs mains; il étoit aussi trop foible, pour remplir tous nos besoins. En sorte qu'il nous falloit encore acheter de nos voisins une partie des Marchandises qui nous venoient des pais orientaux; servitude, dont M. Colbert avoit voulu nous affranchir, & qui étoit aussi honteuse qu'elle étoit ruineuse pour l'Etat.

Dans cette même vuë, pour profiter des grandes depenses qui avoient été faites à ce sujet depuis 55 ans, & pour ne pas laisser un si noble dessein sans effet, M. Law, gentil'homme Ecoissois, qui dès le mois de May 1716 (a) avoit établi une *Banque générale* en Fran-

(a) On l'a dit ci-devant art. 4. de ce Chap. pag. 105.

ce , & une Compagnie de Commerce sous le nom de *Compagnie d'occident* avec des actions, fit ôter la Compagnie des Indes aux Malouïns, dans le tems qu'ils commençoient à entendre ce Commerce & à le bien faire ; il fit réunir cette Compagnie au mois de May 1719 à celle d'Occident , & on nomma la nouvelle Compagnie, **COMPAGNIE DES INDES.** Elle est le seul vestige qui nous reste du système de M. Law.

L'importance de l'établissement de la Banque fut reconnue par ses progresz ; l'expérience fit voir l'utilité que l'on en pouvoir retirer , par la facilité de faire venir à Paris les deniers Royaux , sans frais , & sans degarnir les Provinces d'Espèces. Ce qui procura le moyen d'établir des fonds dans tous

les lieux du Royaume & dans les places étrangères, en un tems où la confiance étoit entièrement perdue, & où les opérations du passé ne donnoient pas lieu d'en espérer le retour. L'intérêt modique, auquel la Banque excomptoit les lettres de Change, fit diminuer l'usure, & empêcha les Sujets d'emprunter en païs étranger; & les sommes qu'elle prêta aux manufacturiers & aux negocians, soutinrent le credit & augmentèrent les affaires.

Le succès de ces établissemens alarma nos voisins, & nous fit ouvrir les yeux; on sentit qu'il convenoit au bien général du Commerce & des peuples, que la Banque fût protégée. On la déclara donc BANQUE ROYALE par Déclaration du 4 Décembre 1718, que le

Parlement refusa d'enregistrer. Cette Banque recevoit & distribuoit toutes les Eſpeces du Royaume, par un mouvement perpetuel d'entr e & de ſortie; elle étoit comme le centre de la recette & de la depeſe de l'Etat.

Ce mouvement ne pouvoit pas manquer de recueillir & de recompenser par tout le travail & l'industrie; car lorsque l'argent est dans un mouvement continuel, la culture des terres, les arts, & le commerce ne ſauroient demeurer dans l'inaction. *Les degrez de l'abondance & de la diſette ſont toujours determinez, par ceux du mouvement & du repos de l'argent.* Ce fut ce qui opera les ſuccès de cet établissement, & l'empreſſement du public  

porter son argent à la Banque, pour avoir de ses billets.

Les 100. millions d'actions que distribua la Compagnie d'Occident, en vertu des Arrêts du Conseil des 12. & 28. Juin, & 22. Septembre 1718. qui lui furent payées en Billets de l'Etat, perdant sur la place depuis 66 jusqu'à 72 pour cent; la ferme du tabac dont elle se rendit adjudicataire le 4 Septembre 1718, & dont elle augmenta le prix de deux millions vingt mille livres; l'achat qu'elle fit en May 1719 des fonds & des Privileges de l'ancienne Compagnie des Indes orientales, dont elle prit le nom, ne faisoient pas des fonds propres à acheter des vaisseaux, des Marchandises & autres choses nécessaires, pour aller chercher les profits que les Indes

nous offroient : elle fit donc une seconde creation de 50. mille nouvelles actions de 500 livres chacune (a) que l'on nomma *les filles*, & qu'on lui paya en argent avec 10 pour 100 de plus ; ce qui lui fit un fonds de 27 millions 500 mille livres d'argent comptant. Alors elle fait construire des vaisseaux ; elle en achete ; elle les fait charger & partir, les uns pour l'Asie & pour l'Afrique, & les autres pour l'Amerique. Le Roy lui cede le benefice sur les Monnoyes (b) pour neuf années, moyennant 50 millions qu'elle s'engage de payer, en quinze payemens égaux de mois en mois. Et ne trouvant pas ce fonds encore suffisant à toutes les entreprises de son Com-

[a] En Juin 1719.

[b] Par arrêt du 25 Juillet 1719.

344 *Réflexions politiques*

merce , vû la force des actionnaires dont la fortune croissoit journellement , elle fit une troisiéme creation de 25 millions de nouvelles actions (a) de 500 livres chacune , qui lui furent payées à raison de 200 pour 100 ; ou de 1000 livres l'une : elles furent nommées les *petites filles*. Elle se rend adjudicataire des Fermes générales , & en augmente le prix de 3 millions cinq cent mille livres (b). Elle prête 1200 millions au Roy pour libérer l'Etat , moyenant 3 pour 100 d'interêt par an. Sa Majesté rembourse les rentes constituées, lesquelles ne pouvant se convertir en argent aisement , n'étoient d'aucun secours au commerce. Ces remboursemens mettoient tout le monde en état

[a] Le 27 Juillet 1719.

[b] En Août 1719.

de se libérer, & les Propriétaires des terres en situation de les mieux cultiver. Pour donner moyen de faire usage de ces remboursemens, on fit une 4. création de 50 millions de nouvelles actions (a), qui furent payées, à la Compagnie à raison de 1000 pour 1000. Elle en fit une 5. encore de 50 millions (b) comme les derniers: une 6. aussi de 50 millions aux mêmes conditions (c). Enfin, en vertu d'un ordre particulier du Regent du 4. Octobre, elle fit une 7. création de 24 mille actions, qui dûrent être remplacées par un pareil nombre de celles du Roy, suivant la deliberation de ce jour. Ces actions furent levées, excepté

(a) Le 13 Septembre.

[b] Le 28 Dud.

[c] Le 4 Octobre.

346 *Réflexions politiques*

celles que l'on reserva à sa Majesté. Tout les papiers Royaux étoient en valeur. Les Billets de l'Etat, qui avoient perdu jusqu'à 72 pour cent, valoient 10, 12 & 14 pour cent de plus que l'espece.

Voilà donc 7 creations d'actions montant à 624 mille. Ce nombre d'actions étoit prodigieux ; mais elles n'étoient pas des effets remboursables par le Roy, ni avec lesquels on pût attaquer les caisses de la Banque : il y avoit donc bien moins de danger à en multiplier la quantité, que celle des Billets de Banque. Ce nombre d'actions n'auroit dû charger la Compagnie, que d'un intérêt à 4 pour cent par an ; or 624 mille actions à 500 livres formoient un capital de 312 millions, dont l'intérêt à 4 pour

100 par an , étoit 12 millions
480 mille livres : mais elle avoit
promis un dividend de 200.
livres par action , ce qui étoit
beaucoup au dessus de ses for-
ces ; aussi furent-elles reduites
à 200 mille dans la suite , com-
me on la vû ci-devant tom. 1.
p. 288. & suivantes.

Les six premières creations
d'actions avoient été autorisées
par des Arrêts du Conseil, el-
les montoient à 600 mille , à
compte desquelles la Com-
pagnie des Indes avoit reçue
4 Octobre 1719. Cent quatre
vingt deux millions , cinq cens
mille livres en effets & espe-
ces , qui valoient en argent ,
cent onze millions , trois cens mil-
le livres , comme on le voit par
le detail suivant.

SCAVDR.

Réflexions politiques

100,000,000	En Billets de l'Etat, pour le montant de la 1. Creacion, lesquels ne valaient réellement en especes que . . .	34,000,000 l.
27,500,000	en argent pour le montant de la seconde creation, nommées <i>les filles cy</i>	27,500,000
5,000,000	Deux payemens à compte des <i>petites filles</i> ou de la 3 creation qui font 100 francs par action, & 5 millions en Billets de l'Etat qui valaient en especes . .	1,800,000
50,000,000	Un payement au plus sur la 4 creation, de 500 livres en Billets de l'Etat, qui valurent pendant le moins de Septembre dernier, depuis 80 jusqu'à 112. pour 100, dont la valeur commune étoit 96 ce qui faisoit en Especes	48,000,000
182,500,000	D'effets valant réellement en Especes	111,300,000
161,500,000	des nouritures des 614 mille action 1615 millions cy.	
48		
221,797,500,000	Qui est le montant des actions.	

sur les Finances. 349

cy contre . . . 111,300,000

Les 4 premières creations
valaient sur la place la somme de 1,350,000.000

Partant l'Etat gaignoit . . 1,238,700,000
Ledit jour 4 Octobre 1719
il y avoit des Billets de Banque ordonnez. pour 520,000,000
Par consequent l'Etat étoit
plus riche de 1,758,700,000

C'étoient autant de valeurs réelles que l'Etat gaignoit, & dont la circulation étoit augmentée.

La Compagnie prêta encore 300 millions au Roy le 12 du present mois Octobre aussi à 3 pour cent par an d'interêt. Elle se chargea des recettes générales. Ainsi elle étoit chargée des revenus, des dettes, & de l'entretien de l'Etat; enforte que ces revenus qui étoient divifez en tant de branches; tant pour la recette que pour la depense; furent réunis en une seule, ce qui épargnoit les frais

immenses d'une regie ou d'une administration si composée, & les benefices secrets attachez à chacune de ces différentes parties.

On sent aisément qu'un projet de cette espece devoit trouver beaucoup d'oppositions ; il rendoit inutile toute la science de l'ancienne finance , au grand soulagement des peuples , moins foulez par les droits imposez sur eux , que par la façon de les imposer & de les lever.

Les progresz étonnans de la Banque influant sur le credit de la Compagnie des Indes , on vit au mois de Novembre 1719 avec une extrême surprise les actions monter à 10000 livres (vingt fois plus que leur premiere valeur) malgré la Compagnie même , qui pour les empêcher de monter , en répandit en une seule semaine pour 30 millions sur la place , sans

pouvoir les faire baisser. Plusieurs causes contribuèrent à cette prodigieuse augmentation.

1. L'union de la ferme du tabac.

2. Celle de la Compagnie des Indes.

3. Celle de la Monnoye & des affinages.

4. Celle des Fermes générales.

5. Celle des Recettes générales.

6. Le défaut d'emploi de deniers provenant des remboursemens des rentes sur la ville, & Charges supprimées.

7. Et enfin, le prêt de 2500 livres que faisoit la Banque sur chaque action, moyennant 2. pour cent par an d'interêt.

Les gains faits & le desir d'en faire fortifioient la confiance, & porterent les choses au point que nous allons essayer de représenter.

SITUATION DU CREDIT à la fin de Novembre 1719.

34,000,000 d'Espèces que valaient au plus les 100 millions de
Billets de l'Etat, reçus pour les 200 mille actions
d'occident, qui valaient 1875 le 29 Novembre 1719.
c'étoit 9375 qui avec la mise 500 faisoit 9875. li-
vres. Les 200 mille actions formoient donc aux por-
teurs propriétaires & à l'Etat, une valeur réelle de. 1,975,000,000 l.
27,500,000 Les 50 mille *filles* qui ont couru 550 livres en ar-
gent, valoient autant que l'occident. 493,750,000
10,000,000 Pour 4 payemens faits sur les 50 mille *Petites filles*,
faisant 200 livres, Elles valoient 1775 led. jour 29.
Novembre, c'étoit 3550 & avec les 200 de payées
3750. livres, ce qui faisoit 187,500,000
150,000,000 Pour le premier payement de 500 livres par action,
des 300 mille créées les 13. 28 Septembre & 2.
Octobre 1719. Elles valoient le 27 de Novembre, 1317.
C'étoit 6585 livres, & avec les 500 de payées 7085.
à ce prix les 300. mille faisoient 2,125,500,000

352
221,500,000 TOTAL 4,781,750,000

sur les Finances. 353

cy contre . . .	4,781,750,000
Osons-en ce que ces ac-	
tions avoient coûté alors . .	221,500,000
- Il y avoit des Billets	
de Banque ordonnés ce	4,560,250,000
jour-là pour la somme de	640,000,000
- Partant l'Etat étoit alors	
plus riche qu'il ne l'étoit	
avant , de la somme de . .	5,200,250,000

C'étoient autant de valeurs réelles que le credit & la confiance avoient fait naître au profit de l'Etat, & dont la circulation étoit augmentée, indépendamment de l'Espece qui étoit en France.

Voilà une abondance qui se répandit bien-tôt dans les villes & dans les Campagnes. Elle alla y tirer les uns & les autres de l'oppression des dettes que l'indigence avoit fait contracter. Elle reveilla l'industrie: elle rendit la valeur à tous les biens-fonds, qui avoit été suspenduë par ces dettes. Elle mit le Roy

354 *Reflexions politiques*
en état de se libérer, & de
remettre à ses sujets plus de 52
millions d'impositions. des an-
nées antérieures à 1719, &
pour plus de 35 millions de
droits éteints pendant la Re-
gence. (a). Elle fit baisser l'in-
terêt des rentes, elle écrasa
l'usure. Elle porta les terres au
denier 80 & 100: elle fit élever
des édifices dans les villes &
dans les Campagnes, reparer
les anciens qui tomboient en
ruine, défricher les terres, don-
ner des valeurs à des matériaux
tirez du sein de la terre, qui
n'en avoient point auparavant.
Elle rappella nos Citoyens, que
la misere avoit forcez d'aller
ailleurs chercher à vivre (b).

(a) Voyez l'Etat des dettes à la mort de
Louis XIV, pag 27 imprimé chez Cautelien
1720. in 4.

(b) Voyez l'Ordonnance du Roy du 15.
Octobre 1719 qui facilite leur retour.

Enfin , cette abondance attira les richesses étrangères ; les Bijoux , les Pierres precieuses , & tout ce qui pouvoit augmenter le luxe & la magnificence , nous vinrent des païs étrangers. Que ces prodiges , ou ces merveilles , ayent été produits par l'art , par la confiance , par la crainte , ou par des chimeres , si on le veut , on ne sauroit s'empecher de convenir , que cet art , que cette confiance , que cette crainte , ou que ces chimeres , avoient operé toutes ces realités , que l'ancienne administration n'auroit jamais produites.

Quelle difference entre la situation où étoit la France au commencement de la Regence , (*a*) à la situation où elle

(*a*) Représentée ci-devant tom. & chap. 1. art. 5. depuis la pag. 71 jusqu'à la p. 109.

se trouvoit en Novembre 1719 ? Jusques-là, le système n'avoit fait que du bien ; tout étoit louable & digne d'admiration, excepté un vice qu'on y voyoit avec peine ; c'étoit l'action d'occident, qui n'avoit couté que 500 livres en Billets de l'Etat, qui n'en valoient que 150 à 160 en especes, & qui étoit de la même valeur que les autres.

Si la suite de ce système n'a pas été aussi brillante que les commencemens, ce n'est point la faute du projet : il n'avoit en lui aucun principe de ruine ; il n'a péri que par la défiance, qu'excita l'artifice, par la jalousie, par les intrigues, par l'avidité, par le mensonge, & par les regrets (a). Il étoit bon

[a] Voyez sur cela ce qui en a été dit ci-devant tom. & chap. 1 art. 10. pag. 242. & suiv. jusques à la page 342.

& bien-faisant ; il a été outré ,
& précipité ; c'est notre cupi-
dité qui la gâté. C'est aussi le
sentiment d'un homme d'esprit
dans un ouvrage fort connu ,
où il parle ainsi : » Il vint un
» homme en France avec des
» projets vastes, magnifiques, &
» qui poussez jusqu'à un certain
» point auroient été extrême-
» ment utiles. Mais notre cupidi-
» té les gâta , & bien-tôt après
» chaque particulier , puni d'a-
» voir été avide ou paresseux, vit
» par un espece de prestige
» passer son bien dans les mains
» d'un inconnu , qui fut étonné
» & presque honteux de se trou-
» ver riche. *Troisième lettre sur
la decadence du goût pag. 332.
par M. R. D. S. M. à la suite
de ses Réflexions sur la Poésie.
A la Haye 1734. in 12.*

Voyons presentement quelle

358 *Réflexions politiques*
 étoit la situation du Roy, &
 celle de la Compagnie des In-
 des au mois de Novembre
 1719.

Le Roy devoit à son ave-
 nement à la couronne, 2 mil-
 liars, 62 millions, 138 mille
 livres en principal (a) qui lui
 coûtoient annuellement en in-
 terêts 89 millions, 983 mille,
 453 livres. (b)

La Compagnie des Indes prê-
 ta 1600 millions à Sa Majesté
 pour rembourser pareille som-
 me sur les 2,062,138,000 liv.
 lequel remboursement, propor-
 tion gardée, a dû diminuer les
 intérêts cy dessus de la som-
 me de 62,836,258 l.

Le Roy ne paye à la Com-
 pagnie pour l'intérêt de ce
 prêt, que 48,000,000

Ainsi le Roy épargne an-
 nuellement 21,836,258

[a] Tom. & chap. 1. art. 5. pag 95.

(b) Idem pag 96.

sur les Finances. 359

cy contre 21,836,258

Sa ferme du tabac est augmentée de 2,020,000

Les fermes generales de . . . 3,500,000

Par conséquent le système _____
valoit tous les ans au Roy (a)

indépendamment de la facilité procurée dans la perception de ses droits, & de tous les autres avantages que procure le credit 27,356.258 L.

La situation de la Compagnie n'étoit pas moins avantageuse que celle du Roy, en la considérant d'un certain côté. Elle retenoit par ses mains sur les revenus de Sa Majesté, pour l'interêt de son prêt, 48 millions, non compris son bénéfice sur les Fermes, sur le tabac, sur les Monnoyes, & sur son Commerce des deux Indes. (b)

(a) Suivant l'Etat général des dettes à la mort de Louis XIV déjà cité. pag. 28 les Finances du Royaume furent améliorées pendant la Regence de 83,317,972 livres par an.

[b] Detaillez au Tom. & Chap. 1. art. 10 p. 290,

360 *Réflexions politiques*

Elle devoit les dividendes ou l'interêt à 4 pour 100 des 624 mille actions; si on les considère à 500 livres chacune, le Capital en fera de 312 millions, dont l'interêt à 4 pour 100 ne feroit que de 12,480,000 livres, ce qui lui feroit un état très-avantageux, cy 12,480,000 l.

Mais en considérant les dividendes à payer à raison de 200 livres par action, comme elle les avoit promis, son état n'eut pas été heureux; elle auroit dû annuellement. 124,800,000 l.

Ce qui auroit été beaucoup au dessus de ses forces, si on n'avoit pas réduit le nombre de ces actions à 200 mille. D'ailleurs, cette Compagnie avoit des frais de regie considérables, des armemens, des desarmemens, constructions & achats de vaisseaux &c. Mais ils ne pouvoient pas égaler les bénéfices expliquez cy-dessus, &
non

non compris dans la recette. Ainsi dans le premier cas, la situation étoit très-avantageuse (a). M. Colbert auroit eu bien du plaisir, s'il avoit pu pousser la Compagnie qu'il forma en 1664, à une puissance égale à celle-ci. Ces avantages ne valent-ils pas la Banqueroute proposée par l'ancienne Finance? (b)

Alors la situation des Rentiers n'étoit pas favorable, il faut en convenir : ils devinrent à leur tour la victime du bien public, comme les propriétaires des biens fonds l'avoient été de l'intérêt particulier : Mais le nombre de ceux-ci étant infiniment plus grand que celui des

[a] Voyez l'Etat où elle étoit à la fin du mois de May 1720. tom. & Chap. 1. art. 10 pag. 288. & suivantes.

[b] Voyez Tom. & Chap. 1. art. 5; pag. 91. & 94.

autres, il étoit bien juste de lui donner la préférence, avec d'autant plus de raison, que le rentier qui avoit des biens fonds, retrouvoit dans l'augmentation de leur prix & de ses revenus, la perte qu'il avoit soufferte sur ses rentes. Il n'y avoit donc à plaindre que ceux qui n'avoient précisément que des rentes, & qui n'ont pas été remboursés assez tôt, pour employer leur fonds en actions : ceux-là ont perdu une partie de leur revenu, j'en conviens ; mais qu'ils se souviennent qu'ils auroient perdu leur revenu en entier, par la banqueroute totale proposée par l'ancienne Finance ; au lieu qu'ici ils en conservent une partie : & ils pouvoient même espérer que l'Etat, qui devenoit riche, auroit pû dans la suite réparer

leur perte de l'autre partie bien justifiée , laquelle bien examinée ne se feroit pas trouvée à beaucoup près , aussi considérable qu'on le pense. D'ailleurs *un mal particulier ne doit jamais arrêter le progrès d'un bien général.*

Il ne sera peut-être pas hors de propos de montrer ici , quel fut le montant des Effets publics à la fin de chaque mois.

A la fin du mois de Novembre 1719. l'Etat étoit , comme on l'a vû ci-dessus , plus riche qu'il ne l'étoit avant que le crédit & la confiance eussent donné naissance à ces valeurs réelles, qui augmentoient la circulation

de 5,200,250,000. l.

A la fin du mois de Décembre suivant 1719 , le montant du crédit Public y compris 769 millions de Billets de Banque,

étoit de 5,056,545,000. l.

Q ij

364 *Réflexions politiques*

En Janvier 1720 , y
compris 790 millions,
520 mille livres de Bil-
lets , le crédit étoit de 5,032,160,000 l.

En Février , compris
1,069,727,090 livres de
Billets, le crédit étoit de 5,231,787,090. l.

En Mars , compris
1,261,530,150 livres de
Billets, le crédit étoit de 4,872,230,150. l.

En Avril , compris
2,054,004,870 livres de
Billets, le crédit étoit de 6,127.184,870. l.

En May , compris
2,235,083,590 livres de
Billets, le crédit public
étoit de 6,138,243,590. l.

En Juin , compris
2,380,067,660 livres de
Billets , le crédit étoit
en argent de 3,099,990,128. l.

En Juillet , compris
2,102,745,470 livres de
Billets , le crédit étoit
en argent de 1,973,670,600. l.

En Août , compris
2,027,808,880 livres de
Billets , le crédit étoit
en argent de 1,482,310,585; l;

En Septembre , com-
pris 2,022,762,610 livres
de Billets, le crédit étoit
en argent de 1,214,184,252. l.

Voilà les progrès & la décadence du crédit. Les Billets furent supprimez le 10 Octobre , & le crédit bouleversé. Dès le mois de Juin 1720 les Billets commencèrent à perdre, comme on l'a montré ci-devant au Tom. 1. Chap. 1. Art. 10 de ces Réflexions.

J'ai passé légèrement sur un grand nombre d'opérations susceptibles de réflexions curieuses, & qui seroient peut-être de quelque utilité pour l'avenir : mais leur tems est encore trop près de nous ; pour en pouvoir parler avec une liberté convenable. Cette raison m'empêche de suivre la Compagnie des Indes dans ses prospérités & dans les malheurs que lui ont suscité les ennemis du systême. On a vû ce que j'en ai dit au Tom. 1. ch. 1. art. 1.

10. Je finirai cette digression en répondant à ceux qui dans le tems des aduersitez de cette Compagnie en propofoient la destruction , & d'abolir le Commerce des Indes , regardant cet établissement comme une chose très à charge à l'Etat.

Ceux qui tenoient ce langage disoient alors , que cet établissement nous coûtoit des sommes considérables : ils soutenoient que ce Commerce épui-
soit le Royaume d'argent , & qu'il détruiroit nos Manufactures. Cela peut avoir un sens véritable : il est constant qu'il faut porter de l'argent dans les Indes pour y faire le commerce : il est certain aussi qu'on en rapporte des Toiles peintes , des étoffes de soye pure , de soye mêlée d'or ou d'argent , d'écorce d'arbre , & autres ma-

tieres , lesquelles étant débitées dans nos Provinces , peuvent porter quelque préjudice à nos Manufactures ; mais ces personnes-là ne regardoient ce commerce que par son mauvais côté , sans faire attention qu'il étoit aisé de remédier à tous ces inconvéniens : qu'il y a des moyens de rappeler au triple l'argent qui sort du Royaume pour les Indes , (car je veux bien regarder les Piaſtres que l'on prend en Eſpagne pour les y porter , comme argent sorti de France , parce qu'il y entreroit si on ne l'envoyoit pas aux Indes) & que ce commerce empêche les Etrangers de tirer beaucoup plus d'argent de nous. En ne regardant donc ce commerce que par rapport à l'argent qu'il fait sortir , & à la quantité des étoffes qu'il peut

introduire , il feroit constamment nuisible à l'Etat. Mais ce ne fera plus la même chose , si on le considère par rapport aux Epiceries , aux drogues , & aux autres choses , que ce Commerce nous procure , que nos Provinces ne produisent pas , dont nous ne pouvons nous passer , & que nous serions absolument obligez de tirer de nos voisins. Ce n'est point l'achat de ces denrées dans les Indes qui les rend cheres ; elles y coûtent peu de chose , en comparaison des frais qu'il faut faire pour les aller chercher. Or la construction & l'armement de nos Vaisseaux qui les vont chercher , se faisant dans le Royaume , l'argent qu'on y employe n'en fort point : il occupe du monde ; il élève des hommes à la Mer : c'est déjà un

avantage pour l'Etat. Ce commerce ne nous coûte donc que l'argent qu'il faut pour l'achat des Marchandises dans les Indes. Il n'y a donc que cet argent qui sort du Royaume. Si au contraire nous cessons d'aller chercher nous-mêmes ces Marchandises, nous serons dans la nécessité de les recevoir des Hollandois ou des autres Nations Etrangères, qui nous les apporteront, & auxquels il faudra payer non seulement le prix du premier achat de ces Marchandises dans les Indes, mais encore tous les frais qu'ils auront faits pour les aller chercher, & le profit qu'ils doivent faire sur la revente; ce qui revient à 7 à 8 fois plus que le prix du premier achat. Par conséquent l'Etat perdrait 7 à 8 fois plus d'argent qu'il ne fait.

Donc , bien loin que ce Commerce nous soit à charge , nous ne sçaurions trop le protéger & l'augmenter , afin que les Etrangers ne nous apportent plus rien de ces païs-là , & qu'au contraire nous leur en portions.

A l'égard des Toiles peintes & des étoffes , que nous apportons des Indes , ce n'est pas un inconvénient , puisque nous en défendons l'usage en France , & qu'on oblige la Compagnie de les vendre en Païs étranger. Le prix de la revente de ces Marchandises , qui excède de beaucoup celui de leur achat dans les Indes , revient dans le Royaume en argent, ou en Marchandises, qu'il nous auroit fallu payer en Especes ; ainsi , bien loin que ce Commerce soit à charge à l'E-

tat , il lui est avantageux , en lui procurant beaucoup plus d'argent qu'il n'en fait sortir.

D'ailleurs , il est nécessaire , & de la bonne politique , de pouvoir être informé avec certitude de tout ce qui se passe dans ces Pais-là , à cause des établissemens que nos voisins y ont ; ce qui ne se peut faire qu'en y commerçant. Le grand Colbert sentoit bien cette nécessité : & nous voyons aussi avec plaisir que le Gouvernement présent connoît l'utilité de ce Commerce , puisqu'il le protege puissamment.

Cette digression m'a un peu écarté de mon sujet ; mais ayant parlé de la Compagnie de 1664. je ne pouvois pas m'empêcher de dire quelque chose de celle qui lui a succédé ; je n'en ai montré que les progrès ; je passe

372 *Réflexions politiques*
la suite sous silence. Elle est si remplie de traverses & de contradictions , qu'on ne pourroit pas en dire son sentiment avec liberté sans déplaire. Reprenons notre sujet.

La Navigation, qui est l'ame du Commerce , procure toujours beaucoup de profit à l'Etat : la construction des Vaisseaux, leur avitaillement & leur équipement , dont la dépense est toujours considérable, se faisant dans le dedans de l'Etat, fournissent à plusieurs Habitans les moyens de vivre & de s'enrichir (a). Elle occupe tous les

[a] Rien n'est plus contraire à l'intérêt de l'Etat , que de ne pas occuper tous les Citoyens. Que penser donc de ceux qui voudroient empêcher des particuliers de s'occuper honnêtement & utilement suivant leurs Talens ? Celui-ci sçait faire une Comédie , celui-là un Roman , une Historiette &c. Ils n'ont de génie & de talent que pour ce travail. J'avouë qu'il n'est pas d'une

Habitans des côtes de la Mer, inutiles presque à autre chose, & qui, faute de Navigation, sont comme forcez de passer au service des Etrangers ; c'est ce qui est arrivé toutes les fois que nous avons cessé de naviger. En les perdant nous perdons doublement ; nos Côtes deviennent désertes, notre Navigation s'affoiblit, & celle des Etrangers s'augmente à nos dépens. Les défenses aux Mariniers de sortir du Royaume sont inutiles : ils ne sont nez que pour naviger, la Mer est leur élément ; si nous ne les occupons point, ils vont malgré ces défenses chercher

grande utilité à l'Etat ; mais il peut toujours servir à faire subsister des Libraires & des Ouvriers ; à entretenir le Commerce d'un Marchand, & procurer plusieurs autres avantages, qu'il est inutile de détailler. Il suffit de dire que le moindre travail, qui ne blesse ni les mœurs ni les Loix, est toujours avantageux à une Nation en général.

374 *Réflexions politiques*
de l'occupation ailleurs : on s'y
oppose vainement.

Mais , dit - on , l'entretien
d'une puissante Marine coûte
des sommes immenses à l'Etat,
auxquelles il ne peut atteindre.

Pour détruire ce préjugé , il
faut montrer ici , par un détail
exact & bien calculé , ce que
côutoit par mois en 1681 la
plus florissante Marine que la
France ait eue. En voici un
sommaire précis. *

Cette Marine , comme on le
sait , étoit aussi brillante qu'elle
étoit puissante. Elle étoit
composée de 115 Vaisseaux ,
des premier , second , troisième ,
quatrième & cinquième rangs ;
de 24 Frégates légères , de 8
Brulots , de 10 Barques longues ,
& de 22 Flûtes ; faisant en tout
179 Vaisseaux de toutes espèces ,
montez de 7080 pièces de

* Voyez le Sommaire cotté 374.

me II.

er mois.	Vivres par mois.	Coût de l'armement par mois.
1.	65483 l. 10 s.	183569 l. 10 s.
10 s.	74782 10	217559
	58105	286434
	46758 15	140700 15
	24356	79447
10	309485 15	907710 5
15	16721 5	59119
	2130	8194
	2475	8679
	5838	20091
5	336650.....	1003793 5
15	26930.....	99252 15
	363580.....	1103046.



sur les Finances. • 375

Canon, de 1028 Officiers Majors, de 7955 Officiers Mariniers, de 20618 Matelots, de 10904 Soldats, faisant 39477 hommes d'équipages (non compris les 1028 Officiers Majors) dont la solde par mois coûtoit, lorsqu'ils étoient armez, la somme

de 667,143 liv. ci.	667,143 l.
Et les vivres coûtoient aussi par mois	326,650 l.

Ce qui fait la somme de 1,003793 l.

Les 30 Galeres toutes armées aussi, contenant 5600 Chiornes ou forçats, 2400 Mariniers de rang, 935 Mariniers de rambades, & 3010 Soldats, coûtoient pour leur solde & pour leurs vivres, * 99252 l. 15.

2,08020 l. 10 s.

La solde & les vivres.
extraordinaires. . . . 108967 l. 15.

La dépense de cette Marine toute armée coûteroit donc par mois, la somme de

1,212,013 l. 10 s.

En supposant le tour armé pendant six mois de l'année, ce qui n'arrive jamais tous les ans, cette formidable Marine coûteroit

7,272,084 l.

* La nécessité de ces Galeres n'est pas bien évidente, peut-être que la dépense qu'elles occasionnent pourroit être placée d'une façon plus utile à la France.

Si toutes choses avoient augmenté comme les Eſpeces , on pourroit dire que cette dépense monteroit aujourd'hui à 12 millions , 933 mille , 920 livres, parce que 7 millions, 272 mille, 84 liv. de ce tems-là, égalent exactement 12,933,920 liv. de ce tems-ci. Mais toutes choses n'ont pas augmenté comme les Eſpeces : les gages ou la solde des Marins sont à - peu-près les mêmes qu'ils étoient en 1681; on ne donne pas plus de 15 liv. par mois au Matelot de la premiere classe ; 13 liv. 10 s. à celui de la seconde, ainsi du reste. Les bleds ne sont pas plus chers aujourd'hui qu'ils l'étoient. Cela étant , la solde & les vivres des 39,477 hommes qui étoient dans les 179 Vaisseaux susdits , (non compris 1028 Officiers Majors) &

des 10,985 hommes qui étoient dans les 30 Galeres ci-dessus, faisant 50462 hommes, qui montent, comme on vient de le voir, à 7 millions, 272 mille, 84 livres de ce tems-là, ne coûteroient guères plus aujourd'hui. L'augmentation de dépense, si on peut dire qu'il y en a, ne peut donc regarder que la construction & les agrais des Vaisseaux & des Galeres, que nous ne comprenons point dans ce calcul, & qui à peu de chose près pourroient se retrouver dans les épargnes des années, où l'on n'arme qu'une partie de cette Marine, ou que l'on n'arme point du tout; car toute une Marine n'est pas armée toutes les années; lorsqu'elle est en Mer, elle n'y est ordinairement que six mois de l'année;

& lorsqu'elle n'y est pas , ou qu'il n'y en a qu'une partie , la dépense n'en est pas si forte ; ce qui s'en faut va loin , & à la longue il remplit peut-être , & au-delà , les frais de la construction des agrais & armement de ces Vaisseaux.

A U T R E C A L C U L .

Il est établi parmi ceux qui sçavent ce que c'est que la construction & l'armement des Vaisseaux , qu'un Vaisseau de guerre de 60 pieces de Canon , armé , & avituallé pour un an , la solde payée &c. coûte 600 mille livres.

Or la solde & les vivres de 500 hommes d'équipage pendant un an , & la paye de l'Etat Major , montent à 160 mille

livres; ils passent au moins 159
mille livres, ci 160000. l.

Cette somme ôtée des 600
mille livres ci-dessus, le reste
440 mille livres, est pour la
construction, les agrais, les
Canons &c. de ce Vaisseau.
Et la durée commune d'un
Vaisseau est de 20 ans: il ne
faut donc compter par année
que 22000. l.

Un Vaisseau de 60 pieces de
Canon, tout armé en guerre,
coûte donc par an au plus . . . 182000. l.

Par conséquent 100 Vais-
seaux de cette espece coûte-
roient par an 18 millions 200
mille livres: mais, une Marine
semblable n'est en mer, au plus
que six mois de l'année. Un
Vaisseau de guerre de cette na-
ture, ne peut porter des vivres
à 500 hommes d'équipage, que
pour cinq à six mois au plus. Or
la solde & les vivres de ce Vais-
seau pour six mois, ne mon-
tent qu'à 80000. l.

La construction & les agrais,
comme ci-dessus 22000. l.

Ce ne seroit donc que . . . 102000. l.

Et pour 100 vaisseaux, 10
millions 200 mille livres par an,

380 *Reflexions politiques*

en supposant le tout armé six mois de l'année , ce qui n'arrive jamais tous les ans ; ainsi on peut dire qu'une marine de 100 vaisseaux de 60 pieces de canon ne coûteroit pas dix millions, année commune, pour toutes choses ; ce qui n'est pas un objet comparable à l'honneur & à l'utilité qui en reviendroit à l'Etat.

En 1681 la dépense des 7 millions, 272 mille, 84 livres n'étoit pas au dessus des forces de la France ; cependant alors le Roy ne jouissoit que de 116 millions, 873 mille, 476 livres de revenu (a). Il jouit aujourd'hui de 200 millions au moins : Donc, dira-t-on, il est mieux en état de soutenir cette dépense

[a] Tom. 1. Chap. 2. Art. 5. pag. 412, 413 ; & Art. 6. pag. 438 & suiv. jusqu'à 441.

qu'on ne l'étoit en 1681. Cela est vrai en ne regardant que le numéraire, qui est actuellement plus fort de 83,126,524 livres qu'il ne l'étoit alors : mais si on considère que ces livres ne sont pas les mêmes, on reviendra de cette erreur ; car les 116,873,476 livres de 1681 à 28 francs le marc d'argent formoient annuellement à Louis XIV un équivalent de 4,174,052 $\frac{2}{7}$ marcs.*

Et les 200 millions de livres dont jouit Louis XV actuellement, sont des livres, dont il en faut 49. l. 16 s. pour former le même marc d'argent ; par conséquent ce Prince ne reçoit que l'équivalent de 4,116,466 marcs.

PARTANT Louis XV reçoit annuellement l'équivalent de 7,865,825 livres de moins que ne recevoit Louis XIV, faisant. . . 57,586 $\frac{2}{7}$ marcs.

Louis xv est donc réellement moins riche avec son grand numéraire de 200 millions, que ne l'étoit Louis xiv avec son foible numéraire de 116 millions, sans que les Peuples en soient plus à leur aise^(a), indépendamment du prix des denrées qui a augmenté. C'est une preuve bien sensible que *l'augmentation numéraire a été désavantageuse au Roy & au Peuple comme débiteurs*. Mais cela n'empêche pas que la France ne puisse fournir aux frais d'une puissante Marine; elle peut aisément, si elle le veut, & sans nouvelles impositions à charge aux Peuples, trouver 8, 10 & 12 millions, s'il les faut annuellement, pour l'entretien de cette Marine. Cette dépense est d'autant plus nécessaire à la France,

(a) Voyez ce qui est dit à ce sujet, ci-devant, Tom. 1. pag. 427. & suiv.

que jamais elle ne fera puissante, respectée, ni crainte de ses Voisins, si elle n'est pas la maîtresse de la mer. Toutes les forces qu'elle peut ou qu'elle pourra avoir sur terre, ne sçauroient produire le même effet. Une armée de vingt mille hommes sur cette plaine liquide lui feroit plus d'honneur & de profit, que deux cens mille hommes sur terre.

Les Anciens sçavoient que leur puissance & leurs richesses dépendoient absolument des forces maritimes. Ils n'étoient pas moins persuadés que Thémistocle l'avoit été, & que Pompée le fut ensuite, de cette grande maxime, QUI EST LE MAÎTRE DE LA MER, EST LE MAÎTRE DE TOUT (a).

[a] Histoire du Commerce & de la Navigation des Anciens, Chap. 16, n°. 14. Et le Mercure François, tom. 13. pag. 226.

384 *Réflexions politiques*

La réponse que fit l'Oracle de Delphé aux Athéniens , de fortifier leur ville avec des murailles de bois , pour se garantir de l'invasion de Xerxés , est un conseil que tous les Conquérens ont pris pour eux , & dont Louis XIV s'est servi si heureusement , que sa puissance sur mer étoit devenuë aussi redoutable aux Anglois , aux Hollandois & aux Espagnols , que celle de son Ayeul étoit foible & méprisable *
Témoin l'affront que le Roy Jacques fit au Duc de Sully , dont on a parlé ci-devant page 332 de ce volume.

La nécessité indispensable où est la France d'avoir une puissante marine , est encore bien établie par le discours que fit à ce

* Notes d'Amelot de la Houffaye , pag. 238 du Volume 2. des Lettres du Cardinal d'Osat.

Sujet un ancien Serviteur de la Couronne , rapporté au *tome 13 du Mercure François* , pag. 209 & suivantes ; par la Lettre du Cardinal d'Offat du 16 Octobre 1596 , à M. de Villeroy Ministre & Secrétaire d'Etat (a) ; par le conseil que donna *Antoine Perez* à Henry IV & par celui que donna à Louis XIII le Cardinal de Richelieu, comme nous le voyons dans le *chap. 9 de la seconde partie, section 5 de son Testament politique*. Or si pour être plus puissant par terre , il faut être le plus fort par mer , & si le Prince qui est le maître de la mer est infailliblement le maître ou l'arbitre de ses Voisins , il n'y a pas à hésiter , quelque dépense que

[a] C'est la 84. du Recueil de ces Lettres donné en 5 volumes in-12. avec des Notes par Amelot de la Houssaye , pag. 237. & suiv. du tome 2.

puisse coûter une Marine puissante , nous la devons faire par préférence à d'autres moins importantes , puisque l'intérêt & la grandeur du Roy , le bien des Peuples , & la sûreté de l'Etat l'exigent.

La France peut avoir cent mille hommes de mer, non compris les Soldats de Marine. Il est de son intérêt d'occuper & d'entretenir ces hommes marins ; ils lui sont utiles & précieux. Voici le détail de tous ceux qui se trouverent sur toutes les Côtes du Royaume & dans tous les départemens , suivant les revuës qui en furent faites par les Commissaires au mois de Janvier 1713 montant encore à 92450 hommes,

S Ç A V O I R ,

Officiers mariniers,	Capitaines, Maîtres & Patrons.....	5585	16610
	De Manœuvres....	3225	
	De Pilotage.....	1577	
	De Cannonnage ...	3329	
	De Charpentage ...	1673	
	De Calfatage.....	721	
	De Voilerie.....	230	

Matelots*	A 15. liv. par mois	8253	41278
	A 13. liv. 10. sols	7153	
	A 12. liv.....	7237	
	A 11. liv.....	5861	
	A 10. liv.....	12764	

Novices dans tous les Départemens	11276
Mouffes , idem.	10920
Invalides , idem.....	12366

TOTAL des Gens de mer de tous les Départemens du Royaume. 92450

* On ne leur donne pas plus de paye aujourd'hui. Les vivres ou les bleds ne sont pas plus chers qu'ils l'étoient en 1681. ainsi l'augmentation de dépense ne peut tomber sur la solde & sur les vivres ; elle ne peut regarder que les choses nécessaires à la construction & aux agrais des vaisseaux.

388 *Réflexions politiques*

Or les Officiers Majors, comme Lieutenans Généraux des armées navales, Chefs d'Escadres, Capitaines, Lieutenans, Enseignes &c. de vaisseaux, ne sont point compris dans ce calcul ; ainsi nous avons plus de cent mille hommes de mer, sans compter les Soldats & les Gardes marines.

Les Troupes de terre coutent bien plus que cette puissante marine, & elles ne peuvent nous faire ni tant d'honneur ni tant de profit ; elles ne sçauroient ni faire respecter ni faire craindre si loin le Pavillon François ; elles ne protègent aucunement le Commerce étranger, seul moyen de rendre l'Etat puissant & riche. Toutes les forces que nous pourrons avoir sur terre, ne nous empêcheront jamais de recevoir la loi des Puissances maritimes,

& ne nous mettront pas en état d'abaisser l'orgueil de ces fiers Insulaires , qui se croient & se disent les Roys de la mer. C'est ce que nous devons attendre d'une marine puissante & en état de leur disputer cet Empire , & de leur faire rendre le premier honneur au Pavillon François , honneur qui lui est dû à juste titre , comme on va essayer de le faire voir.

CESAR dans ses Commentaires parle des Gaulois septentrionaux (a) comme des meilleurs

(a) Ce sont aujourd'hui les Habitans de la Normandie & des Pays-Bas. Ces Peuples ont été de tous tems de célèbres Navigateurs. Voyez l'Histoire du Président de Thou.

Selon l'état géographique de Normandie par Masseville , tom. 2. pag. 688. on doit aux Normands

La découverte de la *Guinée* que firent les *Dieppois* en 1364.

La conquête des *Canaries* que fit *Jean de Bethencourt*, Seigneur de Grainville au pays de Caux en 1402, & non pas en 1348 com-

Commerçans & des plus habiles Navigateurs qui fussent alors connus, sans même en excepter ceux de Marseille. Il vante beaucoup l'habileté de leurs Pilotes ; il se fait gloire d'avoir transmis aux Romains la maniere de construire les vaisseaux & de navi-

me le dit l'Auteur de l'Histoire de la Navigation, tom. 1. p. 69. En 1479 les Armateurs de cette Province enleverent aux Ennemis 80 vaisseaux chargez de bled & de harangs. *Histoire de Normandie par Maffeville tom. 4. pag. 318.*

La découverte du troisième Continent du monde, connu sous le nom de *Terre Australe*, faite en 1504 par le Capitaine Gouneville de Lifieux.

La découverte du *Canada* faite l'an 1508 par *Thomas Aubert* de Dieppe.

Selon Mezeray, tom. 2. pag. 665. de sa grande Histoire, édition de Guillemot, *les Dieppois ont toujours eu la gloire de la mer entre les François.* Et l'an 1556. avec 19 Vaisseaux ils en battirent 22 Flamans, plus grands & mieux pourvus d'artillerie & d'artifice ; ils en emmenerent plusieurs à Dieppe. Il ajoûte que *les Normands avoient plus d'hommes, que les Hollandois étoient ac-*

ger des Gaulois septentrionaux. *Vegece* a écrit de leur discipline navale. *Sidonius* parle avantageusement de leurs mariniers, il les fait aussi habiles que les Pilotes des autres Nations ; il dit qu'ils sçavent obéir, comme ils sçavent commander. Alors les

coutumez de se battre à coups de canon, & les Normands à coups de main, & à l'abordage. Le *President de Thou* en dit autant. Et ce fut par ordre du Roy *Henry II.* qu'ils allerent attaquer cette flote. *Etat geografiq. de Normandie par Masseville.* Tome I. p. 142.

Selon l'histoire de la Navigation Tom. II. p. 91. Chap. 4. *Nambuc* cadet d'une bonne maison de Normandie, & Capitaine d'un Vaisseau de Roy, fut le premier de tous les Européens, qui forma le dessein avec succès, de former une Colonie aux Isles de l'Amérique l'an 1625.

Et enfin, la découverte de la *Louisiane* faite de l'an 1676. à l'an 1680 par la *Salle Cavalier* de Rouen.

On auroit pû mettre à la tête des exploits des Normands, la conquête qu'ils firent de l'Angleterre l'an 1066, & celle des Royaumes de Naples & de Sicile faite l'an 1070. par les Seigneurs de *Houteville.* du Diocèse de Coutances.

Anglois ne connoissoient point encore la navigation. *Cesar* dit qu'ils n'avoient que de petits canots d'osier pour leurs pêches & pour naviger le long de leurs Côtes.

Il est bien glorieux à notre Nation de voir les anciens Historiens trouver chez elle les plus anciens & les plus habiles Navigateurs. Cela ne devoit-il pas faire décerner sans contestation le premier honneur au Pavillon François?

En ce tems-là le Commerce n'étoit pas regardé comme dérogeant à la Noblesse, il en étoit l'origine & l'appui. Les Gaulois ne faisoient point de différence sur le fait de la navigation & du Commerce; les Nobles comme les Roturiers commerçoient également. Les Commerçans bien loin d'être exclus des Charges

& des Emplois , en étoient au contraire revêtus comme plus habiles & plus expérimentez que les autres. Car le Commerce & la Navigation, qui enrichissoient les Particuliers , les rendoient aussi plus capables que les autres de la conduite des affaires , & par conséquent des Emplois & des Charges (a). Mais les guerres dont les Gaulois furent affligés pendant plusieurs siècles ayant trop distingué des autres ceux qui portoient les armes , tant par leurs services & leurs Emplois que par les richesses que

[a] Le Pere Lamy dans ses *Entretiens sur les Sciences* , dit qu'il n'y a personne qui raisonne en général avec tant de bon sens & de justesse , que fait un Marchand par rapport aux affaires de son Commerce. Les Réflexions & les Calculs qu'il est obligé de faire sans cesse , l'accoutument à penser.

leur valurent les dépouilles des Ennemis : & ces premiers ayant cessé le Commerce pour se donner uniquement aux armes , le Commerce resta pour le Peuple. Distinction tellement formée par un long usage , que quelques Ordonnances que les Rois aient rendues pour engager ce qu'on appelle les Nobles à faire le Commerce maritime & en gros , en le rendant compatible avec le privilege de leur naissance , cette Noblesse a toujours préféré à un Commerce honorable les chagrins d'une honteuse pauvreté , méprisant l'exemple des Anciens , des Anglois , des Hollandois , des Genoïs &c. qui regardant le Commerce bien autrement que nous , vivent dans une heureuse abondance.

C'est la Navigation & le

Commerce qui rendent la grande-Bretagne si riche , si puissante , & qui la mettent en Etat de contrebalancer depuis long-temps , toutes les puissances de l'Europe : ce país néanmoins n'équivaut pas à la moitié de la France.

C'est aussi la Navigation & le Commerce qui rendent la Hollande si puissante : sa domination ne s'étend néanmoins que sur sept petites Provinces , qui ne produisent pas la vingtième partie du nécessaire aux habitans ; & cependant ils mettent à la mer un nombre prodigieux de vaisseaux , & des armées considérables sur terre : ce qui a rendu ce petit país comme le trésor général de toutes les Nations , que sa politique a su réunir contre nous , & qui sans le secours de son argent

396 *Réflexions politiques*
n'auroient pas tardé à se desunir. (a)

(a) Cette Nation dans tous les temps a su profiter de toutes les occasions qui se sont présentées en faveur de son Commerce, & notamment de l'intérêt que nous eumes en 1678 de la desunir de ses allies : cette circonstance facheuse determina le Roy à lui accorder le renouvellement des anciens traitez, & à lui permettre de les expliquer comme elle voudroit ; ce qu'elle accepta avec joye, & en consequence se fit le traité de Nimegue, le 10 Avril 1678.

Après avoir dit dans l'article 6. de ce traité, que les sujets de part & d'autre jouiroient d'une pleine & entiere liberté du Commerce dans l'Europe, dans toutes les limites des Etats de l'un & de l'autre, les Hollandois ajouterent aux anciens ce que l'on trouve à l'article 7 ; cet article 7 leur est si precieux & si avantageux, qu'ils l'ont encore étendu dans le traité du Commerce fait à Utrecht le 11 Avril 1713. L'attention particuliere que donnent les Hollandois à cet article, nous montre qu'ils comptent presque pour rien le reste du traité, pourvu que nous executions cet article qui leur est aussi favorable que contraire à l'intérêt de notre commerce. Pour cet article ils ne balancerent pas un moment à se desunir de leurs allies à Nimegue, & à signer les premiers le traité de Riswick.

En faveur de cet article les Hollandois jouissent de la fertilité de notre pais, & de tous les avantages du François: ils en font un usage très avantageux, au préjudice des Sujets naturels, & sans contribuer rien au soutien de l'Etat. Outre les avantages que cet article leur procure, ils ôtent au Roy même la liberté d'accorder aucune grace particulière à ses Sujets, à moins qu'en gratifier à même temps les marchands Hollandois, & par l'article 9 nous renonçons en quelque façon au Commerce du Levant en faveur des Hollandois qu'on en rend les maîtres.

Les Hollandois n'ignorent pas que sur les remontrances & les plaintes des Sujets, le Souverain qui leur doit la justice préférablement aux Etrangers, est toujours en droit de faire pour le bien de son Etat les reglemens qu'il lui plaît. Au reste cet article compris dans le traité d'Utrecht, a été limité pour vingt cinq ans, & il expire par conséquent le 11. Avril 1738.

Genes cette superbe ville qui n'a qu'une petite domination, auroit-elle été en Etat de soutenir tant de guerres sans les richesses que lui procurent le Commerce & la Navigation?

398 *Réflexions politiques*

Aquelles dépenses n'a-t-elle pas été engagée pendant plusieurs siècles , pour résister aux Vénitiens & aux autres peuples de l'Italie, à qui sa prospérité faisoit ombrage ? Combien de séditions chez-elle entre ses habitans ? Combien de tumultes & de mouvemens excitez par ces noms fameux de *Guelphes* & de *Gibelins* ? Combien tout cela ne lui a-t-il pas coûté ? Combien la rébellion de l'isle de *Corse* ne lui coûte-t-elle pas depuis dix ans ? On assure qu'elle lui coûte plus de trente millions. Elle est encore florissante néanmoins , & abondante en toutes choses : elle n'a cependant de ressource que dans le Commerce.

Il y auroit encore une infinité d'autres exemples à rapporter ; mais je crois que ceux-

cy fuffifent pour nous montrer que la France tireroit de très-grands avantages du Commerce & de la Navigation , si on pouvoit étendre davantage en France le goût du Commerce. [*a*] Que de nobles familles seroient alors relevées !

Je dirai encore en faveur du Commerce , que l'on néglige trop les HARAS , & qu'on ne les fait pas assez valoir en France. Les Sujets en tireroient un grand profit , & le Roy une grande utilité dans le temps

(*a*) L'Etablissement de la Compagnie des Indes est un moyen assez sûr pour engager les François à faire le Commerce & à leur en donner le goût ; c'est un bien pour l'Etat. Le Commerce maritime qu'elle fait avec assez de succès , nous affranchit du tribut servile que nous payions à nos voisins avant son Etablissement, pour nous fournir les choses qui nous manquoient : ils profitoient de notre négligence pour s'enrichir à nos dépens.

400 *Reflexions politiques*
de guerre , où l'on est exposé à
la discretion des Juifs & des
Etrangers , qui nous vendent
les Chevaux ce qu'ils veulent.
Il faudroit pour cela engager
la Noblesse , & tous les autres
qui possèdent des Terres en
fiefs , d'entretenir un tel nom-
bre d'Etalons & de Cavales
que leurs terres pourroient nour-
rir , au lieu de quantité de
mauvais chevaux , dont ils ne
tirent d'autre profit que le tra-
vail.

De tous les temps, les An-
glois & les Hollandois se sont
attachez à nous faire detruire
les ports de mer un peu confide-
rables, que nous avons eus dans
la Manche : ces ports leur font
ombrage & gênent extrême-
ment leur Commerce. Mais leur
opposition continuelle est une
preuve invincible, qu'il seroit uti-
le à notre Commerce, & à notre

Navigation, d'avoir au moins une retraite assurée pour nos vaisseaux vers le milieu de ce détroit. Le *Cardinal d'Osat* en sentoît la nécessité ; car dans sa 90. Lettre, qui est du 18. Decembre 1596 (a), il dit à M. de Villeroy auquel il écrit, *qu'il nous est très-important d'avoir des vaisseaux de guerre dans ce détroit.* Or on ne peut pas y avoir de vaisseaux, sans port pour les retirer ; j'ai toujours ouï dire, qu'avec un peu de dépense on pourroit en faire un excellent à la *Hougue* en Basse Normandie ; c'est le lieu du monde le plus propre à y faire une place importante, soit pour le Commerce, soit pour des vaisseaux de guerre. Il en contiendroît beaucoup ; ils y feroient en sûreté, & à l'abri

(a) Tome 2 de ses lettres pag. 314.

de tous les vents les plus dangereux , en faisant faire une jettée de deux à trois cens toises , de la grande ou de la petite redoute de *Morsalines* , vers le fort de *La Hougue* , laissant au pied de ce fort une entrée convenable à ce port , & en creusant la Baye que la jettée renfermeroit. On pourroit même faire nettoyer ce port , par la riviere de *Saire* qui n'en est éloignée que d'environ six à sept cens toises , & que l'on peut aisement y faire passer. Ce port alors seroit très-considerable & bien placé ; la rade en est admirable , & tous ceux qui sont au fait de la marine & de la Navigation , conviennent que l'on devroit y travailler , & profiter des avantages de ce lieu , malgré les oppositions de nos voisins ; car plus ils s'y opposeront , plus

nous devons sentir que c'est notre avantage. Nous ne devons point les craindre, ce seroit leur faire trop d'honneur. En un mot, c'est là qu'il nous faut un port. Feu M. le Maréchal de Vauban l'avoit jugé ainsi ; il en a fait, dit-on, tous les plans & devis : la basse jalousie des autres ports s'y est opposée ; peut-être n'a-t-on pas assez consulté l'interêt de l'Etat & du Commerce en général, qui doit toujours l'emporter sur des raisons particulières : Mais l'interêt particulier a toujours un grand nombre d'avocats, & l'interêt général en a peu.

Faire la paix pour nous procurer tous les avantages d'un grand Commerce, c'est faire la guerre à nos ennemis. Loin de nous donc ces victoires acquises par des efforts ruineux.

Que la gloire se repose. C'est dans le sein de nos Campagnes que l'industrie va nous ouvrir des routes faciles à de plus grandes conquêtes. Que le ciel propice nous conserve un Prince, dont la sagesse mesure sa gloire sur la félicité de ses peuples, & un digne Ministre qui seconde ses vûs avec tant de zele & de lumieres. La France, superieure par les avantages de son Commerce, fera connoître aux Etats voisins, qu'elle est aussi capable d'augmenter sa puissance par la paix, que par la guerre.

RECAPITULATION

ET CONCLUSION.

I.

LEs loix citées par l'Auteur de *l'Essay politique sur le Commerce* ne favorisent pas plus le Debiteur que le Creancier : aussi n'y a-t-il pas plus de raison pour l'un que pour l'autre. Jamais le debiteur ne peut-êtré lésé en rendant l'argent après une augmentation de Monnoye, sur le pied qu'il valoit lors du prêt ou de l'obligation contractée. De même le creancier en recevant après une diminution les mêmes espèces qu'il avoit données auparavant, ne sauroit se plaindre : cela est conforme au droit de la nature & des

gens & aux Ordonnances citées par l'Auteur. Elles nous apprennent même que cela se pratiquoit de leur temps ; ce qui est diamétralement opposé à la maxime que donne notre Auteur à la page 174 de son livre : ainsi cette maxime est mal appuyée par ces Ordonnances. Elle est contraire à la circulation de l'espece & au credit ; elle peut même introduire l'usure (*a*).

(*a*) Chap. 1. art. 1. pag. 13. & suivantes. art. 2, pag. 23. chap. 3, art. 4. pag. 91. 92. 93. 94. & 95. art. 6. pag. 236. & 237.

II.

Si les debiteurs ne rendent que ce qu'ils ont reçu , conformément à l'Ordonnance même de Philippe le Bel donnée

à ce sujet , ils n'ont ni pû perdre , ni pû être ruinez par consequent , par la diminution dont l'Auteur parle : ainsi ils ont pû & dû s'acquitter.

On ne voit pas non plus que les Passages de Sponde & de Dumoulin repondent aux plaintes que l'on faisoit contre le surhaussement des Monnoyes qui eut beaucoup plus de part à la sedition que la diminution ; mais cette sedition ne fut causée par l'une ni par l'autre considérée chacune en particulier , elle fut causée par deux valeurs inégales données en même temps à une même Espece ; ce qui faisoit que personne ne la vouloit recevoir sur le pied du surhaussement , ni donner sur le pied de la diminution (a).

(a) Chap. 1. art. 2. pag. 23. 25. & suiv. jusqu'à 45.

408 *Reflexions politiques*

Le sol du temps de Charlemagne en vaut $76\frac{1}{2}$ à $81\frac{3}{4}$ de notre Monnoye actuelle; ainsi la valeur numeraire est haussée d'un à $76\frac{1}{2}$ ou $81\frac{3}{4}$. Mais de ce que cette valeur numeraire est haussée de 1 à $76\frac{1}{2}$ à $81\frac{3}{4}$ il ne s'ensuit pas que cette augmentation nous soit indifferente, & qu'elle n'aye pas alteré notre Commerce & notre finance. Qui peut savoir ce que seroit aujourd'hui notre Commerce & notre richesse en argent, si nos differentes mutations de Monnoyes n'avoient pas interrompu & troublé ce même Commerce. (a) Ce qui est opposé à ce que dit notre Au-

[a] Tom. & Chap. 1. att. 7. pag. 160.
& 161.

Tom 2. Chap. 3. art. 2 pag. 60. 61.

Art. 4. pag. 133. & suiv jusques à 158.

Art. 6. pag. 260. jusques à 268. 274.
& 275.

teur

sur les Finances. 409
teur page 185 & suivantes,
194 195 & page 237. N° 2.

III.

Par l'état actuel des Monnoyes de Lorraine on voit qu'il n'y en a point de plus foibles en poids d'un fixième que les nôtres, comme l'Auteur le dit aux pages 197 & 198. Il n'y a pas grand profit à échanger espèces contre espèces; ainsi dans la situation présente, elles ne s'attirent ni les unes ni les autres; cependant celles de France ont l'avantage. C'est la réponse à la question que fait l'Auteur à la page 198 (a)

(a) Chap. 1. art. 3. pag. 45. jusqu'à 56.

IV.

Trente millions arrivés de la mer du sud, dont on en prêta

Tome II,

S

410 *Reflexions politiques*
quinze au Roy; onze millions
que produisit la refonte des
Monnoyes; les nouvelles crea-
tions de rentes sur l'hôtel de
ville : les augmentations de
gages attribuez à differens offi-
ciers, & la recette journalie-
re des revenus de sa Majesté,
furent le salut de l'Etat en 1709
& non pas l'augmentation de
l'espece comme le dit l'Auteur
à la page 202 (a) de l'Essay
politique sur le Commerce.

(a) Chap. 1. art. 4. pag. 56. & suiv.
Chap. 3. art. 2. pag. 31 & suiv. 52. 53.
60. 80. & suiv. 91. 118. 119. 194. & suiv.
209. 210. 221. 222. 253. 254. 278.

V.

Les diminutions des Mon-
noyes ne furent point la seule
cause de la misere, du discrédit
ni des Banqueroutes ar-

rivées en 1714 , & années suivantes , comme l'Auteur le dit aux pages 203 & 204. Le tableau qu'on lui presente ici de la situation dans laquelle étoit alors les finances de l'État , lui montre des sources beaucoup plus prochaines de tous ces malheurs. Le défaut de paiement de la part du Roy en fut la seule cause , suivant le Ministre même des finances , & Sa Majesté n'ayant point de fonds en ses coffres ne perdit à ces diminutions , que quelques non-valeurs dans le recouvrement de ses revenus.
[4]

[4] Chap. 1. art. 5. pag. 69. jusqu'à 109.

V I.

L'augmentation des Monnoyes
du mois de Décembre 1715 fit
S ij

un effet bien opposé à celui que lui attribue notre Auteur à la page 205 , d'avoir soutenu les Finances en 1716 & 1717 malgré le discrédit que la Chambre de Justice entretenoit. Elle nous mit au contraire dans un plus grand désordre encore que celui où l'on étoit sous Philippe le Bel (a). La différence de 25 pour cent qu'on laissa entre l'espèce non réformée & la même espèce réformée, ou la nouvelle qui étoit de même poids & de même titre, fit que celui qui n'en vouloit pas hazarder le transport, garda les non réformées jusqu'à ce qu'elles fussent haussées au niveau des réformées & des nouvelles, ou que celles-ci fussent décriées, afin de gagner la partie de son ar-

[a] *Ch. 1. Art. 6. p. 109. 113. & suiv. jusqu'à 123.*

Ch. 3. Art. 4. p. 133. & suiv. jusqu'à 158.

gent qui auroit été au profit du Roy (*a*) ; ou bien il les faisoit passer chez l'Etranger , qui les marquoit à nos coins (*b*). Dans le premier cas , c'est un fonds inutile au Public & même à celui auquel il appartient : & dans le second cas , c'est une perte réelle pour l'Etat, & le Change baisse ; ce qui rend notre Commerce desavantageux (*c*). Voilà quel

(*a*) *Ch. 1. Art. 6. p. 109. 113.*

Art. 7. p. 174. 175. Art. 8. p. 176. 186. 287. 188. 189. 211. 212.

Ch. 3. Art. 2. p. 32. 33. 34. 35. 40. 41. 45. à 50. & 56.

Art. 3. p. 81. 82. 87. 88. 89.

Art. 4. p. 89. & suiv. jusqu'à 114. 123. 124. & 125.

Art. 5. p. 161. 162. 189. 190. 191.

Art. 6. p. 213. 247. jusqu'à 254.

[*b*] *Ch. 1. Art. 6. p. 115. 116. 117. 118. 119. & suiv.*

Ch. 3. Art. 4. p. 93. & suiv. jusqu'à 109. 133. & suiv. jusqu'à 158.

[*c*] *Ch. 1. Art. 6. p. 118. 119. 120.*

Art. 7. p. 171. & suiv.

Art. 8. p. 176. jusqu'à 190.

Ch. 3. Art. 2. p. 44. 45. & 46.

414 *Réflexions politiques*
fut & quel sera toujours l'effet des
réformes de Monnoyes (a).

La refonte ordonnée par Edit
du mois de Novembre 1716 ne
remédie point au mal: elle laisse
toujours subsister cette différen-
ce ruineuse à l'Etat (b); ainsi on
peut dire que nous travaillons
nous-mêmes à faire perdre à no-
tre Commerce tous les avantages
que la nature & l'industrie de
nos Habitans lui donnent sur ce-
lui de nos Voisins (c), & que ce
n'est pas sans cause que l'Etran-
ger nous raille à ce sujet (d).

[a] Ch. 1. Art. 6. p. 115. 116. 117. 118.
119. & suivantes.

Ch. 3. Art. 4. pag. 93. & suiv. jusqu'à
109.

[b] Ch. 1. Art. 6. p. 115. jusqu'à 122.

Ch. 3. Art. 4. p. 113. & 114. 133. jus-
qu'à 158.

[c] Ch. 1. Art. 6. p. 123. & suiv.

Ch. 3. Art. 4. p. 121. & suiv. jusqu'à 158.

Art. 6. p. 277. & suiv. jusqu'à 281.

(d) Ch. 1. Art. 6. p. 115. & 116.

Ch. 3. Art. 6. p. 278. & suiv. jusqu'à 284.

VII.

Le revenu & les denrées s'évaluant par l'argent , on ne sçau-
roit hausser la valeur numéraire
de l'argent , ou l'affoiblir de
façon quelconque , sans hausser
en même tems & dans la même
proportion les revenus & les
denrées : autrement tout affoi-
blissement de Monnoye sera tou-
jours onéreux au Roy & à la Na-
tion , ainsi qu'il est démontré au
7 Art. du Chapitre premier de
ces Remarques (a).

Il est aussi démontré que si l'on
hausse les revenus & les denrées
comme l'argent , l'augmentation
n'aura d'autre effet que celui

(a) Ch. 1. Art. 7. p. 131. 132. & suivantes jusqu'à 175.

Ch. 2. Art. 5. p. 416. jusqu'à 423.

Ch. 3. Art. 2. p. 55. 56. & 57.

d'augmenter les comptes^(a). Elle favorisera le débiteur ou le vendeur au préjudice du créancier ou de l'acheteur. Au surplus, toutes choses se trouveront comme elles étoient avant l'augmentation, laquelle dès-là devient inutile : ce qui prouve qu'il ne faut jamais hausser l'argent ; cette opération blesse l'équité & abîme notre Commerce ; en ce que toutes les fois que la Loi du Prince attribuera aux espèces d'or & d'argent, qui ont cours dans le Royaume, une valeur qui excède le poids & le titre des matieres qu'elles renferment, ces espèces exprimant alors une fausse valeur envers l'Etranger, qui n'admet en compte que le poids & le titre, deviennent contre nous une fausse mesure,

[a] Ch. 1. Art. 7. premiere application, p. 136. jusques & compris 142.

dans l'évaluation des biens que nous échangeons au dehors; parce que toute la valeur attribuée par la force de la loi aux Monnoyes courantes est reçue dans l'étendue du Royaume, pour remplir le prix auquel les biens de notre crû sont évalués : la valeur de nos biens naturels est par conséquent remplie & mesurée par une monnoye qui n'a pas en soi toute la réalité de la mesure qu'elle exprime; d'où il suit que l'Etranger qui enlève les biens de notre crû, arts & fabriques, sur le pied qu'elles sont évalués dans le Royaume, n'en remplit pas la valeur envers nous *.

* Ch. 1. Art. 7. p. 151. jusqu'à la page 162.

Ch. 3. Art. 4. depuis la page 141. jusqu'à 158.

VIII.

Les exemples que nous fournissent les refontes & les réformes de nos Monnoyes ordonnées par les Edits du mois de May 1709 , Decembre 1715 , Novembre 1716 , & Janvier 1726 nous prouvent invinciblement, que toutes les fois que nous ferons quelque mutation dans nos especes, soit en haussant , soit en baissant leur valeur numéraire , soit en les réformant , ou enfin en les refondant pour en fabriquer de nouvelles , & que dans la vuë de procurer des secours au Roy, on laissera entre le prix de l'ancienne espece & celui de la nouvelle une disproportion ou une différence trop grande , l'espece la moins précieuse restera cachée , ou elle passe-

ra chez l'Etranger (a). L'attrait de ce bénéfice invitera toujours nos Négocians, les Billonneurs & l'Etranger même au transport des moins cheres (b). D'ailleurs les fréquentes variations dans cette mesure, les Ordonnances que l'on publie avant le temps pour annoncer l'augmentation ou la diminution, les Arrêts de prorogation d'un terme fixé par les précédens, fatiguent & rebutent tout le monde (c). Nos Ancêtres sentoient à merveille le poids de ce fardeau. Ce fut pour s'en décharger & pour

[a] Ch. 1. Art. 6. p. 109. & suiv. jusqu'à 131.

Ch. 3. Art. 2. p. 50. 51. & 55.

Art. 4. p. 125. jusqu'à 133. & suivantes, jusqu'à 158.

Art. 5. p. 160. jusqu'à 164.

Art. 6. p. 234. jusqu'à 238.

[b] Ch. 1. Art. 8. p. 189.

Ch. 3. Art. 6. p. 221. jusqu'à 223.

[c] Ch. 6. Art. 3. p. 64. 65. & 66.

Art. 4. p. 113. & 114.

avoir une Monnoye stable & uniforme, qu'ils préférèrent l'imposition sur eux des Aydes & des Tailles (a). La Nation gagneroit beaucoup aujourd'hui, si à leur imitation, elle rachetoit de chaque Roy pendant son regne, le droit de Seigneuria-ge, que Charles VII conserva à ses Successeurs (b).

Diminuer de moitié le titre ou le poids des especes, sans en diminuer le prix, ou surhausser de moitié leur valeur numéraire sans augmenter leur poids ou leur titre, c'est exactement la même chose. Dès-là l'Auteur de *l'Essai politique sur le Commerce* convient pagg. 177 & 178 que le surhaussement de la valeur numéraire des Monnoyes tour-

(a) Ch. 1, Art. 8. p. 190. & 193.

(b) Ch. 3. Art. 6 p. 267. & suiv. jusqu'à

ne à la perte du Roy & à celle de l'Etat en faveur de l'Etranger. Nous sommes ici parfaitement d'accord : c'est même tout ce que nous avons dessein de lui prouver par nos observations ; mais tous les passages de son Livre indiquez dans cet Ouvrage, avant & après celui-ci, nous paroissent bien opposez & difficiles à concilier (a).

Ce que cet Auteur appelle *proportion exacte dans les Monnoyes* n'est autre chose qu'une *distribution*, ou une *subdivision exacte du Louis d'or ou de l'Ecu en ses parties*. Il n'a rien dit des différentes proportions que l'on doit observer avec beaucoup de précision dans les Monnoyes & dans leurs métaux. Et comme il est important de ne les pas ignorer, on parle par occasion de la

[a] Ch. 1. Art. 8. p. 178. jusqu'à 183.

422 *Réflexions politiques*
proportion entre le titre de l'or &
de l'argent , dont il est dangé-
reux de s'écarter ; des principes
fondamentaux qui en naissent na-
tuellement ; de la proportion en-
tre l'or & l'argent en œuvre ou
monnoyé ; de celle entre ces deux
métaux , hors œuvre ou en masse ,
avec les conséquences qui en ré-
sultent , & qui sont extrêmement
importantes (a) ; & enfin de la
proportion entre la valeur numé-
raire donnée à l'un & à l'autre
de ces deux métaux en œuvre &
hors d'œuvre. On montre en-
suite que la haute proportion
rend l'or cher & l'argent à bon
marché , & qu'au contraire , la
proportion basse rend l'argent
cher & l'or à bon marché. C'est
de ces différences de propor-
tions , que naît le transport du

[a] Chap. 1. Art. 8. p. 195. jusques &
compris 209.

métal le moins cher : ainsi on ne sçauroit les établir avec trop de précision. (a)

(a) Ch. 1. Art. 8. p. 208. jusqu'à 212.

IX.

Il y a quelques fautes legeres dans ce que dit l'Auteur pag. 247 & 248 de l'*Essai politique*. On l'en avertit ici, & on lui dit que le Change ne sçauroit être contre nous, que lorsque nous redevons par la balance du Commerce, & qu'il est pour nous & à notre avantage, lorsque l'Etranger nous redoit (a). Ces deux cas font l'inégalité de la balance. Si elle est égale la compensation se fait; personne ne redoit & le Change est au pair (b).

(a) Ch. 3. Art. 1. principes 2. 3. & 4. p. 3. 4. & suivantes du Tome 1.

(b) *Idem* principe 2.

Ch. 1. Art. 9. p. 213. 216.

424 *Réflexions politiques*

L'Auteur a raison sur le transport de l'argent à l'Etranger. Il dit p. 247 : *que la plupart l'ont regardé comme pernicieux. Pensent-ils que c'est un présent qu'on fait ?* Ce sont ses termes ; mais comme il en restelà , & que ce qu'il dit ne nous paroît pas suffisant pour convaincre ceux qui regardent ce transport comme pernicieux, on tâche d'y suppléer en montrant que l'unique objet du Négoçant est d'attirer ce métal ; qu'il ne s'en défait qu'à la dernière extrémité ; que tout celui qui est dans le Royaume est dû à ses soins & à son travail ; que lorsqu'il le fait entrer on lui est favorable ; qu'on regarde la sortie comme un crime d'Etat , & que l'Etat cependant n'en souffre aucun préjudice ; que d'ailleurs ce défaut de liberté est un grand obstacle à notre Commer-

ce. Il y a de l'injustice à vouloir être payé de ce qui nous est dû, & ne pas payer ce que nous devons. Il vaudroit donc mieux mettre un droit sur la sortie de l'argent, comme l'Espagne l'a fait ci-devant, que de la défendre inutilement (a).

(a) Ch. 1. Art. 9. p. 218. jusqu'à 222.

X

La force & la puissance d'un Etat dépend du nombre de ses Habitans, & le nombre des Habitans est toujours proportionné à la quantité des Especes qui circulent dans cet Etat; & comme il n'y a pas assez d'Especes pour faire circuler toutes les productions de la Nature & de l'Art, la Monnoye de représentation est indispensable pour suppléer

426 *Réflexions politiques*
au défaut des Especes , pour attirer l'abondance , & pour donner valeur aux biens fonds & à l'industrie , & en un mot pour rendre le Commerce florissant.

Or en supposant cette Monnoye de crédit ou représentative de l'argent , on ne peut pas hauffer ni baisser l'argent qui doit payer ce qui le représente, sans hauffer ou baisser dans le même tems & dans le même rapport la Monnoye de représentation. C'est pourquoi on voulut diminuer la valeur du Billet au mois de May 1720 , & cette réduction ayant été rejetée , il falloit à son défaut hauffer l'Espece ; car hauffer l'Espece , c'étoit alors diminuer le Billet qui la représentoit. Le surhaussement proposé dans l'objection auroit été salutaire au mois de Mai 1720 , & en Juillet suivant il ne pou-

voit plus produire le même effet. Dès-là il n'étoit plus nécessaire : ce qui fait tomber l'objection. Cela nous découvre les fautes qui ont été faites dans le système de M. Law. Le crédit est utile à un Etat ; mais il doit être libre & modéré. Voyez ce qui est dit à ce sujet , *Tom. 6. Chap. 1. art. 10. pag. 223 & suivantes jusqu'à la page 350.*

XI.

Les inféodations ou les redevances en argent n'ont pas haussé comme l'argent ; l'argent nous montre donc déjà que le progrès ou l'augmentation numéraire n'a pas produit , comme le dit l'Auteur pag. 210 de son Livre , le même progrès & la même augmentation dans les fermes des terres & dans toutes for-

428 *Réflexions politiques*
tes de Marchandises [a]. On
verra ci-après , à l'Article 15.
de cette conclusion , ce que nous
dirons des denrées.

Si l'augmentation numéraire
est favorable aux Rois , comme
le dit l'Auteur à la page 217.
Louis xv. fera plus riche qu'au-
cun de ses Prédécesseurs , par-
ce qu'il a beaucoup plus de nu-
méraire [b]. qu'ils n'en avoient.

(a) Ch. 2. Art 1. p. 350. jusques & com-
pris 358.

(b) *Idem* p. 356. à 358.

XII.

Il résulte des comparaisons
faites des revenus de Louis xii ,
de François i , de Henry ii ,
de François ii , & de Henry iii
avec ceux de Louis xv , que ces
Princes, chacun avec leur foible
numéraire , étoient plus riches

que ne l'est Louis xv avec son grand numéraire , puisque ce Monarque ne sçauroit aujourd'hui fournir aux mêmes degrés de besoins que faisoient ces Princes. On prouve ces calculs par un autre calcul , étranger aux précédens [a].

(a) Ch. 2. Art. 2. 3. 4. 5. 6. p. 358. 379. 390. 393. 430. & suivantes , du Tom. I.

XIII.

Le prix des denrées à la longue a beaucoup plus augmenté que celui des Espèces , quoique lors d'une augmentation de Monnoye , les denrées ne haussent pas d'abord autant que l'espèce : le Marchand & l'Ouvrier augmentent aisément , mais ils ne diminuent pas de même (b).

(b) Ch. 1. Art 7. p. 148.

Ch. 2. Art. 5. p. 416. jusqu'à 423.

XIV.

L'abondance de l'argent & le surhaussement de sa valeur numéraire , ayant fait augmenter le prix de toutes choses , & les revenus & les redevances en argent , n'ayant pas haussé comme ces choses , il est clair que cette abondance d'argent , & le surhaussement de sa valeur numéraire , ont été contraires à tous les Propriétaires de ces revenus ou de ces redevances , & qu'ils sont réellement moins riches qu'ils ne l'étoient , puisqu'ils ne peuvent pas faire aujourd'hui les mêmes dépenses qu'ils faisoient alors [a].

(a) Ch. 2. Art. 5. p. 418. jusqu'à 423.

XV.

L'augmentation numéraire du revenu n'étant pas proportionnée à celle des denrées, la terre ou la maison qui étoit affermée une pistolle sous Louis XII n'est pas affermée 22 pistolles aujourd'hui ; ainsi le progrès ou l'augmentation des valeurs numériques, n'a pas produit, comme le dit l'Auteur page 210, le même progrès & la même augmentation dans les fermes des terres & dans toutes sortes de marchandises [a] : ce qui est conforme à l'article XI ci-dessus.

(b) Ch. 2. Art. 5. p. 419, n°. 3. jusqu'à 423.

XVI.

Il est vrai que le Roy reçoit plus de numéraire ; mais ses revenus n'ayant pas haussé dans la proportion des denrées , cette cherté de denrées lui est nuisible , puisqu'elle lui occasionne une augmentation de dépense qui est en pure perte pour sa Majesté : cette augmentation de dépense ne lui est pas indifférente ; par conséquent l'augmentation numéraire demeure toujours contraire au Roi & aux Peuples comme débiteurs [a].

D'ailleurs il y a bien plus d'acheteurs que de vendeurs , & par conséquent plus de perdans que de gagnans. Donc la cherté

(a) Ch. 1. Art. 7. p. 137. jusqu'à 142.
Ch. 2. Art. 6. p. 430. & suivantes.

des denrées n'est pas indifférente, non plus que l'augmentation de dépense. Ce qui est entièrement opposé à ce que dit notre Auteur aux pages 212 & 217 de son Livre [a].

(b) Ch. 2. Art. 5. p. 422. jusqu'à 427.

XVII.

L'augmentation & la refonte des Monnoyes de 1709 laissant entre les vieilles & les nouvelles Especes une différence de $23\frac{1}{13}$ pour cent, faisoit un grand désordre & une exception à cette regle générale, que le Commerce avantageux attire les matieres d'or & d'argent dans l'Etat qui a l'avantage [a].

Le décri de ces anciennes Es-

(a) Ch. 3. Art. 2. p. 29. 30. 31. 32. & 33.
Tome II.

T

pecces qui fut fait au premier Janvier 1710 , nous fut très-avantageux , & leur rétablissement dans le Commerce , que fit la déclaration du 7 Octobre suivant , nous fut nuisible par la différence qui subsistoit toujours entre leur prix & celui des nouvelles [a]. On fut un an à s'appercevoir de ce désordre ; on y remédia en partie par la déclaration du 24 Octobre 1711 en augmentant la valeur de ces anciennes Especes pour les rapprocher de celle des nouvelles [b]. Ce fait nous fournit une preuve bien évidente , QU'IL NE FAUT JAMAIS DANS UN ETAT DEUX DIFFERENS PRIX A UNE MESME ESPECE [c]. Il y avoit encore entre ces vieilles & ces nouvel-

[a] Chap. 3. art. 2. p. 41 , 42 & 43.

[b] Id. p. 41 , 42 , 43 & 44.

[c] Id. p. 49 , 50 , 51 & 52 du tome 2.

les Especes une différence qui faisoit préférer les anciennes, & cette préférence les empêchoit de circuler [a].

Ces anciennes Especes n'arrivoient pas dans les Hôtels des Monnoyes, aussi promptement & en aussi grande quantité qu'on l'auroit souhaité, pour les faire avancer & circuler. On avoit fait des tentatives & des menaces de les diminuer qui furent inutiles ; le véritable & l'unique moyen de faire sortir celles qui restoient encore dans le Royaume, étoit d'abandonner le bénéfice de la conversion, en les rapprochant encore du prix des nouvelles qui étoient à 40 francs le marc. On le fit pour un tems ; on les mit à 39 livres le marc le 10 De-

[a] Voyez ce qui est dit au Tome I pag. 123 & suiv.

436 *Réflexions politiques*
 cembre 1712 [a]. Cette opération ne fut pas plutôt faite, que le Change & par conséquent notre Commerce reprit le dessus sur celui de nos voisins (b). Ce qui montre avec la dernière évidence le tort infini que nous fait cette différence tant qu'elle subsiste entre l'ancienne & la nouvelle espèce, & que la Monnoye forte n'est pas un obstacle au Commerce (c)

[a] Chap. 3 art. 2 pag. 49 jusqu. 57

[b] Idem p. 55 56 & 57

[c] Tom. 2 chap 3 art. 2 pag 58 jusqu. 62

Art. 4 pag. 89 90 91 92 118 jusqu. 122 123 124 125 126 & 127. 141 à 158

Art. 5 p. 185 jusqu. 188 194 jusqu. 201

XVIII.

Comme il n'y a aucun de nos voisins, qui ne recoive beaucoup plus de nos denrées, arts & fa-

briques, que nous n'en recevons de lui, notre Commerce aura toujours l'avantage sur celui de ces mêmes voisins, aussitôt que l'on verra de la stabilité & de l'uniformité dans la valeur numeraire de nos Monnoyes, soit que cette valeur soit haute, soit qu'elle soit basse [*a*] : ainsi l'avantage de notre Commerce est en nos mains [*b*] ; il ne tient qu'à nous de le rendre perpetuel : la fertilité de notre païs, la situation de nos ports de mer, & l'activité de nos peuples, nous offrent & nous assurent un Commerce superieur.

On voit les preuves de ce qu'on dit ici, après la déclaration du 10. Decembre 1712.

(*a*) Chap. 3 art. 6 p. 263. & 264.

[*b*] Idem art. 4 pag. 121 122 123 à 127.
Art. 5 p. 194 jusq. 198

438 *Réflexions politiques*

[a] après la dernière des onze diminutions faites sur nos Monnoyes en 1714 , & 1715 , qui fut le premier Septembre de la même année 1715. La gradation des Changes qui rapprochent très-vite de leur parité & qui la surpassent même , marquent évidemment que la confiance reprenoit vigueur & notre Commerce le dessus [b] , malgré le visa des effets Royaux ordonné par Arrêt du Conseil d'Etat du 28. Septembre & par la Declaration du 7. Decembre suivant , lequel entretenoit le discredit , faisoit un obstacle à la circulation , & par consequent au Change & au Commerce [c] . Alors l'ar-

[a] Chap. 3 art. 2 pag. 55 jusqu'à 57.

[b] Idem art. 3 p. 79 jusqu'à 83 86 art. 4 p. 89.

(c) Art. 4. pag. 93 & 94. 118 & suiv. jusqu'à 125 du tom. 2.

gent ne valoit que 28 francs le marc. Après l'édit du mois d'Août 1723. qui baissa les especes reformées, haussa celles non reformées & reduisit le marc d'argent à 69 livres [a] ce qui faisoit une Monnoye très haute, ainsi on peut dire que notre Commerce nous est avantageux, soit que la Monnoye soit haute, soit qu'elle soit basse, si elle est stable & uniforme dans sa valeur. Après les quatre fortes diminutions faites en 1724, qui reduisirent le marc d'argent de 75. livres où il étoit, à 40 & 41. livres 10 sols [b]. Et enfin après l'Arrêt du 15 Juin 1726 [c] qui nous remit dans l'avantage, & comme depuis ce

(a) Art. 5 p. 164 165 166 du tom. 2

[b] Art. 5 p. 185 194 jusq. 198 du tom. 2

[c] Art. 6. p. 250 jusques à 267. 277 jusques à 284 du tom. 2

tems nos Monnoyes ont été stables & uniformes dans leur valeur, nous avons aussi toujours eû l'avantage du Change & par conséquent du Commerce.

L'Auteur du livre qui fait le sujet de ces remarques, attribuera peut-être l'avantage continu qu'est notre Commerce depuis cet Arrêt du 15. Juin 1720, jusqu'aujourd'hui, Avril 1736, au haussement des espèces qu'il protège : mais on a prévu cette objection, & on y répond aux endroits citez cybas [a] qu'il prenne la peine d'y avoir recours.

(a) Art. 6 pag. 254 jusques 258. 261
jusq. 265 du tom. 2

XIX.

De toutes les mutations qui

peuvent se faire sur les Monnoyes, celle qui influë le plus sur notre Commerce & qui lui fait le plus de tort, c'est le surhaussement de leur valeur numeraire, parce qu'il n'a d'autre effet que celui d'augmenter à notre prejudice le prix des denrées, arts & fabriques étrangères, & de diminuer les nôtres en faveur de l'Etranger. & enfin parce que bien loin de nous être avantageux, il nous est contraire dans tout les cas.

1°. Lorsque les denrées haussent comme l'espece [*a*], de 20 pour cent par exemple, ou d'un cinquieme.

2°. Lorsque les denrées augmentent dans une proportion plus basse que celle du hausse-

(*a*) Chap. 1 art. 7 premiere application
pag. 136 & Suivantes.

ment des especes [*a*] comme d'un dixième , lorsque les monnoyes haussent d'un cinquieme.

3°. Lorsque les denrées restent au même prix , quoique les especes augmentent [*b*].

Voilà cependant tous les cas qui peuvent arriver, & qui devroient nous montrer l'avantage que l'auteur annonce dans le surhaussement des Monnoyes aux pag. 202. 205. 235. 237. N. 2. 3. & 4. & encore page 270 de son livre : ainsi il n'est rien moins que d'accord , avec tous les faits qu'on vient de presenter : mais ces faits se trouvent conformes aux sentimens de M. Mun , Locke & Law.

(*a*) Chap. 1. 2 application pag. 142 & suivantes.

[*b*] Idem 3 application pag. 148 & suivantes 157 & suiv. jusqu'à 171.

Chap. 3 tom. 2 art. 4 pag. 141 & suiv. jusqu'à 158.

Les preuves de ces faits résultent de la comparaison que fait l'auteur de *l'Essai politique* des revenus du Roy de l'année 1683 à ceux de 1733, au chapitre 19. pag. 235. de sa seconde Edition (a) ; de l'augmentation du mois de May de 1709 (b) ; de celle du mois de Décembre 1715 (c). On voit en ce lieu une faute capitale en fait de Monnoye (d). La refonte du mois de Novembre 1716 laissa subsister le mal sans y remédier (e). Au commencement de 1723, le desordre étoit grand : la même espece avoit

[a] Chap. 2 art. 6 p. 430 & suiv.

[b] Chap. 3 art. 2 pag. 29 & suiv. jusqu'à 35 du tom. 2

[c] Idem art. 4 p. 93 jusqu'à 101 107 & 108 118 jusqu'à 127 du tom. 2

[d] Idem p. 95 jusqu'à 98 Ch. 1 art. 6 pag. 113 & suiv. jusqu'à 117.

[e] Ch. 3 art. 4 p. 111 112 & 113 t. 2

trois prix differens (*a*). Le seul bruit d'une refonte & d'une augmentation , qui se repandit au commencement du mois de Janvier 1726 , nous fit un tort considerable (*b*). La refonte & l'augmentation qui avoient fait ce bruit , parurent en effet par l'Edit de Janvier , publié le 4 Février 1726 : cet Edit confirme la sixieme diminution annoncée par l'Arrêt du 4 Décembre 1725 , pour le premier Février.

Ces mouvemens si differens de nos Monnoyes donnerent au Change un si rude coup , que son cours cessa pendant quelques jours , personne n'osant rien hasarder (*c*). Le Gou-

[*a*] Chap. 3. art 5 p. 139 & suiv. jusqu'à 162.

(*a*) Idem p. 160 161 & 162 du tom. 2 art. 6 p. 175 & 178

[*a*] Ch. 3 art. 6 p. 209 jusqu'à 210. 2

vernement sentit très-bien que ce desordre alloit faire passer nos vieilles especes chez l'Etranger, attendu le bénéfice qui s'y trouvoit. Pour y remédier & pour soutenir le Change, on remit des fonds à M. le Chevalier Bernard avec ordre d'en faire passer en Hollande, & de fournir des lettres à perte pour le compte du Roy (*a*). On crut que le remede à ce desordre causé par l'Edit de Janvier 1726, étoit de surhausser la valeur numeraire des nouvelles Especes: en effet, on la haussa d'un cinquième par l'Arrêt du 26 May suivant. Ce surhaussement nous causa une perte réelle de $6\frac{96}{100}$ pour cent (*b*): Et cette perte auroit été bien plus considerable encore,

[*a*] Chap. 3 art 6 p. 221 jusques à 230

(*b*) Idem p. 232 jusques à 235.

si en haussant de 20 pour cent les nouvelles especes, on n'avoit pas haussé les anciennes de 30 pour cent, & par là rapproché leur prix de celui des nouvelles de 10 pour cent (a). L'effet de ce surhaussement fut d'obliger le creancier de se contenter des cinq sixièmes de ce qui lui étoit dû. C'étoit favoriser le debiteur, comme le veut la maxime que donne notre Auteur à la page 174 de son livre : Mais cette opération en elle-même est injuste ; en favorisant le debiteur, elle ruine le creancier (b). Les propriétaires des terres, des maisons, des rentes &c. sont dans le cas du creancier. Le Roy même

(a) Chap. 3 pag. 229 & suiv. jusques à 237 du t. 2.

(b) Chap. 2 art. 6 pag. 430 & suiv. Ch. 3 art. 6 p. 238 jusqu'e 245.

s'y trouve , parce qu'il est creancier de tous les Sujets, pour tout son revenu dont il ne retire que les cinq sixièmes (a). On voit ici l'Etat déplorable dans lequel étoit notre Commerce à la fin de 1726, & encore au commencement de 1727. L'Arrêt du 15 Juin 1726 lui fit un bien infini , en rapprochant le prix des anciennes Espèces de celui des nouvelles. Tous ces faits nous avertissent , que de tous les affoiblissements des Monnoyes , le surhaussement, que notre Auteur conseille, est le plus dangereux [b].

(a) Idem Tom. 2 pag. 247 & 248.

[b] Chap. 1. Art. 6. p. 247. jusques & compris 254.

X X.

Les diminutions d'Espèces ne sont pas favorables au Com-

448 *Reflexions politiques*

merce , mais elles n'ont pas des suites tout-à-fait aussi dangereuses que les augmentations (a). Elles ne lui sont nuisibles que pendant leur passage (b) : ainsi plus prompt sera ce passage , moins l'Etat perdra , en ce que l'Etranger aura moins d'occasions d'en profiter (c). Ces diminutions feroient moins de mal , si la peur qui agit toujours avec plus d'impression que l'esperance , ne forçoit pas le particulier à garder sa denrée plutôt que de la vendre à un prix raisonnable , par la crainte où il est de perdre sur l'argent ; ce qui fait augmenter la

[a] Tom. 2. Ch. 3. Art. 5. p. 184. & 200. 195. & 201.

(b) *Idem* Art. 3. p. 62. jusqu'à 66. 83. & suivantes.

Art. 4. p. 89 jusqu'à 94. 118. jusqu'à 121.

Art. 5 p. 167. jusqu'à 201.

(c) Ch. 1. Art. 5. p. 106. 107. & 108.

denrée , dans le tems même qu'elle devoit baisser comme l'espece (a).

D'où il suit que les inconvéniens des diminutions n'étant pas aussi dangereux que ceux des augmentations, il y a moins de raison & plus de d'avantage à favoriser le débiteur en haussant l'espece , qu'il n'y en a à favoriser le créancier en la diminuant ; cependant il ne faut ni les hausser ni les baisser : ce qui est encore opposé à la maxime que donne notre Auteur à la page 174. de son Livre.

(a) Ch. 3. Art. 3. p. 64. 65. & 66.

X X I.

Le Bénéfice apparent que font nos Rois sur nos fréquentes mutations de Monnoyes ,

est bien peu de chose , en comparaison du dommage qu'ils en reçoivent dans la suite , & des pertes qu'elles causent à la Nation (a). D'où il suit que si le Peuple peut supporter une imposition quelconque , mais proportionnée aux facultez d'un chacun , cette imposition telle qu'elle soit est préférable ; parce qu'elle sera toujours plus avantageuse au Peuple , & au Royaume même, qu'une mutation de Monnoye (b). Et si le Peuple est accablé au point de ne pouvoir pas même acquitter ses charges ordinaires, tout autre moyen de trouver les secours, dont Sa Majesté peut avoir besoin , est

[a] Ch. 1. Art. 7. premiere application , p. 136. jusqu'à 142.

Ch. 3 Art. 4. p. 118. jusqu'à 125. 133. & suivantes jusqu'à 158.

Art. 6. p. 263. & suiv. jusqu'à 269.

[b] Ch. 1. Art. 8. p. 183. & suiv. jusqu'à & compris 193.

encore à préférer à la variation de l'Espece. Il est donc de l'intérêt du Roy & de ses Sujets , de renoncer pour jamais aux mutations de Monnoyes : ce sont des moyens dangereux , qui ne sont pratiqués par aucune des Nations qui entendent la nature du Commerce & des Monnoyes , & qui se font un devoir d'observer les regles de l'équité.

L'avantage évident , solide & continu , que procure à notre Commerce l'uniformité & la stabilité , que le Gouvernement present a si sagement maintenuë dans cette mesure depuis l'Arrêt du 15 Juin 1726. jusqu'à présent 1736 , nous doit ouvrir les yeux (*a*). On voit avec plaisir que sa maxime est d'observer les regles de la justi-

[*a*] Ch. 3. Art. 6. p. 248. jusques & compris 285.

ce , & de ne point toucher aux Monnoyes [a]. Il n'ignore pas qu'elles sont l'instrument nécessaire de nos échanges réciproques , & la mesure qui règle la valeur des biens échangez : & par conséquent il ne faut pas plus y toucher qu'aux autres mesures ; soit que l'imposition fuffise à toutes les charges de l'Etat , ou qu'elle n'y fuffise pas ; soit que les recouvrements des Impositions se fassent avec facilité ou avec peine [b] ; ce qui est l'opposé de ce que dit notre Auteur aux pages 198 , 202 , 205 , 237 & 270 de l'*Essay Politique sur le Commerce* , & ce que nous avons entrepris de montrer par nos Observations.

En effet , nous estimons qu'il

[a] Chap. 3. Art. 4. p. 121. jusque & compris 129.

Art. 6. p. 264. jusqu'à 269.

[b] Ch. 1. Art. 7. p. 1. & 173.

ne faut toucher aux Eſpeces, que par des refontes indiſpenſables & néceſſitées par leur fray ou par leur uſure , & qu'il les faut faire ſans aucune perte pour le Public , aux frais du Roy. Alors on verra que l'on gagne beaucoup , quand on ſçait perdre à propos [a].

[a] Tom. & Chap. 1. Art. 6. p. 115. & ſuiv. Art. 7. p. 167 & ſuiv. juſqu'à 176.

Tom. 2 Ch. 3. Art. 6. p. 280. 285. & ſuiv. juſques & compris 288.

XXII.

Le moyen de nous procurer ce qui nous manque , & de nous défaire de notre ſuperflu , eſt ce qu'on appelle Commerce. Trois cauſes font varier la valeur de tous les biens. La culture de la terre & l'induſtrie ſont l'origine & les principes de toutes les richesses dont jouiſſent les hommes , & conſéquemment les

deux principes de la Finance. La fertilité d'un Etat & l'industrie des peuples , sont les deux sources du Commerce; & la diversité des biens que produit un pays fertile, fait la solidité de ce même Commerce. Le Commerce peut être avantageux ou défavorable. Le moyen de connoître l'un & l'autre est nécessaire. La France a des avantages pour le Commerce , que les autres Etats n'ont pas. Il seroit à souhaiter que la Noblesse fît le Commerce en gros & maritime : il n'a rien que d'honorable, l'antiquité nous en fournit d'illustres témoignages. Nous avons aussi bien que les Romains des Villes maritimes & commerçantes. Les forces maritimes sont nécessaires à la puissance des Etats. Pour rétablir les nôtres , on forme une Banque générale & une Compagnie de

Commerce avec des actions. Progrès de ces établissemens, situations du crédit & ses effets merveilleux. On répond à ceux qui croient la Compagnie des Indes contraire au bien de l'Etat. La Navigation est l'ame du Commerce & le moyen d'augmenter la puissance du Roy. On montre ce que coûtoit la marine en 1681. *Qui est le maître de la mer, est le maître de tout.* Il est donc nécessaire que la France ait une puissante Marine. On donne le dénombrement de nos hommes de mer, tel qu'il étoit en 1713. Dans les premiers tems les Nobles & les Roturiers commerçoient également. C'est la Navigation & le Commerce qui font la puissance de l'Angleterre, de la Hollande, de Genes, de Venise &c. On fait voir que pour le bien de notre Commerce & de la Navig. on il se-

456 *Réflexions politiques &c.*

roit nécessaire que nous eussions un port assuré vers le milieu de la Manche , & qu'il feroit très-bien placé à la Hogue en Basse-Normandie , Tome 2. art. 7 pag. 289 & suivantes jusqu'à 403.

Jean de Wit , dit dans ses *Mémoires* , Chap. XIV. p. 63. édit. de la Haye 1709. -in12. que » la » Navigation, la Pêche, le Com- » merce & les Manufactures , » sont les quatre colonnes de » l'Etat ; que l'on ne doit point » les affoiblir , ni les incommo- » der par aucunes charges ; car » elles font subsister les habi- » tans , & attirent toutes sortes » d'Etrangers , &c. * Ceux qui par le gain qu'ils tirent des païs Etrangers , font subsister le plus d'habitans , & par conséquent l'Etat , méritent faveur par préférence à tous autres Citoyens.

* Il prouve encore que la navigation est le plus utile de Sidon &c. &c. &c. p. 276.

Quel est de la navigation ce qu'il dit c la 3 part. p.



4.4.300











ML

005649643

